

# Radio-Télévision Le Monde

15, rue Falguère, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14852 - 7 F

DIMANCHE 8 - LUNDI 9 NOVEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Après les menaces américaines contre des produits européens

## La CEE tente d'éviter la rupture avec les États-Unis

Le prétexte Delors

« DELORS dans la ligne de mire », « Delors tombe le masque », « duplicité », « hypocrisie »... la plupart des quotidiens britanniques titraient, samedi 7 novembre, sur la mauvaise passe que traverserait, à leurs yeux, le président de la Commission de Bruxelles, quand ils ne réclamaient pas, comme la presse populaire, purement et simplement sa démission.

M. Jacques Delors a-t-il à ce point failli à sa mission, en faisant échouer un accord avec les États-Unis sur le GATT à seule fin de défendre des intérêts exclusivement français, voire purement personnels ? En se montrant hostile à un compromis préjudiciable aux seuls agriculteurs français, ne signait-il pas sa propre popularité en France, sa rentrée sur la scène politique intérieure dans la perspective d'une élection présidentielle à courte ou moyenne échéance ? Il n'est jusqu'au très sérieux « Financial Times » qui, donnant dans ces suppositions, insinuaient vendredi que le président de la Commission, ayant déjà en tête son départ de Bruxelles, se cherchait un dauphin.

Pourtant, passé cet accès de fièvre contre son bouc émissaire préféré, la presse britannique devra sans doute en rebattre : il n'est guère probable en effet que les Douze remettent en question, sur cette affaire du GATT, le nouveau mandat qu'ils ont décidé de confier à M. Delors pour deux ans à partir de janvier.

Contrairement aux critiques qui lui sont adressées, y compris par le commissaire européen à l'agriculture démissionnaire, Ray MacSharry, Jacques Delors n'a pas violé les règles de fonctionnement des institutions européennes. Commissaire entre les commissaires, il devait donner son avis sur les propositions qu'allait faire M. MacSharry aux Américains ; il fit valoir qu'elles rompaient avec l'engagement pris par les Douze à Birmingham de ne pas faire de concessions allant au-delà de celles décidées dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune. Président de la Commission, il se devait d'autre part de souligner le problème particulier qu'eût posé à l'un des pays membres un accord mal ficelé : les dirigeants français ne sauraient souscrire à un tel accord sans s'exposer à une crise politique intérieure, voire à un problème d'ordre public avec les agriculteurs.

Si manœuvres de politique intérieure il y a eu, elles sont en outre aussi largement imputables aux dirigeants britanniques, qui croyaient pouvoir redorer leur blason grâce à un accord sur le GATT et qui, depuis quelques semaines, cherchent systématiquement à renvoyer sur la France les difficultés qu'ils rencontrent dans l'exercice de la présidence de la Communauté européenne.

La solidarité dont la France a bénéficié jusqu'ici de la part de ses autres partenaires atteint cependant ses limites : ces derniers ne laisseront pas s'envenimer à leurs dépens le conflit transatlantique jusqu'aux élections législatives du mois de mars. Il faudra bien sortir de l'impasse. Et si les dirigeants français ne s'y sont pas suffisamment préparés sur le plan intérieur, ce n'est pas faute d'y avoir été incités par M. Delors.

M0146 - 1109 0 - 7.00 F



L'heure était à l'apaisement en fin de semaine, après la tempête soulevée par la menace des États-Unis de surtaxer de 200 % les importations de certains produits agricoles européens, faute d'accord avec la CEE sur le commerce international. Le premier ministre britannique, le président de la Commission de Bruxelles et même les ministres français ont multiplié les déclarations favorables à une reprise des négociations avant toute riposte commerciale.

## Les « bons offices » de Londres

LONDRES

de notre correspondant

Le risque le plus immédiat, dans la crise des relations commerciales entre les États-Unis et la Communauté économique européenne, c'est la guerre des mots. « Bluff », « confrontation », « dialogue », « résistance », ce vocabulaire de plus en plus guerrier employé de part et d'autre de l'Atlantique qui force les déterminations, comme s'il s'agissait d'un jeu très « macho » obligeant le plus faible à céder le premier. Le danger, c'est donc cette escalade de la rhétorique qui ne peut qu'engendrer le durcissement des positions : « Vous prenez des sanctions commerciales contre nos vins blancs, pourriez être tenté de répondre l'Europe aux

États-Unis, nous triplons donc les taxes d'importation sur votre beurre de cacahuète, vos fruits et vos textiles. »

Le plus urgent, comme le souligne M. Michael Heseltine, ministre britannique du commerce et de l'industrie, c'est d'éviter une brusque « montée de la température », parce que nul ne peut prévoir, dès lors que le processus des représailles est engagé, jusqu'où il peut aller. Au-delà de l'échec des négociations de Chicago sur l'Uruguay Round, c'est toute l'économie mondiale qui pâtirait d'une période de glaciation commerciale entre l'Amérique et le Vieux Continent.

LAURENT ZECCHINI

Lire la suite et nos informations page 17

Face à la mise en cause des politiques

## M. Mitterrand s'engage dans l'affaire du sang

M. Mitterrand doit s'exprimer lundi soir 9 novembre, à l'occasion d'un entretien diffusé sur TF1 et France 2. Il devrait, notamment, dénoncer ce qu'il considère comme une « campagne politique éhontée » dans l'affaire du sang contaminé. Au Sénat, la droite se prépare à examiner une demande de mise en accusation de M. Dutoit et de M. Hervé devant la Haute Cour. De son côté, M. Dumas assure que « les échéances législatives et présidentielle seront tenues ».

## Un président « indigné »

par Patrick Jarreau

Même si l'affaire du sang contaminé n'est que l'un des problèmes que le président de la République compte aborder lors de son entretien télévisé, sur TF1 et France 2, lundi 9 novembre, l'intervention du premier responsable du pays au moment où les révélations sur cette affaire et ses suites politiques dominent toute l'actualité intérieure suffit à montrer que la mise en cause de l'État, qu'elle implique, se situe au plus haut degré de gravité.

La demande d'information d'enquête et de sanctions qui monte du pays et les réponses insuffisantes qu'elle a obtenues jusqu'à présent appellent des éclaircissements et des décisions dont l'impulsion ne peut venir que de

M. Mitterrand. Pour le chef de l'État, qui l'a indiqué avec force au conseil des ministres le 4 novembre, les fautes commises par les responsables de la transfusion sanguine donnent lieu à une exploitation politique qu'il entend, avant tout, dénoncer.

L'Élysée a tenu, ces derniers jours, à faire connaître la teneur des propos du président de la République devant le gouvernement et la position qu'il a adoptée dans le débat qui a, alors, surgi entre le ministre de la santé et de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, d'une part, M. Jack Lang, premier des ministres, et M. Pierre Joxe, ministre de la défense, d'autre part.

Lire la suite page 9

## Trêve brisée en Bosnie

L'UNICEF n'a pu obtenir une « semaine de tranquillité »

SARAJEVO

de notre envoyée spéciale

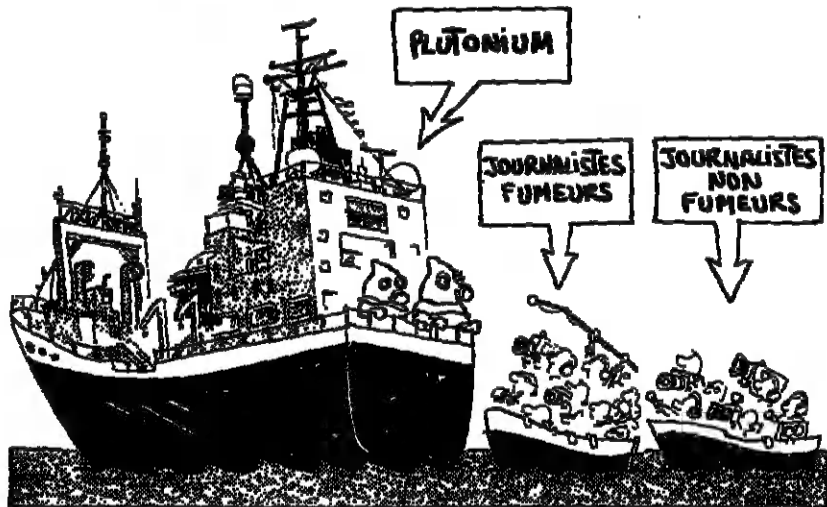
Après coup, bien sûr, l'idée paraît folle : organiser une « semaine de tranquillité » en Bosnie-Herzégovine, une trêve dans toute la République, en espérant qu'elle s'étende à l'ensemble de l'ex-Yougoslavie. Mais « il n'y a que les réalistes qui croient aux miracles », explique Stefan de Mistura, le directeur adjoint de l'UNICEF. Et une telle semaine de paix, l'organisation internationale pour l'enfance avait réussi à l'imposer l'an dernier à Dubrovnik, au plus fort de la guerre en Croatie.

Connu pour sa détermination peu commune, Stefan de Mistura présente ainsi son projet : « L'UNICEF ne prétend pas trouver une solution politique à cette guerre, mais les enfants de l'ex-Yougoslavie ont un ennemi commun, l'hiver. Cet ennemi approche sans abus ni katchnikov, mais risque de tuer des centaines de milliers d'enfants. »

ASFANÉ BASSIR POUR

Lire la suite ainsi que l'article de FLORENCE HARTMANN et nos informations page 3

## Le plutonium japonais a été chargé à Cherbourg



Le cargo japonais Akatsuki-Maru a commencé à prendre livraison samedi 7 novembre à Cherbourg de 1,5 tonne de plutonium. Les opérations ont débuté sous la surveillance d'imposantes forces de l'ordre.

Lire page 20 les articles de PHILIPPE BROUSSARD et JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

## POINT DE VUE

## Cherchez l'irresponsable

par Edgar Morin

Le propre de l'information est d'apporter la surprise, l'inattendu, la nouveauté. Dans le monde des médias, la transmission de l'information est d'autant plus rapide qu'elle apporte le sensationnel. Plus l'information apporte de l'inattendu, plus elle est soulignée, mise en relief, commentée. Par contre, dans le monde des systèmes fortement structurés, systèmes administratifs ou systèmes de pensée, l'information se heurte aux rigidités, aux habitudes, aux croyances admises, aux schémas mentaux et les programmes en cours. On tend à l'ignorer, la refouler, l'anesthésier, et elle ne délivre son message, quand elle y parvient, qu'avec retard.

On peut formuler le principe : toute information qui dérange parvient toujours avec retard dans les systèmes d'idées ou

les corps constitués, et, une fois parvenue, les conséquences qu'elle devrait déterminer sont elles-mêmes retardées.

En ce qui concerne le sang contaminé, une quadruple information prend corps en 1983-1984 :

1) l'immuno-déficience du sida est due à un virus, identifié par le professeur Montagnier en 1983.

Lire la suite page 9

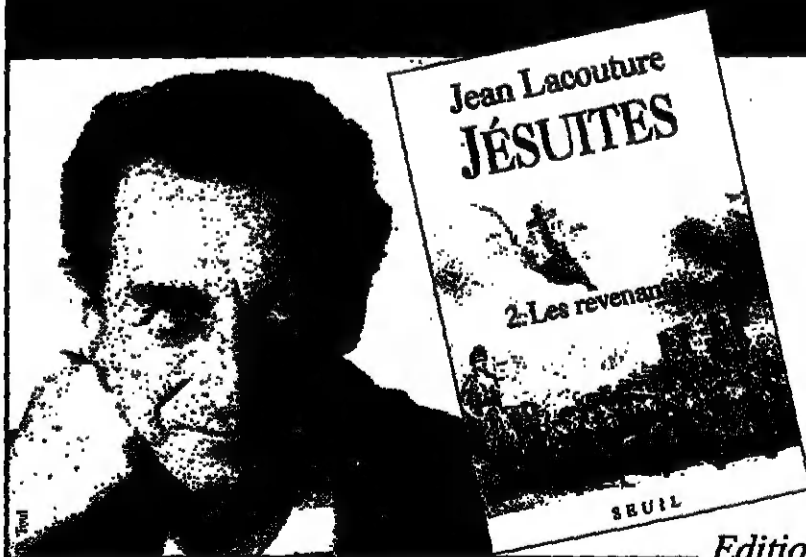
## Le rapport sur les collectes de sang en milieu pénitentiaire

Le texte intégral de la « note de synthèse »

Les réponses de M<sup>rs</sup> Ezratty et de MM. Rimareix et Weisselberg

Pages 8 et 9

## JEAN LACOUTURE



La suite d'un très grand succès.

Tome 1 : Les conquérants

Editions du Seuil

## La transition aux États-Unis

M. Warren Christopher présidera l'équipe démocrate.

Lire l'article d'ALAIN FRACHON page 6

## Les élections américaines

au « Grand Jury RTL-le Monde »

Dimanche, à 18 h 30, l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde » est consacrée à un débat spécial à propos de l'élection présidentielle américaine.

## HEURES LOCALES

## Les difficiles équations de l'aménagement

En Rhône-Alpes, comme dans les autres régions de l'Hexagone, l'adoption d'un schéma prévisionnel respectant les équilibres internes et les fonctions européennes est un exercice périlleux.

Lire l'article de BRUNO CAUSSÉ page 11

## CHRONIQUE DES MARCHÉS

■ Devises et or. ■ Marché monétaire et obligataire. ■ Matières premières. ■ Marché international des capitaux.

page 19

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 DH ; Tunisie, 750 q ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 16 KRD ; Espagne, 160 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$



## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-66-25-25  
Télécopieur : (1) 40-66-25-99  
Tél. : 208.806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-66-25-25  
Télécopieur : (1) 40-66-30-10  
Tél. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises  
M. Jacques Lesourne, gérant.

## Le Monde

### PUBLICITE

Président directeur général :  
Jacques Lesourne  
Directeur général : Michel Cros  
Membres du comité de direction :  
Jacques Guin, Philippe Dupuis  
Isabelle Tsalikis  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avès  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-42-72-73  
Tél. MONDIPUB 634 128 F  
Tél. : 46-42-72-73 - Société filiale  
de la SARL Le Monde et de la SARL Le Monde SA

Impression :  
12, r. M. Guignard  
94852 IVRY CEDEX  
Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE  
Remise en mains propres sur les microfilms et  
index du Monde au (1) 40-66-28-33  
Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

**TÉLÉMATIQUE**  
Composés 35-15 - Tapes LEMONDE  
ou 35-15 - Tapes LM

**ABONNEMENTS**  
1, place Hubert-Beuve-Méry,  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.  
Tél. : (1) 49-40-33-90  
(de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS normale CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

**ÉTRANGER :**  
par voie aérienne  
tarif sur demande.  
Pour vous abonner  
renvoyez ce bulletin  
accompagné  
de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL  
36-15 LEMONDE  
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou  
provisaires : nos abonnés sont invités  
à formuler leur demande deux  
semaines avant leur départ, en indi-  
quant leur numéro d'abonné.

**BULLETIN  
D'ABONNEMENT**

**DURÉE CHOISIE**  
☐ 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_  
Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les  
noms propres en capitales d'imprimerie.  
PP Paris RP 221 MQ 02

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lesourne : gérant  
directeur de la publication  
Bruno Fappart  
directeur de la rédaction  
Jacques Guin  
directeur de la gestion  
Manuel Lucbert  
secrétaire général

Rédacteurs en chef  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)  
Yves Agnès  
Jacques Arribas  
Thomas Ferenzi  
Philippe Hermand  
Jacques-François Simon  
Daniel Vernet  
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs  
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)  
Jacques Faure (1989-1992)  
André Lesourne (1982-1989)  
André Fontaine (1985-1991)

## DATES

Il y a soixante-dix ans

# La découverte du tombeau de Toutankhamon

par Yvonne Rebeyrol

« **P**ARTOUT le reflet de l'or ! » Le cri du cœur de Howard Carter, jetant, le 26 novembre 1922, un premier regard à la lueur d'un lamignon par un trou fait dans une paroi, traduit bien l'émerveillement d'un égyptologue devantant dans la pénombre le carphanaüm encombrant la première tombe d'un pharaon à avoir jamais été retrouvée quasi intacte, au cours d'une fouille officielle et non pas clandestine, et, qui plus est, d'un obscur pharaon de la dix-huitième dynastie.

Cela faisait quatorze ans (dont il faut soustraire les années de guerre) que Howard Carter, égyptologue britannique professionnel, fouillait la vallée des Rois pour le compte de l'amateur, collectionneur et mécène anglais lord Carnarvon. Jusqu'en 1922, aucune découverte importante n'avait été faite et le riche lord voulait arrêter les recherches. Carter avait plaidé sa cause et il avait obtenu de son bailleur de fonds encore une saison de fouilles.

Le 4 novembre 1922, l'équipe de terrassiers de Carter dégageait les marches d'un escalier s'enfonçant dans le roc jusqu'à une porte plaquée estampillée de sceaux royaux. Certes, on voyait clairement qu'un trou avait été fait dans la porte, mais il avait été rebouché et estampillé. L'effraction était donc fort ancienne (en fait, il y en avait eu deux) ; l'entrée de la tombe, telle qu'elle avait été découverte, était enfouie sous les débris enlevés du caveau creusé au douzième siècle avant Jésus-Christ pour Ramsès VI. Il y avait ainsi de bonnes raisons pour penser que la tombe découverte, si elle était intacte, du moins pas trop pillée.

Howard Carter télégraphiait le 6 novembre à son commanditaire, qui était en Angleterre. Lord Carnarvon accourut au plus vite : il était à Louxor le 23 novembre ! Le 24, Carter faisait déblayer l'escalier, attaquant la première porte, dont il avait des sceaux étaient au nom de Toutankhamon, pharaon qui avait régné vers 1350-1340 avant notre ère, qui était mort à dix-huit ou vingt ans, dont on ne connaissait guère que le nom, et dont on savait aussi qu'il avait succédé au pharaon hérétique Amenophis IV-Akhenaton, dont il était le gendre et aussi probablement le fils ou le demi-frère.

Derrière la porte, un corridor plein de débris divers placés là, sans nul doute, pour barrer le chemin à d'éventuels voleurs. Au bout du corridor, il y avait une deuxième porte, elle aussi plaquée, estampillée et portant les traces d'un trou rebouché. Le 26 novembre, Carter fit un petit trou dans cette porte et y fit passer une bougie pour s'assurer que l'air de la tombe contenait bien de l'oxygène. La lumière vacillante de la bougie n'était guère puissante. Mais elle permettait à Carter de voir « des animaux étranges, des statues et de l'or, partout le reflet de l'or » (1). Le trou agrandi en passage, Carter lord Carnarvon et sa fille, ainsi qu'Arthur Callender... qui avait une lampe électrique, se faufilaient avec précaution dans le carphanaüm, de plus en plus mélangé et incandescent devant tout ce qu'ils découvraient.

**Un bric-à-brac fabuleux**

Trône, coffres, sièges, boîtes, vases, trompettes, cannes, bijoux, chasse-mouches, porte-torche, sceptres, chariots démontés, statuettes, armes, lits funéraires, petit naos (une sorte de boîte-tabernacle), paniers, bouquets de fleurs et de feuillages, tout un bric-à-brac fabuleux en bois recouvert d'or, peint ou marqueté, en albâtre, en or souvent orné de verre coloré, d'émaux et de pierres dures de couleurs variées. Cet assemblage incroyable était dominé par deux statues grandeur nature, en bois peint en noir pour le corps et recouvert d'or pour le costume, debout, se faisant face et montant symétriquement la garde de part et d'autre d'une porte murée et estampillée des sceaux royaux comme les précédentes. En tout, comme le décompte en fut fait, plus de 600 objets s'entassaient dans cette antichambre longue de 7,85 mètres et large de 3,55 mètres.

A l'initiative et avec la collaboration étroite du Service égyptien des antiquités, Howard Carter vida la tombe d'une façon exemplaire. Il prit tout le temps qui



Le deuxième cercueil ouvert, Howard Carter dégage le tronc, en or massif, contenant la momie.

était nécessaire. Tous les objets furent photographiés, décrits, répertoriés et chacun reçut un numéro déterminé en fonction d'un système rigoureux. Des leur sortie, tous les objets qui en avaient besoin furent consolidés et restaurés par Alfred Lucas, un chimiste très compétent du Service égyptien des antiquités, pour lequel une tombe voisine, vide, avait été aménagée en laboratoire.

Outre l'antichambre, la tombe de Toutankhamon ne comprenait que trois « pièces » qui furent vidées méthodiquement, l'une après l'autre. Cela prit huit ans.

**Lord Carnarvon meurt prématurément**

Dès le 28 novembre 1922, Carter avait fait un trou dans la porte qui était gardée par les deux statues en or et il y avait passé une lampe électrique. Et il avait eu une deuxième surprise fabuleuse : « A un mètre de la porte, s'étendant aussi loin qu'on pouvait voir et bloquant l'entrée de la chambre, se dressait quelque chose qui avait toutes les apparences d'un mur d'or massif. » Carter et quelques autres réussirent à s'y faufiler : « C'était, sans discussion possible, la chambre sépulcrale par là, haut au-dessus de nous, il y avait les grands catafalques dorés à l'intérieur desquels les rois étaient déposés [et qui] remplissaient à peu de chose près toute la chambre. »

Décidé à vider la tombe avec ordre et méthode, Carter se occupa de la chambre sépulcrale qui en février 1923. Si bien que lord Carnarvon ne fit qu'apercevoir une toute petite partie des splendeurs contenues dans les quatre catafalques recouverts d'or à l'extérieur et à l'intérieur.

emboîtés les uns dans les autres comme des poupées russes.

Epuisé, lord Carnarvon était parti se reposer quelques jours à Assouan. Il y fut piqué par un moustique, coupa le bouton en se rasant. La plaie s'envenima et une fièvre se déclara. Lord Carnarvon, ramené au Caire, y mourut d'une pneumonie le 5 avril. Rappelons que les antibiotiques n'existaient pas à l'époque et que lord Carnarvon était d'une faible santé.

Le travail dans la chambre sépulcrale fut extrêmement difficile. Le catafalque extérieur mesure 5,08 mètres sur 3,28 mètres pour une hauteur de 2,75 mètres alors que les dimensions de la chambre sépulcrale sont 6,37 sur 4,02 mètres pour une hauteur de 3,63 mètres. C'est dire le peu de place qu'avaient les archéologues pour y faire des travaux à la fois délicats et pénibles.

Il fallut démonter l'un après l'autre les quatre catafalques, sans abîmer bien entendu les feuilles d'or couvertes de scènes finement repoussées qui en tapissaient l'intérieur et l'extérieur. A l'intérieur du quatrième, il y avait un grand sarcophage dont la cuve était façonnée dans un seul bloc de quartzite. Selon les termes de James H. Breasted, fondateur et premier directeur de l'Institut oriental de Chicago, qui participait aux travaux, « quand Carter et moi avons ouvert les portes du troisième et du quatrième catafalques et avons aperçu le massif sarcophage de pierre qui était à l'intérieur, j'ai senti pour la première fois la majesté de la présence réelle du pharaon mort ». Soulever le lourd couvercle de pierre dans un espace aussi réduit demanda beaucoup de peine et d'astuce.

Mais ce fut fait sans dommage.

Les archéologues découvrirent alors le cercueil anthropoïde extérieur, long de 2,24 mètres, fait de bois et de plâtre recouvert d'une feuille d'or, représentant le pharaon personnifiant le dieu Osiris. Vint ensuite le deuxième cercueil, lui aussi recouvert d'une feuille d'or, lui aussi façonné à la ressemblance du roi-Osiris, encore plus somptueux que le premier. Le couvercle, très fragile, enlevé, les archéologues découvrirent un troisième cercueil anthropoïde rempli généralement de résine brunâtre, extrêmement dure et collante. Après avoir réussi, avec beaucoup de difficulté, à enlever cette résine qui bloquait complètement la momie, les archéologues eurent la stupeur de découvrir que ce troisième cercueil était fait de feuilles d'or pur dont l'épaisseur variait de 0,25 à 0,3 centimètre. En tout, 110,4 kilos d'or !

Chaque cercueil était, bien évidemment, orné et complété d'une multitude de bijoux tous plus somptueux les uns que les autres.

**Les quatre déesses les plus gracieuses**

Après le cercueil d'or massif, le tombeau de Toutankhamon réservait encore une splendide surprise : la tête de la momie portait un masque-capuchon de feuilles d'or martelées dont les traits et les attributs étaient faits d'exquises pièces en or massif décoré de pierres dures, de verre coloré, de « faïence égyptienne » (de la « frite glazurée »). Soit, 10,23 kilos d'or supplémentaires !

Le débobinage des interminables bandelettes permit de trouver 150 objets (bracelets, pectoraux, colliers, bagues, doigts, amulettes, perles, etc.) faits de

matières précieuses et destinés à protéger le roi des innombrables dangers qu'il pourrait rencontrer dans le monde de l'au-delà.

S'ouvrant sur la chambre funéraire par une grande ouverture non murée, il y avait le trésor, une petite pièce que Howard Carter n'aborda qu'en 1927. Devant l'ouverture, le dieu-châcal Anubis, posé comme un sphinx, ne laissait émerger d'une sorte de chaise que sa tête noire aux oreilles dressées. Et contre le mur du fond, il y avait le grand catafalque, doublé d'or bien évidemment, qui contenait les délicats vases canopes où avaient été mis les viscères du pharaon. Protégeant ces précieux restes, quatre petites déesses, en bois recouvert d'or, étaient debout face aux parois du catafalque. Ces quatre statuettes sont, à notre avis, les plus gracieuses, les plus exquises, les plus jolies, que nous a léguées l'Égypte ancienne.

En outre, le trésor contenait un autre carphanaüm de coffres à bijoux, de modèles réduits de bateaux, de chars, de boîtes à arc, etc., soit plus de 300 « pièces » importantes.

La dernière chambre à être inventoriée fut l'annexe, dont le désordre surpassait celui des autres pièces : lits, fauteuils, pots d'albâtre, jarres de porcelaine, statuettes, coffres, tabourets, modèles réduits de bateaux, etc., y étaient, en effet, entassés n'importe comment et, qui plus est, en équilibre instable.

La découverte de la tombe de Toutankhamon fit un bruit énorme dans le monde entier. Mais il est amusant de voir comment le Temps a rendu compte de cette nouvelle exceptionnelle. Les 1<sup>er</sup>, 19 et 23 décembre 1922, il y consacra quelques lignes, étonnantes certes, mais perdues au milieu de la rubrique « Art et curiosité » entre la « Liquidation de la société Styles », « Un salon des sports d'hiver » ou « L'art régional ». Plus étonnante est la réaction de la revue *Larousse mensuel illustré*, qui se piquait de culture : rien avant le numéro de juin 1926. Là, on trouve un article long et détaillé. Mais en janvier 1927, la revue publie un papier où Eugène Cavaignac, historien du Proche-Orient, joue au blâse : « La découverte du tombeau de Toutankhamon a quelque peu nui, momentanément, aux autres merveilles de la terre des pharaons... Mais, quand on défile, au musée du Caire, devant les fauteuils, les chars tout lamés d'or, les coffres, les vases et les parures, on finit par se lasser de tant de richesses. » Qu'aurait dit ce Cavaignac s'il avait su qu'en plus d'innombrables informations inédites sur les croyances et les rites en usage sous la dix-huitième dynastie, le tombeau livrait plus de deux mille objets !

(1) Toutes les précisions ont été trouvées dans *The Complete Tutankhamun, The King, The Tomb, The Royal Treasure*, de Nicholas Reeves (Thames and Hudson, 1990), et dans *Vie et mort d'un pharaon, Toutankhamon*, de Christiane Desroches-Noblecourt (Hachette, 1963).

## Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Novembre 1992 (8 pages)

### MAASTRICHT, AVANT, APRÈS

Le traité de Maastricht a été ratifié en France après une campagne particulièrement animée, mais le travail d'explication pédagogique est loin d'être terminé. Ce numéro de *Dossiers et Documents* cherche à faire sous une forme concise le point le plus complet possible sur les divers volets que recouvre le traité : la monnaie, l'Europe sociale, la politique étrangère et de sécurité commune, les pouvoirs de la Commission de Bruxelles... Avec en complément, des schémas et un lexique.

**Au sommaire des clés de l'info :** le projet de loi sur la corruption, la difficile transition roumaine, l'affaire Touvier, spéculation et crise monétaire, le rôle du Sénat, les aléas du logement, les îles Kouriles, le mystère des vaches folles, les prix littéraires.

En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

Handwritten text in Arabic script: "مكتبة ابن خلدون"



nkhamon

# ÉTRANGER

Le Monde • Dimanche 8 - Lundi 9 novembre 1992 3

92 11

La situation dans l'ex-Yougoslavie

## Le président Dobrica Cosic se démarque de la politique de conciliation de M. Milan Panic

BELGRADE

de notre correspondant

Lors d'une récente conférence de presse à Belgrade, le président yougoslave, M. Dobrica Cosic, s'est clairement démarqué de son premier ministre, M. Milan Panic, qui venait d'échapper de justesse à une motion de censure déposée au Parlement par les ultranationalistes et soutenue par le Parti socialiste de M. Milosevic. « Le gouvernement fédéral a fait des erreurs, il doit être critiqué et devra tenir compte des critiques qui lui ont été faites au Parlement », a-t-il déclaré, jeudi 5 novembre.

Les proches de M. Panic admettent que certaines divergences sont apparues entre les deux hommes,

notamment en ce qui concerne la normalisation des relations avec les ex-Républiques yougoslaves. M. Cosic, selon eux, donne la priorité au règlement de la question des Serbes de Krajina sur la reprise du dialogue avec le président de Croatie, M. Franjo Tudjman. Dans les milieux diplomatiques, on indique, par ailleurs, que M. Cosic s'oppose fermement à la reconnaissance de la Macédoine par la Yougoslavie, annoncée à plusieurs reprises comme imminente par son premier ministre.

Le président yougoslave est conscient que M. Slobodan Milosevic reste l'homme fort de la Serbie, qu'il y conserve une forte popularité, non pas à Belgrade, mais en province, et qu'il semble donc en

mesure de garder le pouvoir à l'issue des élections de décembre. M. Cosic, qui a proposé la candidature de M. Milan Panic au poste de premier ministre, est également considéré comme l'instigateur de la politique nationaliste de la Serbie. En se démarquant de M. Panic sans renier M. Milosevic, il tente aujourd'hui d'éviter un conflit ouvert entre les deux hommes et d'assurer les conditions nécessaires à la tenue des élections anticipées en décembre. Ce scrutin ne débouchera sans doute pas sur le départ de M. Milosevic, mais il pourrait modifier la composition des deux Parlements (serbe et fédéral), actuellement dominés par ses partisans et affaiblir considérablement le pouvoir du président de Serbie.

Si M. Cosic cherche un équilibre entre la politique conciliante de M. Panic, que ses détracteurs dans le pays assimilent à de la haute trahison, et l'intransigeance nationaliste de M. Milosevic, condamné par l'étranger, le jeu risque d'être dangereux.

Au cours de la même conférence de presse, M. Cosic s'en est pris également à la communauté internationale. Il a déploré qu'elle « méconnaisse » les efforts de paix faits par le gouvernement Panic et qu'elle ne comprenne pas que « la Yougoslavie n'est pas en mesure de mettre fin à la guerre en Bosnie », puisque « la guerre n'est pas menée par une seule partie et que s'il y a un agresseur, c'est bien la Croatie, qui y a infiltré plus de cinquante mille de ses soldats ».

FLORENCE HARTMANN

contre la Serbie. « Le serpent vert de l'islam approche ». Pour lui, la Turquie veut annexer la Bosnie-Herzégovine et rêve d'un nouvel Empire ottoman. A l'hôtel, un mariage donne l'occasion aux convives d'entendre des chansons nationalistes serbes ; un photographe indien est accusé d'être musulman et est agressé par un milicien ivre.

Jim Grant apprend que Sarajevo vient de subir l'un de ses bombardements les plus violents depuis plusieurs jours. Nous sommes à la veille de la « semaine de tranquillité ». Le patron de l'UNICEF, dont l'optimisme s'est beaucoup amoindri, tente d'expliquer que des attaques sont chose courante à la veille d'un cessez-le-feu. Les Serbes insistent : « Nous respectons nos promesses. L'attaque vient des musulmans ».

Dimanche 1<sup>er</sup> novembre : premier jour de la « semaine de tranquillité ». En raison des combats, le convoi doit emprunter une longue route de montagne pour rejoindre Sarajevo. Le bruit du canon ne cesse pas. A l'aéroport, la FORPRONU est là. Un jeune « casqué bleu » français pleure. Il vient de voir mourir une petite fille de quatre ans. « Les cicatrices psychologiques de cette guerre ne me quitteront jamais. Je n'ai jamais vu autant de haine ».

Coup de grâce

Puis, c'est la présidence bosniaque : « Nous respectons la semaine de tranquillité. Vous savez bien que l'attaque vient des violations serbes ». Jim Grant ne se fait plus aucune illusion. Il parle de la mission comme d'une longue « chaîne de promesses brisées ». Le général Philippe Morillon, commandant la FORPRONU pour la Bosnie-Herzégovine, résume la mission de ses « casqués bleus » : « Nous sommes là pour atténuer les conséquences de la guerre, et non pas pour remplacer des négociations politiques ».

Au soir de cette première journée de « tranquillité », les combats redoublent d'intensité.

Lundi 2 novembre. Coup de grâce pour la « semaine de tranquillité » : les dirigeants bosniaques refusent les couvertures, sous prétexte que les produits ont été achetés en Serbie. Qualifiant la maladresse de l'UNICEF de « provocation », le vice-premier ministre, M. Lagumdžija, s'exclame : « On peut tout nous arracher sauf notre fierté ». Les responsables de l'UNICEF soulignent que M. Lagumdžija « savait parfaitement » que, pour des raisons de logistique, certains produits avaient été achetés en Serbie. « On en avait longuement discuté à notre arrivée à Sarajevo », disent-ils, pour déplorer que la question ait été un peu trop tardivement soulevée en public. « De toute façon, expliquent-ils, presque tout ce qu'on trouve à Sarajevo vient de Serbie. Alors, on ne refuse pas la nourriture et des couvertures pour les enfants sous prétexte qu'ils arrivent d'un pays ennemi ».

La « semaine de tranquillité », tant rêvée par l'UNICEF, a fait long feu. Mais il reste encore « des réalités qui croient aux miracles ». « Révélés » par l'échec de l'UNICEF, le ministre de la santé et de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, prépare un autre projet « utopique », un « village pour les enfants ». Près de mille enfants, accompagnés de leur mère, devraient être évacués de Sarajevo pour être installés dans le village de Velika Kladusa, à la frontière de la Bosnie et de la Croatie, en terre musulmane.

AFSANE BASSIR POUR

## La CSCE publie un nouveau rapport accablant pour les Serbes et les Croates

PRAGUE

de notre correspondant

Le comité des hauts fonctionnaires de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) a décidé, vendredi 6 novembre à Prague, de renforcer en personnel les « missions de longues durées » dans les régions à minorité serbe de la nouvelle Yougoslavie. Ces missions ont, notamment, pour objectif de collecter des informations sur les violations des droits de l'homme au Kosovo (peuplé en majorité d'Albanais de souche), en Voïvodine (où vit une forte minorité hongroise) et dans le Sandjak (région du sud de la Serbie majoritairement musulmane).

Une situation comparable existe en Macédoine, a estimé, de son côté, M. Robert Frowick, chef de la mission « préventive » de la CSCE à Skopje : « Sans reconnaissance internationale, la Macédoine demeure spécialement vulnérable » et constitue un nouveau foyer de tension dans les Balkans. « Le gouvernement de la Macédoine, qui comporte une forte minorité de souche albanaise, est particulièrement préoccupé par le danger de l'ouverture d'hostilités au Kosovo », a dit M. Frowick qui doit se rendre la semaine prochaine pour des consultations à Sofia, Athènes et Tirana.

Le comité a, d'autre part, rendu public un rapport d'une mission d'enquête de la CSCE sur la violation des droits de l'homme en Croatie et en Bosnie-Herzégovine. Le document, d'une centaine de pages, accablait pour les autorités serbes de la Krajina - mais également pour les dirigeants croates de Zagreb - fait état de nombreux cas d'atrocités contre la population civile, d'exécutions arbitraires et d'assassinats collectifs ainsi que la déportation forcée, la destruction et la confiscation des biens de personnes déplacées dans le

cadre des politiques de « purification ethnique ». Les rapporteurs recommandent la création d'un tribunal international pour juger les crimes de guerre et contre l'humanité perpétrés dans l'ex-Yougoslavie.

Enfin, la nouvelle Yougoslavie (Serbie et Monténégro) demeure suspendue des travaux de la CSCE jusqu'au début 1993. Exclue provisoirement par le conseil des ministres des affaires étrangères des cinquante et un pays membres en juillet à Helsinki, elle espère pouvoir réintégrer la CSCE lors de la prochaine réunion des ministres des affaires étrangères des pays membres, les 14 et 15 décembre, à Stockholm.

MARTIN PLICHTA

Des juristes se prononcent pour la création d'un tribunal international. - A l'issue des Rencontres internationales sur l'impunité organisées par la Commission internationale des juristes (CIJ) et la Commission nationale (française) consultative des droits de l'homme (CNCDH), qui se sont déroulées du 2 au 3 novembre à Genève, sous la présidence de M. Louis Joinet, les participants ont lancé un appel solennel pour que la commission d'enquête sur les droits de l'homme dans l'ancienne Yougoslavie décidée par le Conseil de sécurité « accomplisse sa mission sans délai et soit considérée comme une première étape vers l'instauration - plus que jamais indispensable - d'une justice pénale internationale effective ». Rien ne s'oppose, sur le plan technique et juridique, à la création d'un tribunal international, habilité à juger les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. Ce qui manque, selon les participants, pour que le projet soit concrétisé, c'est la volonté politique des gouvernements. - (Corresp.)

## Trêve brisée en Bosnie

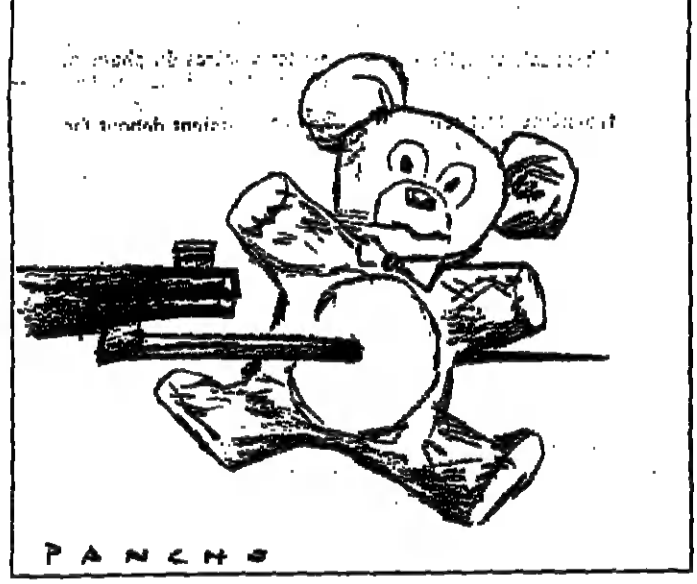
Suite de la première page

De son côté, l'infatigable et jovial patron de l'UNICEF, M. James P. Grant, n'hésite jamais lorsqu'il s'agit de forcer le sort pour sauver des enfants en temps de guerre. La trêve, James Grant en a fait son obsession. Seul l'arrêt des combats peut permettre à l'organisation internationale de nourrir, vêtir et vacciner les enfants, sous la menace perpétuelle des tirs et des bombardements.

Outre Dubrovnik, l'UNICEF avait réussi à interrompre les combats et à obtenir des « semaines de

compte, dit Jim Grant, pendant la première guerre mondiale, 10 % des victimes étaient des civils pendant la deuxième guerre, 50 % ; mais depuis dix ans, 80 % des victimes de toutes les guerres sont des civils, en majorité des enfants ».

Première surprise : le luxe de l'Hôtel Hyatt de Belgrade, capitale pourtant soumise officiellement à un embargo depuis huit mois. Corbeilles de fruits exotiques dans des chambres luxueuses. On trouve tout à condition de payer en dollars. Encore plus surprenant, le nombre de voitures circulant dans la ville.



tranquillité » au Salvador, au Soudan, en Ethiopie, au Mozambique, au Liban et, récemment, au Kurdistan d'Irak. « Il serait franchement honnête qu'on s'occupe même de l'Europe il soit impossible de protéger les enfants », s'insurge Jim Grant. Pour mettre toutes les chances de son côté, l'équipe de l'UNICEF commence par préparer le terrain. D'abord, elle s'attaque à la presse, et Staffan de Mistura persuade les télévisions et radios yougoslaves de passer des messages expliquant le projet. Enregistrés par l'actrice Audrey Hepburn, l'une des ambassadrices de l'UNICEF, le spot est diffusé jusqu'à vingt fois par jour. L'UNICEF réussit également à convaincre les autorités religieuses de donner leur bénédiction et de populariser la « semaine de tranquillité ». Le patriarche de l'Eglise orthodoxe serbe, l'évêque catholique croate et le grand mufti musulman donnent leur accord.

Au cours d'une tournée préparatoire en septembre, Jim Grant rencontre les présidents des Républiques en guerre, Milosevic le Serbe, Tudjman le Croate et Izetbegovic le Bosniaque. Ils se montrent unanimes : on doit sauver les enfants. Puis, il faut frapper, une fois de plus, à la porte des pays donateurs : « N'oubliez pas vos promesses du sommet pour les enfants. Il me faut un demi-million de dollars pour nourrir, habiller et vacciner un million d'enfants ». Jim Grant l'obtient. L'enthousiasme de cet Américain de soixante-dix ans, qui a consacré toute sa vie aux questions humanitaires, est contagieux. L'opération peut commencer.

Vendredi 30 octobre. Arrivée à Belgrade. L'optimisme règne. Cette « semaine de tranquillité » ne peut que réussir. Elle pourra même se renouveler. « Vous vous rendez

« Depuis une semaine, on ne fait plus la queue pour l'essence, la ville en est inondée », explique un chauffeur de taxi. La rumeur veut que cette essence vienne de Roumanie.

« Le serpent vert de l'islam »

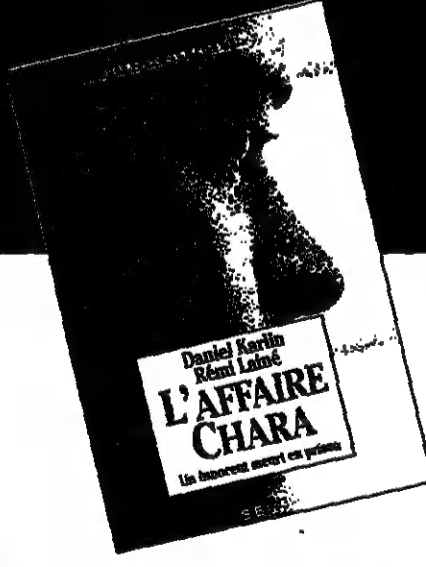
Premier rendez-vous de la journée avec le président et le premier ministre de la République yougoslave, MM. Dobrica Cosic et Milan Panic sont installés dans un palais de marbre rose croulant sous les souvenirs de la guerre des partisans de Tito. M. Panic « prie » pour la réussite de la « semaine de tranquillité ». Mais le pouvoir à Belgrade est également ailleurs, chez M. Slobodan Milosevic. Le président de Serbie soutient inconditionnellement l'idée de l'UNICEF, mais il ne signe rien ; on devra se contenter d'une poignée de main.

L'après-midi est consacré aux réfugiés : 400 000 en Serbie. Selon le commissaire général pour les réfugiés, M. Dobrica Volovic, 95 % des réfugiés vivent parmi les familles serbes : « Je sais que la Serbie est le pays le plus détesté au monde. Il n'en reste pas moins vrai que nous avons un véritable problème de réfugiés. La situation est devenue intolérable ».

Samedi 31 octobre. Le convoi de l'UNICEF - 100 tonnes de secours répartis dans dix camions - prend la route de la Bosnie-Herzégovine sous l'escorte d'une voiture de police serbe. Après avoir quitté la Serbie, les premiers signes de la guerre apparaissent : parmi les arbres dorés, des tombes fraîchement creusées et des enfants pleurant leur père.

Première étape : Pale, quartier général des Serbes de Bosnie, dont l'un des leaders dénonce immédiatement le « complot musulman ».

## Un innocent meurt en prison.



### UNE ENQUÊTE DE DANIEL KARLIN ET RÉMI LAINÉ

Le 29 décembre 1991, Mohamed Chara est mort en prison, après quatorze années de détention. Condamné à mort, puis à perpétuité pour meurtre, il n'avait cessé de clamer son innocence.

Daniel Karlin et Rémi Lainé, de passage au centre de détention de Toul dans le cadre d'une série télévisée sur la justice, ont été peu à peu convaincus que cet homme rencontré par hasard était bel et bien innocent. Ils ont voulu continuer le combat pour que justice soit enfin rendue et ont décidé d'exposer dans un livre l'intégralité du dossier. On souffre pour Chara. On a honte. Et l'on est saisi par la poignante obstination d'un jeune homme retiré de la vie à dix-neuf ans.

Le pire, c'est que Chara n'est sûrement pas une anomalie rarissime. Ouvrez ce livre : c'est un constat accablant pour la justice criminelle française.

Collection L'Epreuve des Faits dirigée par Hervé Hamon et Patrick Rotman.

EDITIONS DU SEUIL



## EUROPE

RUSSIE : les guerres dans le Caucase

## Des témoignages font état de graves exactions contre les Ingouches

MOSCOU

de notre envoyé spécial

De sources concordantes, le conflit entre l'Ossétie du Nord et l'Ingouchie, deux Républiques du Caucase incluses dans la Fédération de Russie, semble s'être provisoirement calmé. De nombreuses informations font toutefois état de véritables massacres auxquels se seraient livrés, en début de semaine, les combattants ossètes sous l'œil bienveillant, voire avec l'aide, des troupes russes chargées, en théorie, de s'interposer entre les deux parties.

Selon M. Ibrahim Kostov, représentant adjoint du président Eltsine en Ingouchie, les troupes russes auraient encerclé les villages ingouches avant de les livrer aux milices ossètes. Ces exactions se seraient notamment produites dans le district de Prigorodny, où vivaient les Ingouches avant qu'ils ne soient déportés, en 1944, par Staline, qui les déposséda de ce territoire au profit des Ossètes du Nord. Ce district s'étend de Vladikavkaz, la capitale d'Ossétie du Nord, à ce qui constitue aujourd'hui l'Ingouchie.

Selon M. Boris Arkamakov, chef d'état-major des formations armées ingouches, 80 % des maisons ingouches auraient été détruites dans cette zone. Le journal russe *Nevskiy* a recueilli, citant des témoignages recueillis à Nazran, la capitale ingouche, rapporte qu'un « véritable massacre » se serait déroulé. Les troupes russes, censées protéger la frontière, auraient tiré des obus sur Nazran et une clinique ingouche aurait été touchée le 4 novembre. D'après M. Tamerlan Moutaliev, membre du comité chargé des réfugiés ingouches, les formations ossètes et les unités russes ont mené « une politique de terre brûlée » et sont allés jusqu'à faire exploser de nombreuses maisons à Vladikavkaz.

## Mobilisation en Tchétchénie

Après une semaine de combats, les bilans sont, bien entendu, contradictoires. Si certains responsables ingouches parlent de plus de mille victimes, d'autres font état de cent trente morts. Selon le ministre ossète de la santé, il y aurait eu cent seize morts du côté ossète. Quant aux troupes russes, elles auraient perdu dix soldats au cours des combats. Les otages, pris de part et d'autre, se comptent par milliers. Parmi eux, l'écrivain Idris Bakouline, quatre-vingt-deux ans, une des fiertés du peuple ingouche. Quelques centaines d'otages auraient été, d'ores et déjà, échangés.

M. Gueorgui Khija, chef de l'administration spéciale mise en place par Moscou dans la région, a démenti catégoriquement une intervention des troupes russes contre des objectifs civils. Les représentants de Moscou démentent aussi l'information selon laquelle les chars russes auraient encerclé Nazran.

La gravité de la situation en Ingouchie est telle que trois hauts responsables russes se sont rendus dans la région ces derniers jours : il s'agit de MM. Pavel Gratchev, ministre de la défense, Viktor Baranikov, ministre de la sécurité, et Viktor Erine, vice-ministre de l'intérieur. Plus de 3 000 hommes du ministère de l'intérieur, deux bataillons de parachutistes, ont été envoyés dans la région, où étaient déjà stationnées de nombreuses unités de l'armée russe.

Dans la Tchétchénie voisine, qui a proclamé son indépendance de la Russie il y a un an, une mobilisation partielle a été déclarée pour faire face à une « menace d'agression russe ».

JOSÉ-ALAIN FRALON



La date de cette manifestation n'a pas été choisie au hasard. Le 8 novembre, c'est la veille de la commémoration de deux événements majeurs de l'histoire allemande contemporaine : la « Nuit de cristal » du 9 novembre 1938 où les nazis se livrèrent à des agressions systématiques contre les Juifs d'Allemagne et l'ouverture du mur de Berlin le 9 novembre 1989.

L'unanimité recherchée par les organisateurs n'est cependant pas totale. La CSU bavaroise, alliée de la CDU du chancelier Kohl et du Parti libéral (FDP) au sein de la coalition au pouvoir à Bonn, a refusé de s'y joindre. Son président, le ministre des finances, M. Theo Waigel, a justifié cette décision en affirmant qu'il n'existait pas en Allemagne d'obligation à manifester et qu'il se sentait libre « de ne pas se mêler à une manifestation à laquelle participe le PDS (Parti communiste renoué) ».

M. Max Streibl, ministre-président de Bavière, sera le seul chef de gouvernement régional à s'abstenir de participer à une manifestation qu'il considère comme une « manœuvre de diversion ».

A l'autre extrémité de l'échiquier politique, on note également le refus de la direction des Verts de répondre à l'invitation des organisateurs. La formation écologiste ne veut pas, par sa présence, cautionner la politique du gouvernement qui veut restreindre le droit d'asile et renvoyer chez eux les immigrants roumains illégaux, des Tziganes pour la plupart.

Le président de la Communauté juive allemande, M. Ignatz Bubis,

qui a récemment subi une agression verbale d'un conseiller municipal CDU de Rostock (*Le Monde* du 4 novembre), estime, pour sa part, que cette réaction vient un peu tard : « J'aurais préféré que cette manifestation soit spontanée et survienne plus tôt. Pourquoi faut-il attendre que les partis donnent le signal ? Nous autres Allemands sommes comme cela : il faut toujours que tout soit organisé », a-t-il déclaré. M. Bubis s'est également inquiété de la « montée significative » de l'antisémitisme en Allemagne.

Un sondage, rendu public, vendredi 6 novembre, par la télévision, révèle, en effet, qu'un Allemand sur trois estime que « le nazisme avait aussi ses bons côtés ».

L. R.

ITALIE

Tension dans la communauté juive de Rome

La mise à sac par un groupe de jeunes juifs, jeudi 5 novembre, du siège romain du Mouvement politique occidental, regroupant skinheads et néo-nazis, a provoqué une certaine tension dans le quartier juif de la capitale italienne. Rassemblés autour de la synagogue du vieux quartier encore appelé « Ghetto », les habitants se sont mobilisés une partie de la nuit de jeudi à vendredi, craignant des représailles des « nazis ».

L'expédition contre le Mouvement politique occidental avait été organisée en réplique à la découverte, sur des vitrines de magasins, au début de cette semaine, d'auto-collants en forme d'étoiles jaunes, signe distinctif imposé par les nazis aux Juifs pendant la seconde guerre mondiale. Le président du conseil, M. Giuliano Amato, avait exprimé son soutien et sa solidarité à M. Tullio Zevi, président de l'Union des communautés juives d'Italie. Celle-ci a exhorté ses jeunes coreligionnaires à ne pas entrer dans le cycle de la violence.

— (AFP)

ALLEMAGNE : rassemblement contre la xénophobie

La CSU et les Verts ne participeront pas à la manifestation de Berlin

Trois mois après le déclenchement des agressions contre les foyers d'immigrés et de demandeurs d'asile, les principaux partis politiques allemands ont appelé à une grande manifestation centrale, dimanche 8 novembre, à Berlin.

Les plus hauts responsables du pays — le chancelier, M. Kohl, le président fédéral, M. Richard von Weizsäcker, la présidente du Bundestag, M<sup>me</sup> Rita Süßmuth — ont invité leurs concitoyens à participer massivement à ce rassemblement. Ils espèrent ainsi rétablir l'image de leur pays dans le monde, sévèrement dégradée par la persistance d'agressions racistes et d'actes de vandalisme antisémite.

La date de cette manifestation n'a pas été choisie au hasard. Le 8 novembre, c'est la veille de la commémoration de deux événements majeurs de l'histoire allemande contemporaine : la « Nuit de cristal » du 9 novembre 1938 où les nazis se livrèrent à des agressions systématiques contre les Juifs d'Allemagne et l'ouverture du mur de Berlin le 9 novembre 1989.

L'unanimité recherchée par les organisateurs n'est cependant pas totale. La CSU bavaroise, alliée de la CDU du chancelier Kohl et du Parti libéral (FDP) au sein de la coalition au pouvoir à Bonn, a refusé de s'y joindre. Son président, le ministre des finances, M. Theo Waigel, a justifié cette décision en affirmant qu'il n'existait pas en Allemagne d'obligation à manifester et qu'il se sentait libre « de ne pas se mêler à une manifestation à laquelle participe le PDS (Parti communiste renoué) ».

M. Max Streibl, ministre-président de Bavière, sera le seul chef de gouvernement régional à s'abstenir de participer à une manifestation qu'il considère comme une « manœuvre de diversion ».

A l'autre extrémité de l'échiquier politique, on note également le refus de la direction des Verts de répondre à l'invitation des organisateurs. La formation écologiste ne veut pas, par sa présence, cautionner la politique du gouvernement qui veut restreindre le droit d'asile et renvoyer chez eux les immigrants roumains illégaux, des Tziganes pour la plupart.

Le président de la Communauté juive allemande, M. Ignatz Bubis,

qui a récemment subi une agression verbale d'un conseiller municipal CDU de Rostock (*Le Monde* du 4 novembre), estime, pour sa part, que cette réaction vient un peu tard : « J'aurais préféré que cette manifestation soit spontanée et survienne plus tôt. Pourquoi faut-il attendre que les partis donnent le signal ? Nous autres Allemands sommes comme cela : il faut toujours que tout soit organisé », a-t-il déclaré. M. Bubis s'est également inquiété de la « montée significative » de l'antisémitisme en Allemagne.

Un sondage, rendu public, vendredi 6 novembre, par la télévision, révèle, en effet, qu'un Allemand sur trois estime que « le nazisme avait aussi ses bons côtés ».

L. R.

ITALIE

Tension dans la communauté juive de Rome

La mise à sac par un groupe de jeunes juifs, jeudi 5 novembre, du siège romain du Mouvement politique occidental, regroupant skinheads et néo-nazis, a provoqué une certaine tension dans le quartier juif de la capitale italienne. Rassemblés autour de la synagogue du vieux quartier encore appelé « Ghetto », les habitants se sont mobilisés une partie de la nuit de jeudi à vendredi, craignant des représailles des « nazis ».

L'expédition contre le Mouvement politique occidental avait été organisée en réplique à la découverte, sur des vitrines de magasins, au début de cette semaine, d'auto-collants en forme d'étoiles jaunes, signe distinctif imposé par les nazis aux Juifs pendant la seconde guerre mondiale. Le président du conseil, M. Giuliano Amato, avait exprimé son soutien et sa solidarité à M. Tullio Zevi, président de l'Union des communautés juives d'Italie. Celle-ci a exhorté ses jeunes coreligionnaires à ne pas entrer dans le cycle de la violence.

— (AFP)

ALLEMAGNE : rassemblement contre la xénophobie

La CSU et les Verts ne participeront pas à la manifestation de Berlin

Trois mois après le déclenchement des agressions contre les foyers d'immigrés et de demandeurs d'asile, les principaux partis politiques allemands ont appelé à une grande manifestation centrale, dimanche 8 novembre, à Berlin.

Les plus hauts responsables du pays — le chancelier, M. Kohl, le président fédéral, M. Richard von Weizsäcker, la présidente du Bundestag, M<sup>me</sup> Rita Süßmuth — ont invité leurs concitoyens à participer massivement à ce rassemblement. Ils espèrent ainsi rétablir l'image de leur pays dans le monde, sévèrement dégradée par la persistance d'agressions racistes et d'actes de vandalisme antisémite.

La date de cette manifestation n'a pas été choisie au hasard. Le 8 novembre, c'est la veille de la commémoration de deux événements majeurs de l'histoire allemande contemporaine : la « Nuit de cristal » du 9 novembre 1938 où les nazis se livrèrent à des agressions systématiques contre les Juifs d'Allemagne et l'ouverture du mur de Berlin le 9 novembre 1989.

L'unanimité recherchée par les organisateurs n'est cependant pas totale. La CSU bavaroise, alliée de la CDU du chancelier Kohl et du Parti libéral (FDP) au sein de la coalition au pouvoir à Bonn, a refusé de s'y joindre. Son président, le ministre des finances, M. Theo Waigel, a justifié cette décision en affirmant qu'il n'existait pas en Allemagne d'obligation à manifester et qu'il se sentait libre « de ne pas se mêler à une manifestation à laquelle participe le PDS (Parti communiste renoué) ».

M. Max Streibl, ministre-président de Bavière, sera le seul chef de gouvernement régional à s'abstenir de participer à une manifestation qu'il considère comme une « manœuvre de diversion ».

A l'autre extrémité de l'échiquier politique, on note également le refus de la direction des Verts de répondre à l'invitation des organisateurs. La formation écologiste ne veut pas, par sa présence, cautionner la politique du gouvernement qui veut restreindre le droit d'asile et renvoyer chez eux les immigrants roumains illégaux, des Tziganes pour la plupart.

Le président de la Communauté juive allemande, M. Ignatz Bubis,

qui a récemment subi une agression verbale d'un conseiller municipal CDU de Rostock (*Le Monde* du 4 novembre), estime, pour sa part, que cette réaction vient un peu tard : « J'aurais préféré que cette manifestation soit spontanée et survienne plus tôt. Pourquoi faut-il attendre que les partis donnent le signal ? Nous autres Allemands sommes comme cela : il faut toujours que tout soit organisé », a-t-il déclaré. M. Bubis s'est également inquiété de la « montée significative » de l'antisémitisme en Allemagne.

Un sondage, rendu public, vendredi 6 novembre, par la télévision, révèle, en effet, qu'un Allemand sur trois estime que « le nazisme avait aussi ses bons côtés ».

L. R.

ITALIE

Tension dans la communauté juive de Rome

La mise à sac par un groupe de jeunes juifs, jeudi 5 novembre, du siège romain du Mouvement politique occidental, regroupant skinheads et néo-nazis, a provoqué une certaine tension dans le quartier juif de la capitale italienne. Rassemblés autour de la synagogue du vieux quartier encore appelé « Ghetto », les habitants se sont mobilisés une partie de la nuit de jeudi à vendredi, craignant des représailles des « nazis ».

L'expédition contre le Mouvement politique occidental avait été organisée en réplique à la découverte, sur des vitrines de magasins, au début de cette semaine, d'auto-collants en forme d'étoiles jaunes, signe distinctif imposé par les nazis aux Juifs pendant la seconde guerre mondiale. Le président du conseil, M. Giuliano Amato, avait exprimé son soutien et sa solidarité à M. Tullio Zevi, président de l'Union des communautés juives d'Italie. Celle-ci a exhorté ses jeunes coreligionnaires à ne pas entrer dans le cycle de la violence.

— (AFP)

ALLEMAGNE : rassemblement contre la xénophobie

La CSU et les Verts ne participeront pas à la manifestation de Berlin

Trois mois après le déclenchement des agressions contre les foyers d'immigrés et de demandeurs d'asile, les principaux partis politiques allemands ont appelé à une grande manifestation centrale, dimanche 8 novembre, à Berlin.

Les plus hauts responsables du pays — le chancelier, M. Kohl, le président fédéral, M. Richard von Weizsäcker, la présidente du Bundestag, M<sup>me</sup> Rita Süßmuth — ont invité leurs concitoyens à participer massivement à ce rassemblement. Ils espèrent ainsi rétablir l'image de leur pays dans le monde, sévèrement dégradée par la persistance d'agressions racistes et d'actes de vandalisme antisémite.

La date de cette manifestation n'a pas été choisie au hasard. Le 8 novembre, c'est la veille de la commémoration de deux événements majeurs de l'histoire allemande contemporaine : la « Nuit de cristal » du 9 novembre 1938 où les nazis se livrèrent à des agressions systématiques contre les Juifs d'Allemagne et l'ouverture du mur de Berlin le 9 novembre 1989.

L'unanimité recherchée par les organisateurs n'est cependant pas totale. La CSU bavaroise, alliée de la CDU du chancelier Kohl et du Parti libéral (FDP) au sein de la coalition au pouvoir à Bonn, a refusé de s'y joindre. Son président, le ministre des finances, M. Theo Waigel, a justifié cette décision en affirmant qu'il n'existait pas en Allemagne d'obligation à manifester et qu'il se sentait libre « de ne pas se mêler à une manifestation à laquelle participe le PDS (Parti communiste renoué) ».

M. Max Streibl, ministre-président de Bavière, sera le seul chef de gouvernement régional à s'abstenir de participer à une manifestation qu'il considère comme une « manœuvre de diversion ».

A l'autre extrémité de l'échiquier politique, on note également le refus de la direction des Verts de répondre à l'invitation des organisateurs. La formation écologiste ne veut pas, par sa présence, cautionner la politique du gouvernement qui veut restreindre le droit d'asile et renvoyer chez eux les immigrants roumains illégaux, des Tziganes pour la plupart.

Le président de la Communauté juive allemande, M. Ignatz Bubis,

qui a récemment subi une agression verbale d'un conseiller municipal CDU de Rostock (*Le Monde* du 4 novembre), estime, pour sa part, que cette réaction vient un peu tard : « J'aurais préféré que cette manifestation soit spontanée et survienne plus tôt. Pourquoi faut-il attendre que les partis donnent le signal ? Nous autres Allemands sommes comme cela : il faut toujours que tout soit organisé », a-t-il déclaré. M. Bubis s'est également inquiété de la « montée significative » de l'antisémitisme en Allemagne.

Un sondage, rendu public, vendredi 6 novembre, par la télévision, révèle, en effet, qu'un Allemand sur trois estime que « le nazisme avait aussi ses bons côtés ».

L. R.

ITALIE

Tension dans la communauté juive de Rome

La mise à sac par un groupe de jeunes juifs, jeudi 5 novembre, du siège romain du Mouvement politique occidental, regroupant skinheads et néo-nazis, a provoqué une certaine tension dans le quartier juif de la capitale italienne. Rassemblés autour de la synagogue du vieux quartier encore appelé « Ghetto », les habitants se sont mobilisés une partie de la nuit de jeudi à vendredi, craignant des représailles des « nazis ».

L'expédition contre le Mouvement politique occidental avait été organisée en réplique à la découverte, sur des vitrines de magasins, au début de cette semaine, d'auto-collants en forme d'étoiles jaunes, signe distinctif imposé par les nazis aux Juifs pendant la seconde guerre mondiale. Le président du conseil, M. Giuliano Amato, avait exprimé son soutien et sa solidarité à M. Tullio Zevi, président de l'Union des communautés juives d'Italie. Celle-ci a exhorté ses jeunes coreligionnaires à ne pas entrer dans le cycle de la violence.

— (AFP)

ALLEMAGNE : rassemblement contre la xénophobie

La CSU et les Verts ne participeront pas à la manifestation de Berlin

Trois mois après le déclenchement des agressions contre les foyers d'immigrés et de demandeurs d'asile, les principaux partis politiques allemands ont appelé à une grande manifestation centrale, dimanche 8 novembre, à Berlin.

Les plus hauts responsables du pays — le chancelier, M. Kohl, le président fédéral, M. Richard von Weizsäcker, la présidente du Bundestag, M<sup>me</sup> Rita Süßmuth — ont invité leurs concitoyens à participer massivement à ce rassemblement. Ils espèrent ainsi rétablir l'image de leur pays dans le monde, sévèrement dégradée par la persistance d'agressions racistes et d'actes de vandalisme antisémite.

La date de cette manifestation n'a pas été choisie au hasard. Le 8 novembre, c'est la veille de la commémoration de deux événements majeurs de l'histoire allemande contemporaine : la « Nuit de cristal » du 9 novembre 1938 où les nazis se livrèrent à des agressions systématiques contre les Juifs d'Allemagne et l'ouverture du mur de Berlin le 9 novembre 1989.

L'unanimité recherchée par les organisateurs n'est cependant pas totale. La CSU bavaroise, alliée de la CDU du chancelier Kohl et du Parti libéral (FDP) au sein de la coalition au pouvoir à Bonn, a refusé de s'y joindre. Son président, le ministre des finances, M. Theo Waigel, a justifié cette décision en affirmant qu'il n'existait pas en Allemagne d'obligation à manifester et qu'il se sentait libre « de ne pas se mêler à une manifestation à laquelle participe le PDS (Parti communiste renoué) ».

M. Max Streibl, ministre-président de Bavière, sera le seul chef de gouvernement régional à s'abstenir de participer à une manifestation qu'il considère comme une « manœuvre de diversion ».

A l'autre extrémité de l'échiquier politique, on note également le refus de la direction des Verts de répondre à l'invitation des organisateurs. La formation écologiste ne veut pas, par sa présence, cautionner la politique du gouvernement qui veut restreindre le droit d'asile et renvoyer chez eux les immigrants roumains illégaux, des Tziganes pour la plupart.

Le président de la Communauté juive allemande, M. Ignatz Bubis,

qui a récemment subi une agression verbale d'un conseiller municipal CDU de Rostock (*Le Monde* du 4 novembre), estime, pour sa part, que cette réaction vient un peu tard : « J'aurais préféré que cette manifestation soit spontanée et survienne plus tôt. Pourquoi faut-il attendre que les partis donnent le signal ? Nous autres Allemands sommes comme cela : il faut toujours que tout soit organisé », a-t-il déclaré. M. Bubis s'est également inquiété de la « montée significative » de l'antisémitisme en Allemagne.

Un sondage, rendu public, vendredi 6 novembre, par la télévision, révèle, en effet, qu'un Allemand sur trois estime que « le nazisme avait aussi ses bons côtés ».

L. R.

ITALIE

Tension dans la communauté juive de Rome

La mise à sac par un groupe de jeunes juifs, jeudi 5 novembre, du siège romain du Mouvement politique occidental, regroupant skinheads et néo-nazis, a provoqué une certaine tension dans le quartier juif de la capitale italienne. Rassemblés autour de la synagogue du vieux quartier encore appelé « Ghetto », les habitants se sont mobilisés une partie de la nuit de jeudi à vendredi, craignant des représailles des « nazis ».

L'expédition contre le Mouvement politique occidental avait été organisée en réplique à la découverte, sur des vitrines de magasins, au début de cette semaine, d'auto-collants en forme d'étoiles jaunes, signe distinctif imposé par les nazis aux Juifs pendant la seconde guerre mondiale. Le président du conseil, M. Giuliano Amato, avait exprimé son soutien et sa solidarité à M. Tullio Zevi, président de l'Union des communautés juives d'Italie. Celle-ci a exhorté ses jeunes coreligionnaires à ne pas entrer dans le cycle de la violence.

— (AFP)

ALLEMAGNE : rassemblement contre la xénophobie

La CSU et les Verts ne participeront pas à la manifestation de Berlin

Trois mois après le déclenchement des agressions contre les foyers d'immigrés et de demandeurs d'asile, les principaux partis politiques allemands ont appelé à une grande manifestation centrale, dimanche 8 novembre, à Berlin.

Les plus hauts responsables du pays — le chancelier, M. Kohl, le président fédéral, M. Richard von Weizsäcker, la présidente du Bundestag, M<sup>me</sup> Rita Süßmuth — ont invité leurs concitoyens à participer massivement à ce rassemblement. Ils espèrent ainsi rétablir l'image de leur pays dans le monde, sévèrement dégradée par la persistance d'agressions racistes et d'actes de vandalisme antisémite.

La date de cette manifestation n'a pas été choisie au hasard. Le 8 novembre, c'est la veille de la commémoration de deux événements majeurs de l'histoire allemande contemporaine : la « Nuit de cristal » du 9 novembre 1938 où les nazis se livrèrent à des agressions systématiques contre les Juifs d'Allemagne et l'ouverture du mur de Berlin le 9 novembre 1989.

L'unanimité recherchée par les organisateurs n'est cependant pas totale. La CSU bavaroise, alliée de la CDU du chancelier Kohl et du Parti libéral (FDP) au sein de la coalition au pouvoir à Bonn, a refusé de s'y joindre. Son président, le ministre des finances, M. Theo Waigel, a justifié cette décision en affirmant qu'il n'existait pas en Allemagne d'obligation à manifester et qu'il se sentait libre « de ne pas se mêler à une manifestation à laquelle participe le PDS (Parti communiste renoué) ».

M. Max Streibl, ministre-président de Bavière, sera le seul chef de gouvernement régional à s'abstenir de participer à une manifestation qu'il considère comme une « manœuvre de diversion ».

A l'autre extrémité de l'échiquier politique, on note également le refus de la direction des Verts de répondre à l'invitation des organisateurs. La formation écologiste ne veut pas, par sa présence, cautionner la politique du gouvernement qui veut restreindre le droit d'asile et renvoyer chez eux les immigrants roumains illégaux, des Tziganes pour la plupart.

Le président de la Communauté juive allemande, M. Ignatz Bubis,

qui a récemment subi une agression verbale d'un conseiller municipal CDU de Rostock (*Le Monde* du 4 novembre), estime, pour sa part, que cette réaction vient un peu tard : « J'aurais préféré que cette manifestation soit spontanée et survienne plus tôt. Pourquoi faut-il attendre que les partis donnent le signal ? Nous autres Allemands sommes comme cela : il faut toujours que tout soit organisé », a-t-il déclaré. M. Bubis s'est également inquiété de la « montée significative » de l'antisémitisme en Allemagne.

Un sondage, rendu public, vendredi 6 novembre, par la télévision, révèle, en effet, qu'un Allemand sur trois estime que « le nazisme avait aussi ses bons côtés ».

L. R.

ITALIE

Tension dans la communauté juive de Rome

La mise à sac par un groupe de jeunes juifs, jeudi 5 novembre, du siège romain du Mouvement politique occidental, regroupant skinheads et néo-nazis, a provoqué une certaine tension dans le quartier juif de la capitale italienne. Rassemblés autour de la synagogue du vieux quartier encore appelé « Ghetto », les habitants se sont mobilisés une partie de la nuit de jeudi à vendredi, craignant des représailles des « nazis ».

L'expédition contre le Mouvement politique occidental avait été organisée en réplique à la découverte, sur des vitrines de magasins, au début de cette semaine, d'auto-collants en forme d'étoiles jaunes, signe distinctif imposé par les nazis aux Juifs pendant la seconde guerre mondiale. Le président du conseil, M. Giuliano Amato, avait exprimé son soutien et sa solidarité à M. Tullio Zevi, président de l'Union des communautés juives d'Italie. Celle-ci a exhorté ses jeunes coreligionnaires à ne pas entrer dans le cycle de la violence.

— (AFP)

ALLEMAGNE : rassemblement contre la xénophobie

La CSU et les Verts ne participeront pas à la manifestation de Berlin

Trois mois après le déclenchement des agressions contre les foyers d'immigrés et de demandeurs d'asile, les principaux partis politiques allemands ont appelé à une grande manifestation centrale, dimanche 8 novembre, à Berlin.

Les plus hauts responsables du pays — le chancelier, M. Kohl, le président fédéral, M. Richard von Weizsäcker, la présidente du Bundestag, M<sup>me</sup> Rita Süßmuth — ont invité leurs concitoyens à participer massivement à ce rassemblement. Ils espèrent ainsi rétablir l'image de leur pays dans le monde, sévèrement dégradée par la persistance d'agressions racistes et d'actes de vandalisme antisémite.

La date de cette manifestation n'a pas été choisie au hasard. Le 8 novembre, c'est la veille de la commémoration de deux événements majeurs de l'histoire allemande contemporaine : la « Nuit de cristal » du 9 novembre 1938 où les nazis se livrèrent à des agressions systématiques contre les Juifs d'Allemagne et l'ouverture du mur de Berlin le 9 novembre 1989.

L'unanimité recherchée par les organisateurs n'est cependant pas totale. La CSU bavaroise, alliée de la CDU du chancelier Kohl et du Parti libéral (FDP) au sein de la coalition au pouvoir à Bonn, a refusé de s'y joindre. Son président, le ministre des finances, M. Theo Waigel, a justifié cette décision en affirmant qu'il n'existait pas en Allemagne d'obligation à manifester et qu'il se sentait libre « de ne pas se mêler à une manifestation à laquelle participe le PDS (Parti communiste renoué) ».

M. Max Streibl, ministre-président de Bavière, sera le seul chef de gouvernement régional à s'abstenir de participer à une manifestation qu'il considère comme une « manœuvre de diversion ».

A l'autre extrémité de l'échiquier politique, on note également le refus de la direction des Verts de répondre à l'invitation des organisateurs. La formation écologiste ne veut pas, par sa présence, cautionner la politique du gouvernement qui veut restreindre le droit d'asile et renvoyer chez eux les immigrants roumains illégaux, des Tziganes pour la plupart.

Le président de la Communauté juive allemande, M. Ignatz Bubis,

qui a récemment subi une agression verbale d'un conseiller municipal CDU de Rostock (*Le Monde* du 4 novembre), estime, pour sa part, que cette réaction vient un peu tard : « J'aurais préféré que cette manifestation soit spontanée et survienne plus tôt. Pourquoi faut-il attendre que les partis donnent le signal ? Nous autres Allemands sommes comme cela : il faut toujours que tout soit organisé », a-t-il déclaré. M. Bubis s'est également inquiété de la « montée significative » de l'antisémitisme en Allemagne.

Un sondage, rendu public, vendredi 6 novembre, par la télévision, révèle, en effet, qu'un Allemand sur trois estime que « le nazisme avait aussi ses bons côtés ».

L. R.

ITALIE

Tension dans la communauté juive de Rome

La mise à sac par un groupe de jeunes juifs, jeudi 5 novembre, du siège romain du Mouvement politique occidental, regroupant skinheads et néo-nazis, a provoqué une certaine tension dans le quartier juif de la capitale italienne. Rassemblés autour de la synagogue du vieux quartier encore appelé « Ghetto », les habitants se sont mobilisés une partie de la nuit de jeudi à vendredi, craignant des représailles des « nazis ».

L'expédition contre le Mouvement politique occidental avait été organisée en réplique à la découverte, sur des vitrines de magasins, au début de cette semaine, d'auto-collants en forme d'étoiles jaunes



# PROCHE-ORIENT

## Turquie : un rebelle trahi par les siens

Dans le nord de l'Irak, Hosni témoigne de la « folie » du PKK, l'organisation kurde turque, combattue à la fois par l'armée d'Ankara et par les peshmergas du Kurdistan irakien

DOHOUK (Irak du nord)

de notre envoyé spécial

La balle énorme qui barre sa tempe et forme son œil gauche semble confirmer la vérité de son récit. Le monchoir qu'il triture témoigne de l'intensité de ses émotions. Il y a quelques jours seulement, Hosni, un jeune barbu aux boucles brunes, combattant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le mouvement rebelle qui lutte en Turquie, se trouvait encore dans les montagnes, au-dessus de Kashan (secteur ouest du front), en compagnie de dix-sept militants blessés comme lui au cours de l'offensive lancée contre eux par les Kurdes irakiens. Mais, mercredi 4 novembre, son monde a basculé lorsque deux de ses camarades ont logé une balle dans la tête de chacun des dix-huit blessés, avant de prendre la fuite devant l'avance des peshmergas.

Miraculeusement, Hosni, Kurde syrien de dix-neuf ans, a survécu, la balle n'ayant pas pénétré dans la boîte crânienne. « Je n'ai pas perdu conscience lorsque la balle m'a atteint, mais ils ont cru que j'étais mort ». Les autres blessés n'ont pas eu cette chance et leurs corps ont été retrouvés peu après par les peshmergas.

Le témoignage de ce jeune combattant semble confirmer les accusations des autorités turques, qui ont récemment déclaré avoir trouvé des fosses communes dans lesquelles le PKK aurait enterré des blessés qui avaient été achevés.

Allongé, immobile sur son lit d'hôpital, sous le regard apparemment bienveillant des représentants du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK), sa jambe gauche dans un plâtre, Hosni médite sur ses illusions brisées. Depuis longtemps, alors qu'il était encore écolier, Hosni gravitait dans l'orbite du PKK : « Ils luttaient pour les droits du peuple kurde à décider de son destin, pour un Etat kurde indépendant, pour sauver les Kurdes des massacres qu'ils ont subis aux mains des impérialistes depuis deux mille cinq cents ans ». Le jeune homme semble avoir bien assimilé l'idéologie du parti avant de rejoindre les rangs des combattants en avril 1992, après avoir propagé le message du PKK en Syrie. Mais la réalité quotidienne du PKK lui est apparue fort différente de la propagande. « La façon dont ils parlent et la façon dont ils agissent

est toute autre, explique Hosni. Si vous vivez avec eux, si vous êtes l'un d'eux, vous voyez leurs méthodes, leur vie, et vous devenez fou ».

Pourquoi dès lors rester au sein du PKK ? « Ils m'avaient emmené dans une région que je ne connaissais pas. Si j'avais voulu partir je n'aurais pas pu aller, j'étais donc obligé de rester avec eux ». Au début de l'offensive des peshmergas, les Kurdes irakiens qui s'opposent aux troupes du PKK réfugiées sur leur territoire, Hosni, qui se trouvait alors dans un des camps proches de la frontière turque, fut rappelé « pour une mission » mais, dès le premier jour des combats il tomba, la jambe fracassée par une balle. Après six jours passés sur place, le blessé fut transféré vers un des camps principaux où il resta un mois. L'intensification des combats a amené ses camarades à fuir vers les sommets, portant les blessés à dos d'homme. Soignés par deux médecins, les blessés ont été cachés par petits groupes derrière des rochers, à l'abri des tirs d'artil-

lerie et des bombardements des avions turcs.

Mercredi, après une discussion discrète avec deux combattants qui les avaient pris à l'écart, les médecins ont plié bagages. « Les deux combattants, l'un s'appelait Has-san, l'autre Asir, sont venus nous voir, ils ont plaisanté avec nous, ils ont ri avec nous, ils nous ont offert des cigarettes, ils nous ont dit « détendez-vous, ce n'est rien » raconte Hosni, essayant sa paupière fermée d'une main tremblante. « Puis j'ai entendu un blessé demander de l'eau, et ils ont ouvert le feu : j'ai entendu une balle derrière moi, puis plus rien, jusqu'à ce que je sois touché et que je sente le sang couler. Ensuite, ils ont tiré sur celui qui était à côté de moi, puis sur les autres, et ils se sont enfuis ».

### Les illusions perdues

Abasourdi par ce geste de ses camarades, qui l'oblige à rejeter l'organisation à laquelle il avait consacré son existence, Hosni rumine sa rancœur. « Ils n'admettraient jamais qu'ils font une chose pareille à leurs propres combattants ; ils diraient que ce sont les peshmergas ».

Aujourd'hui Hosni est confortablement installé dans un hôpital moderne où il se déclare bien traité. « Que vais-je devenir ? Mon sort est entre les mains de Dieu ». Que fera-t-il ? Il rencontrerait l'ex-com-mandant qui a tenté de le tuer ? Hosni hésite un instant, jette un coup d'œil aux représentants du PDK, puis, avec un sourire désabusé, pointe du doigt accusateur vers le rideau qui le sépare des autres patients. « Ce chien est là, mais les peshmergas ne veulent pas que je lui fasse du mal ».

Quelques heures seulement après avoir abattu ses camarades de sang-froid, Asir a été blessé par des éclats d'obus de mortier. Coïncidence extraordinaire, il a été transféré à l'hôpital de Dohouk, dans la chambre même où se trouvait Hosni qui l'a immédiatement reconnu. Asir, en revanche, encore sous le choc de l'explosion, a mollement avoué, sourd, ne sait pas qu'il a moins de trois mètres de lui se trouve une de ses victimes...

NICOLE POPE

EGYPTE : selon le ministre des affaires étrangères

## Le tourisme n'est pas menacé par les extrémistes musulmans

Un dirigeant de l'organisation clandestine intégriste Jamaa Islamiya, à Assiout, en Haute-Egypte, a proclamé en pleine mosquée, vendredi 6 novembre, que l'Etat islamique verrait le jour en Egypte « par la guerre sainte ». La Jamaa Islamiya est tenue pour responsable de plusieurs attentats contre les forces de sécurité, et les autorités l'accusent également d'une attaque contre un véhicule de touristes, en octobre dernier, au cours de laquelle une Britannique a été tuée.

En dépit de ce regain d'activité des extrémistes islamistes, les autorités égyptiennes se veulent rassurantes. L'Egypte accueille chaque année plus de deux millions de touristes et quelques « incidents isolés » ne sauraient signifier que l'industrie du tourisme est menacée, nous a déclaré le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Amr Moussa, qui vient d'effectuer une visite de quarante-huit heures en France. Le tourisme rapporte chaque année quelque 3 milliards de dollars à l'Egypte.

« Mais il ne faut pas pour autant s'alarmer d'ajoutes, minimiser de tels incidents, dont il faut éliminer les causes (...) avec une attitude ferme ». Car, selon lui, si en démocratie « on ne saurait réprimer un courant de pensée ou d'opinion, il n'en est pas moins vrai qu'une ligne rouge » ne doit pas être franchie, vers « un recours à la violence et au terrorisme ». M. Moussa affirme également que les attentats qui visent des touristes (chrétiens) sont condamnés à cette Haute-Egypte qui a toujours été une région agitée par les islamistes et il se dit convaincu que « l'Egypte demeurera à tout jamais fidèle à l'intégration et à la complémentarité de toutes les composantes de sa population ».

Le chef de la diplomatie égyptienne n'est pas non plus inquiet, ou du moins d'il ne pas l'être, d'une éventuelle influence déstabilisatrice du régime islamiste soudanais, accusé par de nombreux pays arabes d'être le berceau des extrémistes de toutes nationalités. « Une certaine tension règne dans les relations entre l'Egypte et le Soudan, mais cela n'a pas de répercussion en Egypte même », affirme-t-il, déplorant la revanche certaines influences étrangères au monde arabe. Fait-il allusion à l'Iran ? « Je n'ai nommé personne », dit-il. Il n'en précise pas moins que

L'Egypte continuera à critiquer « toute politique erronée de l'Iran », qu'il s'agisse de l'occupation de l'Ile d'Abou-Moussa - revendiquée par les Emirats arabes unis - ou d'autres choses et il ajoute : « Nous considérons l'Iran comme un pays frère qui devrait revoir sa politique dans le Golfe dans l'intérêt de tout le monde ».

### Forum interméditerranéen

M. Moussa, qui a notamment été reçu par le président François Mitterrand, a plaidé auprès des dirigeants français pour la constitution d'un « ensemble de réflexion » interméditerranéen. Cela est d'autant plus nécessaire, estime-t-il, que l'affaire yougoslave concerne tous les pays riverains de la Méditerranée et pas seulement l'Europe. Selon lui, Paris a prêté une oreille attentive à l'idée d'un forum qui, sans être calqué sur la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), s'en inspirerait, en l'adaptant aux besoins de la région. Aux arguments de tout temps invoqués par la France pour expliquer l'absence d'un tel projet aussi longtemps que dureront le conflit israélo-arabe et la querelle grecoturque, le chef de la diplomatie égyptienne réplique, d'une part, que l'un et l'autre de ces problèmes sont en cours de règlement par la négociation, même si le processus est long, et que, d'autre part, un tel forum contribuerait justement à apaiser les difficultés.

M. Moussa ne nourrit aucune inquiétude quant à un ralentissement du processus de paix au Proche-Orient à la suite de l'avènement d'un président démocrate aux Etats-Unis. « Il est indispensable, souligne-t-il, que les parties prenantes aux négociations de paix arrivent avant la fin de l'année à un point de non-retour, c'est-à-dire à définir l'ordre du jour de leurs travaux et à entrer dans le vif du sujet ». Dès lors, « il me semble exclu, dit-il, qu'un gouvernement américain, quel qu'il soit, puisse faire marche arrière, alors même que les parties concernées ont accepté de s'engager dans la négociation ». Et, s'il est vrai qu'il existe traditionnellement des liens privilégiés entre les démocrates américains et Israël, « que ces relations soient mises à profit pour faire avancer la paix », affirme encore M. Moussa avec l'assurance du représentant d'un pays qui a déjà conclu un traité de paix avec l'Etat juif, sous la houlette d'un président américain démocrate, M. Jimmy Carter.

MOUNA NAJIM

# AFRIQUE

ANGOLA : après les affrontements à Luanda

## L'UNITA accuse le gouvernement d'avoir « assassiné » deux de ses cadres

Dans un communiqué publié à Paris, la représentation en France de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) a accusé, vendredi 6 novembre, le gouvernement de Luanda d'avoir délibérément « assassiné », en fin de semaine dernière, deux des principaux cadres de l'UNITA, MM. Jeremias Chitunda et Elias Salupeto Pena, après les avoir « attirés dans un piège ». Les dirigeants du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA, ex-parti unique) sont également accusés de poursuivre, avec des « escadrons de la mort », le « massacre » de civils soupçonnés de sympathie pour le mouvement de M. Jonas Savimbi.

MM. Chitunda et Salupeto Pena auraient été « abattus d'une balle dans la tête par des troupes du gouvernement, alors qu'ils quittaient leurs résidences » à Luanda. Tous deux étaient membres du conseil de direction de l'UNITA. L'objectif visé par « le régime meurtrier » du MPLA était de « faire dérailler le second tour des élections présidentielles ». La mort des deux cadres de l'UNITA rend « plus difficile un règlement négocié », souligne le communiqué.

D'autres membres de haut rang du mouvement, MM. Abel Chivuvu et Carlos Morgado, respectivement chargés des affaires étrangères et de la santé au sein de l'UNITA, auraient été « blessés lors d'une embuscade » et seraient actuellement « détenus sous surveillance armée, dans un hôpital militaire ».

Les partisans de l'UNITA ne seraient pas les seuls visés, plusieurs autres opposants au régime de Luanda ayant été « arrêtés et battus », pour avoir « protesté contre les fraudes et les importations irrégulières

des communistes pendant les élections ». N'hésitant pas à parler d'« exécutions sommaires » et de « pogrom », l'UNITA précise que c'est « à cause de leur origine ethnique ou de leur affiliation politique » que les habitants de la capitale sont « chassés et tués ».

C. S.

► Signataires la perution de Jonas Savimbi, une autre voix pour l'Afrique, de Jean-Marie Kalféche, éditions Critérion, 139 F.

### LIBERIA

Des dizaines de milliers de réfugiés sierra-léonais sont bloqués dans le nord du pays

La reprise des combats, particulièrement violents depuis la mi-octobre, laisse peu d'espoir aux personnes du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) de pouvoir rapidement venir en aide aux populations « déplacées » et aux dizaines de milliers de réfugiés, « pris au piège » de la guerre civile libérienne. Le HCR s'interroge notamment sur le sort de « près de quatre-vingt mille » réfugiés de Sierra-Léone, installés dans le nord et privés de tout secours. Le comté de Lofa, où ils se trouvent, est « coupé du monde, depuis la mi-octobre ». A Monrovia même, sur les sept mille réfugiés sierra-léonais que le HCR comptait rapatrier à Freetown par bateau, seuls mille huit cents ont pu partir.

## La question de la Palestine au tamis de l'Histoire

La diplomatie palestinienne comporte quelques aspects médiatiques. Observateur permanent de l'Etat de Palestine depuis 1978 auprès de l'UNESCO, à Paris, Omar Massalha, lui, est plutôt un homme d'études, pesant longuement ses dossiers, qu'il soit toujours au moment opportun. Cela est bien connu dans les couloirs de la pièce Fontenay, où le travail du représentant palestinien est autrement difficile sous l'Egide de Federico Mayor qu'à l'époque réputée « pro-arabe » du Sénégalais Amadou Mahtar Mbow.

A l'heure où Israël est gouverné par une équipe nouvelle et où on peut espérer que deviennent plus prometteurs les pourparlers israélo-palestiniens, Omar Massalha publie *Palestiniens, Israéliens : la paix promise*, avec en sous-titre *Le Vrai Dossier des négociations*.

Né en 1945 dans une famille musulmane de Galilée (actuel territoire israélien), docteur en psychologie de Paris-VI, le diplomate a rédigé directement son ouvrage en français (des versions arabe, espagnole et anglaise vont sortir). Parti de la conférence de Madrid en 1991 et de l'initiative américaine, l'auteur dépasse vite l'actualité immédiate pour nous fournir sur des points précis l'essentiel des éléments de base, particulièrement historiques et juridiques : Hébreux et Philistins, le sionisme en action et les premières réactions palestiniennes, l'Organisation de libération de la Palestine,



les territoires occupés et les colonies de peuplement juif, les conséquences de l'intifada et, pour finir, un superbe chapitre sur l'Urusalem-Yerouchelm-Jérusalem-El Qods, la ville de Selomon, Jésus et Omar.

Salvi par une écriture fluide, ce travail d'un nationaliste palestinien, ferme dans ses convictions mais mesuré dans leur expression, constitue un document informé et érudit, fort utile pour comprendre le point de vue des « Palestos ».

J.-P. P.-H.

► Omar Massalha. *Palestiniens, Israéliens : la paix promise (le véritable dossier des négociations)*. Albin Michel. 368 p. 140 F.

# RTL - Le Monde

## SPECIAL BILL CLINTON

POSEZ-LEUR TOUTES VOS QUESTIONS EN DIRECT A PARTIR DE 17 H AU : 16 (1) 42 90 10 10

MANCHE 8 NOVEMBRE 18H 30 - 19H 30 SUR RTL

PRÉSENTÉ PAR HENRI MARQUE (RTL) ET DOMINIQUE DHOMBRES (LE MONDE)

AVEC JIM HOAGLAND (WASHINGTON POST), STEVEN AKEOVICH (PARTI DÉMOCRATE), ET DAVID WILSEFORD (UNIVERSITÉ DE GEORGIE) ET PIERRE-MARIE CHRISTIN, JÉRÔME GODEFROY, OLIVIER MAZEROLLE, ALAIN MINC



## AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : assisté de l'avocat noir Vernon Jordan

## M. Warren Christopher présidera l'équipe de transition de M. Clinton

En désignant l'avocat noir Vernon Jordan (cinquante-sept ans) et l'avocat Warren Christopher (soixante-sept ans) pour présider son «équipe de transition», le président élu Bill Clinton a fait, vendredi 6 novembre, un double choix : avec le premier, il rend hommage à un grand défenseur des droits civils, tout en s'appuyant, avec le second, sur l'un des responsables les plus chevronnés du Parti démocrate.

WASHINGTON

de notre correspondant

L'équipe de transition, qui doit

prochainement s'installer dans des locaux du gouvernement à Washington, a une triple mission. D'ici au 20 janvier, date de l'entrée en fonction du nouveau président, elle doit préparer un programme de réforme pour les cent premiers jours de la présidence Clinton, participer à la désignation des seize membres du cabinet et procéder à quelque 3 500 nominations politiques dans les plus hautes sphères du gouvernement et de l'administration.

Pour diriger cet effort, le président élu fait donc appel à deux hommes d'expérience ; cela relative l'aspect «baby-boomer», en référence à la génération de l'après-guerre, de l'équipe Clinton. Warren Christopher «dirigera» l'équipe de transition. C'est l'un des démocrates

ayant le plus d'expérience de la machine gouvernementale. Aujourd'hui avocat à Los Angeles, il travaille étroitement depuis un an avec Bill Clinton.

Ministre adjoint de la justice du temps de l'administration Johnson, il fut sous-secrétaire d'Etat sous la présidence de M. Carter. Souvent donné comme prochain secrétaire d'Etat, il a cependant demandé à ne pas exercer de responsabilités dans le gouvernement Clinton, afin de pouvoir, en toute objectivité, accomplir sa mission de sélection des plus hauts fonctionnaires de la prochaine administration.

Avocat d'affaires dans l'Arkansas, Vernon Jordan a connu Bill et Hillary Clinton - eux aussi avocats - à Little-Rock, capitale de l'Etat. Il présidera l'équipe de transition.

C'est un pilier de la lutte pour l'égalité civique, ancien dirigeant de la NAACP (l'Association pour la promotion des gens de couleur) et de la National Urban League, la plus vieille des organisations de lutte contre la discrimination raciale.

## Une manifestation d'indépendance

MM. Christopher et Jordan ont été préférés à un autre avocat californien, Mickey Kantor, proche ami des Clinton, qui a présidé la campagne du président élu. Avocat d'affaires, M. Kantor aurait été trop proche de la multitude de groupes d'intérêts et d'organisations professionnelles qui ont participé au financement de cette campagne. En ne lui confiant pas la direction de l'équipe de transition, M. Clinton veut manifester son indépendance à l'égard de ces sources de financement. M. Kantor fait néanmoins partie de l'équipe, avec l'ancien maire de San Antonio (Texas), M. Henry Cisneros, et M<sup>me</sup> Madeleine Kunin, ancien gouverneur du Vermont, parmi d'autres.

La période de transition fait la joie des chroniqueurs politiques et autres pronostiqueurs de la composition du futur gouvernement. Mais il y a aussi des spécialistes de la carrière des «sortants». Le *Wall Street Journal*, par exemple, promet, prédit ou conseille : un gros poste dans un cabinet d'avocat d'affaires pour le vice-président Dan Quayle ; un siège de sénateur

(Wyoming) pour le secrétaire à la défense Richard Cheney ; un frassant livre de mémoires pour le directeur du budget Richard Darman ; un conseil d'administration pour le secrétaire général de la Maison Blanche Samuel Skinner et, pour le plus brillant des républicains, le secrétaire au logement Jack Kemp, l'entrée en campagne pour l'élection de 1996.

Le président George Bush et le secrétaire d'Etat James Baker se retireraient de la vie publique, pour se consacrer, à plein temps, à des activités tout aussi pressantes : la chasse, la pêche et le golf.

ALAIN FRACHON

## La politique africaine de Washington ne devrait guère être modifiée

En 232 pages de profession de foi, MM. Bill Clinton et Al Gore ont trouvé le moyen de s'inscrire le mot «Afrique» une seule fois. Etant donné le faible poids de la politique étrangère dans leur programme, nul ne s'en étonnera. Dans *Putting people first* («Priorité au peuple»), les deux candidats n'abordent la question africaine que dans un engagement global : «...réformer nos programmes d'assistance étrangère en Afrique, dans les Caraïbes, en Amérique latine et ailleurs afin de nous assurer que notre aide promeut la démocratie, et non la tyrannie.»

Le retour des démocrates à la Maison Blanche ne devrait guère changer la politique de Washington vis-à-vis de l'Afrique. Car si on peut se croire d'une ferme volonté d'œuvrer en faveur de la démocratisation du continent, ils ne pourront certainement pas faire mieux, en la matière, que leurs prédécesseurs républicains.

Depuis plusieurs années, les diplomates américains chargés de l'Afrique ont dû qu'un mot d'ordre : encourager la démocratie. Tout récemment, Washington a débloqué 12 millions de dollars pour financer l'organisation d'élections pluralistes sur le continent. Nul doute que le futur successeur de M. Herman Cohen, le secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires africaines, ne devienne pas de cette ligne.

Une ligne qui fait parfois grincer des dents à Paris. Que ce soit à Abidjan, à Lomé ou à Yaoundé, les ambassades américaines sont toujours les plus promptes à diffuser un communiqué en cas de violation des droits de l'homme. Un zèle qui fait souvent ressortir l'absence - ou le retard - de réaction à Paris, où l'on estime, d'ailleurs, que le discours sur les grands principes humanitaires et les valeurs démocratiques est facile à tenir tant que l'on n'est pas le «partenaire numéro un», comme c'est le cas de la France dans près d'une vingtaine de pays africains. Cette sourde querelle devrait donc continuer avec l'arrivée de la prochaine équipe au pouvoir à Washington.

La nouvelle administration américaine conservera une attitude rigoureuse si l'on en croit les engagements de M. Clinton. Ainsi, à propos de l'Afrique du Sud, le candidat démocrate a promis, dans son livre, de «maintenir les sanctions étatiques et locales jusqu'à ce qu'il y ait un accord irrévocable, complet et juste, avec la majorité noire, sur la création d'un gouvernement démocratique».

M.-P. S

## EN BREF

AFGHANISTAN : appel du HCR au faveur des réfugiés. - Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a lancé, vendredi 6 novembre, un appel pressant pour apporter une aide d'urgence aux réfugiés afghans de retour dans leur pays. M. Eliasson, secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires de l'ONU, a chiffré à 17,8 millions de dollars le strict nécessaire pour les mois d'hiver - dont 8 millions immédiatement pour l'achat et le transport de tentes et de couvertures. Plus d'un million d'Afghans sont rentrés du Pakistan en 1992, et deux cent mille d'Iran, sur un total de plus de cinq millions d'expatriés. - (AFP).

CAMBODGE : prochaine restitution du corps du cameraman Roger Colne. - Les dépouilles de deux techniciens du son japonais et

## LOIN DES CAPITALES

## Petites gens de la baie d'Along

HON-GAI (Vietnam)

de notre envoyé spécial

HUNG, trente-trois ans, est un débrouillard qui sait surmonter les épreuves les plus dures. En 1989, parce qu'il était trop difficile de faire des affaires, il a investi toutes ses économies dans l'achat d'un bateau pour fuir ce petit port du Vietnam septentrional et gagner Hongkong. Il se garde bien de dire que, pour réunir les 200 millions de dollars nécessaires à l'équipement (l'équivalent de 100 000 francs aujourd'hui), somme fort coquette, il a accepté d'embarquer une trentaine d'autres candidats à l'exil. L'affaire a tourné à la catastrophe, et le navire n'a jamais atteint Hongkong, car il a fait naufrage. Ayant perdu sa femme et leur seul enfant, Hung est revenu à Hon-Gai.

L'ancien boat people ne s'est pas découragé. Réparti de zéro, il est aujourd'hui propriétaire d'une fabrique de meubles, de portes et de portails. Dix-huit employés y travaillent le contreplaqué et la tôle. Hung a pu monter son affaire grâce à un prêt de 7 500 dollars de la CEE, remboursable dans un délai de trois à cinq ans, avec pour seule condition d'engager quelques boat people revenus «volontairement» au pays, puisque c'est dans le cadre de l'aide à ces rapatriés de Hongkong que la Communauté européenne offre une assistance.

Dans son salon-salle d'accueil, derrière la fabrique, Hung dispose d'un frigidaire, d'une chaîne stéréo et d'un récepteur de télévision avec vidéo. Le soir, il regarde, comme beaucoup, un feuilleton mexicain très populaire projeté par la télévision de Hanoi. Hung a transformé un échec dramatique en succès et compte maintenant se remarier.

A Hon-Gai, petit port de trente mille habitants qui se niche dans le cadre somptueux de la baie d'Along, avec son archipel de quelques trois mille rochers verdoyants en forme de mamelons, ce genre d'histoires fourmille. Dans le seul district de Hon-Gai, qui englobe la ville et dont la population est de 170 000 habitants, plus de quatre mille Vietnamiens ont ainsi pris la mer en 1989 ou 1990 pour gagner Hongkong.

Et plus d'un millier d'entre eux ont déjà été rapatriés dans le cadre d'une opération financée par le HCR, le Haut-Commissariat pour les réfugiés de l'ONU, et auquel la CEE offre une assistance. Vu Quoc Tru, électricien, est parti en compagnie de son épouse «à la suite d'une dispute de famille» en avril 1989. «En cachette», gronde le père, un militaire retraité. Ils sont revenus, en janvier 1991,

faute de pouvoir trouver asile dans un pays et parce que la femme avait accouché dans un camp de Hongkong. Tru est désormais bachelier. Avec les 2 500 dollars avancés par la CEE, il s'est acheté un bateau pour promener les touristes entre les îlots d'Along et faire des navettes entre le port de Hon-Gai et Bai-Chay, la plage des hôtels, séparés par un petit bras de mer.

## Tourisme et contrebande

Mais le retour des boat people n'explique pas tout. Hon-Gai, cité sans charme et sans caractère, était autrefois la ville du charbon. Des ingénieurs français étaient venus reconnaître, en 1881, les gisements d'anthracite et, à partir de 1988, une société - dont devaient hériter plus tard les Charbonnages du Tonkin - en avait commencé l'exploitation. Ces mines furent aussi le théâtre de grandes grèves en 1936-1937, à l'époque du Front populaire en France.

Le charbon - «la Chine populaire achète toute la production», précise un officiel -



demeure une source de revenus. Mais le tourisme et, surtout, la contrebande donnent également un air de prospérité à une ville qui ressemble à un vaste chantier. Partout, dans le centre, on investit dans la brique, à telle enseigne que la moitié des bâtiments, sans prétention il est vrai, sont soit neufs soit en construction.

Quand la marine chinoise a commencé, l'été dernier, à arraisonner des cargos vietnamiens à la sortie de Hongkong et à confisquer leurs marchandises, on a de nouveau parlé de

Hon-Gai. En effet, beaucoup de ces navires débarquaient à Hon-Gai les leurs cargaisons qui rejoignaient alors la Chine par la route. «Importations temporaires en vue de réexportations» : ainsi libellées, les marchandises, y compris des limousines de luxe (parfois volées à Hongkong), n'étaient ni saisies ni taxées par les douanes vietnamiennes. Du moins, telle est la version officielle. Elles poursuivaient donc leur chemin, passant une deuxième frontière en fraude, celle entre le Vietnam et la Chine. «Ces trafics pouvaient rapporter gros. Un de mes cousins a ainsi gagné 50 000 dollars en deux mois. Mais c'est fini», résume un officiel.

A Bai-Chay, là où la vie sur les îlots d'Along est sans pareille, s'ébauche aujourd'hui une rivière avec hôtels, dont le fameux Ha-Long, salons de massage et dancings. Même après la saison, qui prend fin en septembre, les Chinois y sont nombreux. Ils viennent de Taïwan, de Hongkong, du sud de la Chine continentale. On rencontre aussi des Malaisiens, d'origine chinoise, en quête de joint-ventures. Pour le plaisir de ces touristes, l'hôtel Yun-Dao et son annexe toute neuve, propriété de la province, ont illuminé leurs façades de mille petites ampoules, à la mode thaïlandaise. Ils ont également fait venir quatre masseuses de Ho-Chi-Minh-Ville et une cinquième de Hanoi pour animer leur massage-parloir curieusement gardé par deux consorts en uniforme, et où l'on fait la queue après dîner. Le prix d'un massage «propre» : 5 dollars les quarante-cinq minutes.

Les touristes ont à leur disposition de grands bateaux de plaisance qui les baladent dans la baie, à raison de cinquante «étrangers» ou de cent Vietnamiens par embarcation, sans doute parce que les visiteurs locaux sont jugés moins lourds et moins fortunés que ceux qui viennent d'ailleurs. Mais si l'enrichissement est évident à Hon-Gai, il ne profite pas de la même façon à tout le monde.

Sur la baie, les abords du marché central, inondé de produits de consommation chinoise, demeurent d'une propreté douteuse. Au pied de l'hôtel Ha-Long, un homme en guenilles s'est installé sous un abri public en compagnie de ses deux gamins, qui dorment poings fermés. Il a tout perdu, dit-il, lors du dernier typhon sur Haiphong. Sa femme s'est enfuie en Chine avec ses deux filles. Pour nourrir ses deux fils, il a gagné Hon-Gai dans l'espoir de se faire embaucher à la mine.

JEAN-CLAUDE POMONTI

## ASIE

Avec l'aval officieux des Américains

## Le Japon reprend son aide au Vietnam

TOKYO

de notre correspondant

L'annonce, vendredi 6 novembre, de la reprise de l'aide gouvernementale japonaise au Vietnam met fin à une suspension de quatorze ans de la coopération officielle entre Hanoi et Tokyo (le *Monde* du 7 novembre). Cette décision marque une nouvelle étape dans le processus de retour du Japon sur la scène indochinoise. Tokyo a décidé d'accorder au Vietnam des prêts à long terme d'un montant de 45 milliards de yens (environ 400 millions de dollars). La Banque du Japon a d'autre part annoncé qu'elle autoriserait les établissements financiers japonais à ouvrir des bureaux de représentation au Vietnam. Ce sera la première fois depuis 1975, année de la chute de Saigon, que les banques japonaises retourneront dans ce pays indochinois.

En négociation depuis des mois, la reprise de l'aide japonaise se heurte à plusieurs difficultés. La première était l'opposition de Washington : suivant en cela les Américains, les Japonais avaient suspendu leur aide au Vietnam à la suite de l'invasion du Cambodge fin 1978. Tokyo avait pourtant maintenu des relations diplomatiques avec Hanoi même après l'unification du pays consécutive à la défaite américaine de 1975.

Le Japon avait agi en vue d'assouplir la position tant des Vietnamiens - qui ont accepté le mois dernier d'ouvrir aux Etats-Unis leurs archives concernant les soldats américains disparus pendant la guerre - que celle des Américains. Cette attitude a porté ses fruits puisque Washington a donné son feu vert officieux à une reprise de l'aide japonaise. Celle-ci a été annoncée au lendemain de l'élection présidentielle américaine : afin d'éviter, dit-on à Tokyo, de faire de cette question un sujet supplémentaire de la campagne.

Une autre hypothèque était la dette du Vietnam à l'égard du Japon : 23,5 milliards de yens d'arriérés, soit 190 millions de dollars. Les Vietnamiens ont pris l'engagement, mercredi 4 novembre, de rembourser, et une partie de l'aide japonaise est destinée à cet effet.

Le Japon est actuellement le cinquième investisseur étranger au Vietnam. Il était à la neuvième place en 1991.

PHILIPPE PONS

## CAMBODGE

## M. Dumas à Pékin pour sauver le plan de paix de l'ONU

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, est arrivé samedi 7 novembre à Pékin, pour y rencontrer le prince Norodom Sihanouk et les chefs des quatre factions cambodgiennes. L'objectif des entretiens est de tenter de sauver le plan de paix d'octobre 1991, entravé depuis des mois par les Khmers rouges.

M. Dumas doit aussi rencontrer son homologue indonésien, M. Ali Alatas, qui a coprésidé avec lui la conférence sur le Cambodge, ainsi que le chef japonais de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APORONUC).

M. Yasushi Akashi. Le principal représentant des Khmers rouges, M. Khieu Samphan, avait manqué son avion et ne devait arriver qu'un peu plus tard à Pékin.

Les Khmers rouges refusent de désarmer et de laisser l'ONU pénétrer dans leurs zones. Ils empêchent ainsi l'organisation d'élections sous contrôle international, prévues pour mai 1993. Paris et Djakarta doivent faire le point le 15 novembre devant le Conseil de sécurité. Des sanctions pourraient être décidées contre les Khmers rouges. - (AFP).

Subic Bay, a déclaré à Manille, vendredi 6 novembre, l'amiral Charles Larson, commandant des forces américaines du Pacifique. Le Sénat philippin avait rejeté l'an dernier un traité prévoyant le maintien des bases de l'ancienne puissance coloniale, forçant les Etats-Unis à mettre fin à un siècle de présence militaire. - (AFP).

THAILANDE : renforts à la frontière avec la Birmanie. - Les forces armées de Thaïlande ont renforcé leurs positions, vendredi 6 novembre, à la frontière nord-ouest. Ce mouvement répond à l'incurSION de quelque 600 soldats birman, dans le cadre d'une nouvelle offensive des troupes de Rangong contre des camps retranchés de l'ethnie karène, en lutte contre le pouvoir central depuis près d'un demi-siècle. - (UPI).

PHILIPPINES : les Etats-Unis conserveront un accès à la base de Subic Bay. - Les Etats-Unis et les Philippines se sont mis d'accord pour que les forces américaines conservent un accès aux ports et installations militaires de l'archipel après avoir évacué leur dernière base le 24 novembre. L'arrangement, calqué sur des accords avec d'autres alliés des Etats-Unis dans la région, permet l'entretien et le ravitaillement des porte-avions et bâtiments de la VII<sup>e</sup> flotte dans le gigantesque complexe aéronaval de

COLOMBIE : quatorze policiers tués à Medellin. - Quatorze policiers ont été assassinés et vingt-six autres blessés à Medellin depuis le 28 octobre, date à laquelle les forces de l'ordre ont tué Brances Munoz Mosquera, principal chef de la sécurité de Pablo Escobar, le

Handwritten text in Arabic script: "الله أكبر"



Je n'ai rien dit

# POLITIQUE

Le Monde - Dimanche 8 - Lundi 9 novembre 1992 7

92 11

A l'Assemblée nationale

## M<sup>me</sup> Aubry a dû renoncer à soumettre au vote les crédits du travail et de l'emploi

Les députés ont examiné, dans la nuit de vendredi 6 au samedi 7 novembre, le budget du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, qui s'élève à 72,7 milliards de francs, soit une progression de 5,16 % par rapport à 1992 (1). Face à l'hostilité conjuguée des communistes et de l'opposition, M<sup>me</sup> Aubry a dû réserver le vote de ces crédits.

Le ton de son propos est d'ordinaire ferme, mais poli. Sa faveur va plus à la réponse experte qu'aux échos d'hémicycle. Cette fois, pourtant, c'en était trop : M<sup>me</sup> Aubry s'est autorisée une bonne grosse colère. Répondant à M. Francisque Perrut (UDF, Rhône) qui l'interpellait sur « la manipulation des statistiques » que représente, selon lui, la radiation des listes de l'ANPE de seize mille personnes par mois, le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle s'est élevé contre la « démagogie » de ce type de critique. « Je n'accepterai pas que l'on mette en cause l'honnêteté du gouvernement, ni, surtout, celle des agents de l'ANPE », s'est-elle indignée, précisant que « 85 % des personnes radiées n'avaient pas répondu à plusieurs convocations ». « Nous devons être en mesure de dire aux Français que les efforts de solidarité, a-t-elle ajouté, profitent vraiment à ceux qui en ont le plus

besoin. » Solidaires de sa politique, les députés socialistes n'ont pas moins exprimé inquiète face à la dégradation brutale de la situation de l'emploi. « L'excès de réalisme économique me semble mener à l'irréalisme social », a déclaré M. Pierre Forgues (PS, Haute-Pyrénées), tandis que M. Thierry Mandon (PS, Essonne) s'est alarmé de la « modernisation froide d'une économie où le silence étouffe, peu à peu, les cris de ceux qui perdent leur emploi ».

M<sup>me</sup> Aubry s'est, elle aussi, inquiétée de « la propension excessive » de certaines entreprises à « utiliser le facteur travail comme le seul facteur d'ajustement face à des ralentissements parfois passagers de l'activité ».

Rappelant le triple objectif que s'est fixé son budget - « stimuler la création d'emplois partout où c'est possible », « lutter contre l'exclusion de l'individu par la formation professionnelle » et « offrir aux salariés un droit à l'évolution et à la formation professionnelle », le ministre du travail ne veut pas s'abandonner à la sinistrose ambiante. Si elle reconnaît que la situation du marché du travail est « mauvaise », elle a relevé que certains résultats ont été obtenus, tels la baisse du chômage de longue durée, en septembre, pour le quatrième mois consécutif, la « réduction notable » de la durée moyenne d'ancienneté du chômage et la diminution du chômage des salariés âgés. Faisant le bilan du programme « neuf cent mille chômeurs de longue durée »,

elle a précisé que les services de l'ANPE avaient pu avoir un « entretien approfondi » avec huit cent cinquante-trois mille personnes, mais elle a admis que, « pour nombre d'entre elles, il n'est pas aisé d'apporter immédiatement des solutions ».

Ces explications n'ont pas en raison de l'hostilité des communistes et de l'opposition. Selon M<sup>me</sup> Muguette Jacquaint (PC, Seine-Saint-Denis), ce budget est « un élément essentiel de l'intégration des salariés dans la précarité ». « Vous ne faites que puiser dans les recettes existantes, vous ne créez aucune ressource », a renchéri M. Germain Gengenwin (UDC, Bas-Rhin). En écho, M. Francisque Perrut (UDF, Rhône) a dénoncé « cette politique des vases communicants qui ne tend qu'à camoufler l'immobilisme ». Faisant le constat d'un système qui fait eau de toutes parts, M. Jean-Pierre Delalande (RPR, Val-d'Oise) est inquiet des lendemains difficiles. « La tâche qui incombera à vos successeurs, a-t-il averti, sera extrêmement lourde. L'opposition adresse là le dernier message sur le même thème : il ne faudra pas attendre de miracle de son éventuelle victoire en mars prochain. »

F. B.  
(1) En ajoutant les reports de crédits antérieurs et les fonds d'un compte d'affectation spéciale alimenté par la cession d'actifs publics, le budget s'élève à 84,7 milliards de francs, soit une progression de 9,1 % par rapport à 1992.

## La commission des lois précise les modalités du contrôle des députés sur les affaires européennes

L'Assemblée nationale sera appelée, le 18 novembre prochain, à préciser, en séance publique, les conditions dans lesquelles elle entend être associée aux décisions communautaires par le biais du vote de résolutions. Les députés se prononceront sur une proposition adoptée, jeudi 5 novembre, par la commission des lois, modifiant le règlement intérieur de l'Assemblée afin de tenir compte de la loi constitutionnelle adoptée, en juin dernier, par le Congrès réuni à Versailles.

Après les réquisitoires enflammés contre le « déficit démocratique » de la construction européenne, l'heure est aux travaux pratiques. L'Assemblée va devoir plancher, en effet, sur les modalités d'application du nouvel article 88-4 de la loi fondamentale, issu de la révision constitutionnelle rendue nécessaire par la ratification du traité de Maastricht. Cet article prévoit que les parlementaires pourront, désormais, voter des résolutions sur des « propositions d'acte communautaire comportant des dispositions de nature législative », à charge pour chaque Assemblée de modifier préalablement son règlement intérieur afin de codifier ce nouveau mécanisme de contrôle.

La commission des lois vient d'établir les différentes étapes de la procédure selon un scénario mis au point par son président, M. Gérard Gouzes (PS) et s'inspirant globalement de deux propositions de résolution rédigées, en termes quasi identiques, par MM. Jean Auroux, président du groupe socialiste, et Charles Millon, président du groupe UDF. Selon cette formule, tout député pourra se saisir d'une proposition d'acte communautaire et déposer, à son sujet, une proposition de résolution.

Celle-ci sera examinée au fond par la commission permanente compétente, mais le droit d'amendement est ouvert à d'autres commissions, ainsi qu'à la délégation pour les Communautés européennes. Une fois adoptée par la commission saisie au fond, la proposition de résolution sera considérée comme définitive si aucune demande d'inscription à l'ordre du jour n'est formulée dans un délai de huit jours suivant la distribu-

tion du rapport de la commission. Dans le cas contraire, elle sera examinée en séance publique.

Les mémoires de cette procédure ont chagriné M. Michel Pezet, président de la délégation pour les Communautés européennes, qui aurait souhaité voir sa délégation jouer un « rôle d'arbitrage et de synthèse ». Selon le député (PS) des Bouches-du-Rhône, rejoint en la circonstance par M<sup>me</sup> Nicole Catala (RPR, Paris), une telle « centralisation » est indispensable pour éviter « une dilution des responsabilités », qui ferait courir à la nouvelle procédure le risque de « tomber en désuétude ».

Cette analyse n'a pas convaincu la commission des lois. Celle-ci a fait valoir que l'application de l'article 88-4 de la Constitution, qui autorise le vote des résolutions en dehors des sessions, suppose que l'Assemblée délègue l'une de ses prérogatives constitutionnelles à une instance constituée en son sein. Or la délégation pour les Communautés européennes peut-elle remplir cette mission ? Non, selon M. Gouzes, qui rappelle que la délégation que préside aujourd'hui M. Pezet doit son existence à une loi ordinaire et non à la loi fondamentale.

Le débat sur les modalités de contrôle des affaires communautaires par le Parlement ne fait donc que commencer. M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie)

« Le gouvernement réserve le vote sur les crédits des transports aériens. Les députés ont examiné, vendredi 6 novembre, les crédits des transports aériens, de la météorologie et de l'aviation civile, affectés au ministère de l'Équipement, du logement et des transports. Face à l'hostilité du PC et de l'opposition, M. Jean-Louis Bianco, ministre de l'Équipement, du logement et des transports, a dû demander la réserve du vote sur ces crédits. »

« Clôture de la cote de confiance de MM. Mitterrand et Bérégovoy. - Selon un sondage effectué par la SOFRES du 24 au 28 octobre auprès de mille personnes et publié dans le Figaro Magazine du 7 novembre, 34 % des personnes interrogées font « tout à fait » ou « plutôt » confiance à M. Mitterrand « pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement ». 61 % sont d'un avis contraire. Elles étaient 43 % à lui faire confiance le mois dernier, soit une baisse de 9 points. La baisse est de 11 points pour M. Bérégovoy, dont la cote de confiance passe de 32 % à 41 %.

verse sa pièce au dossier en envisageant l'éventualité d'un désaccord survenant entre le gouvernement et le Parlement à propos de la détermination législative ou réglementaire d'une proposition d'acte communautaire. Selon la proposition de loi constitutionnelle qu'il vient de déposer, le Conseil constitutionnel pourrait être saisi pour arbitrer un tel contentieux.

FREDERIC ROBIN

### LIVRES POLITIQUES

**I**l n'est pas de dessin politique qui ne se serve d'une lecture de l'histoire, au risque de faire dire à celle-ci plus qu'elle ne livre dans ses enseignements reconnus. Aussi bien convient-il de vérifier l'usage qui en est fait, tant est grande la tentation d'ins-tituer le passé. A la confrontation des sources, à la complémentarité des approches, il faut ajouter la critique des idéologies sous-jacentes. C'est ce que se propose de faire un manuel qui, sous la conduite de Suzanne Citron, historienne révisionniste par rapport à l'orthodoxie, revisite autrement l'histoire de France, sans cacher que sa démarche vise à contester « l'imagerie mythique et nationaliste » qui a marqué notre culture dans ce domaine.

Le spectacle du monde n'appartient pas, aujourd'hui plus qu'hier, les preuves d'une cohérence interne. On y voit l'Europe occidentale en train de renforcer par les liens communautaires les moyens de sa prospérité et de son unité, tandis qu'à sa porte l'effondrement du système communiste découvre une pauvreté dont on ne mesurait pas l'étendue et libère des antagonismes que l'on croyait éteints : la perspective d'un ordre mondial fondé sur la négociation, le compromis et la tolérance ne cesse pas d'être renversé en cause par le maintien de divers totalitarismes ou la renaissance de fondamentalismes religieux et ethniques. Au moment où tant de facteurs contradictoires, porteurs d'espoir ou de désolation, brouillent les pistes incertaines de l'avenir, Suzanne Citron estime qu'il faut revenir sur celles du passé pour les débarrasser de tout ce qui peut contribuer à nous aveugler.

La convention du Front national

## M. Le Pen dénonce une « gigantesque opération de pollution intellectuelle »

M. Jean-Marie Le Pen a clos, vendredi soir 6 novembre au Bourget (Seine-Saint-Denis), la convention des vingt ans du Front national, en prononçant un discours ponctué de violentes attaques contre la presse. Depuis plusieurs jours, l'annonce de la diffusion d'un reportage sur le Front national au cours de l'émission « Envoyé spécial », le 5 novembre sur France 2, avait provoqué la colère du chef de l'extrême droite. Bien que ce reportage, projeté sur grand écran à la convention, ait été applaudi, finalement, par les cadres du parti d'extrême droite, montrant ainsi que ce qui est reproché à leur formation et à son chef n'est pas de nature à les troubler (le Monde du 7 novembre), la fureur de M. Le Pen n'en a pas été calmée.

Le président du Front national a dénoncé la « gigantesque opération de pollution intellectuelle » menée, selon lui, contre son parti, qui « n'a pas l'intention de se laisser faire ». « Nous serions désemparés d'être des moyens de la légitime défense, car nous avons aussi des droits à faire valoir, a-t-il précisé. Si certains nous boycottent, peut-être pourrions-nous, aussi, leur rendre la pareille. » M. Le Pen a ajouté : « Nous subissons la guerre que nous font des journalistes partisans. Cette guerre n'est limitée ni à notre pays ni à notre continent. Quelque part, il doit y avoir un chef d'orchestre clandestin... »

Se présentant « à l'heure et dans les maux propres », M. Le Pen a renouvelé ses critiques contre tous les partis dans l'affaire du sang contaminé. Alors qu'il avait accusé, la veille, M. Jacques Chirac de « complicité et non-déclaration de malades », en sa qualité de premier ministre de 1986 à 1988, il a étendu sa mise en cause à MM. Jean Lecanuet, Valéry Giscard

d'Estaing, Gérard Longuet et François Léotard, en accusant « de façon formelle » l'opposition d'être « coupable de complicité » pour ne pas avoir « dénoncé ces événements ». En outre, le chef du Front national a affirmé qu'il est « inconcevable de croire que le président de la République ait ignoré le scandale du sang contaminé ».

Cette convention étant destinée à présenter le programme électoral du parti et ses candidats aux élections législatives - quatre cents environ ont été désignés - M. Le Pen a assuré que « le Front national est loin d'avoir disparu ». « Il garde intacte toute sa puissance et il va en

faire la démonstration », a-t-il ajouté, tout en précisant que son parti « n'entre pas dans les batailles seulement quand il est certain d'avoir des élus ». « Il y a fort à parier que nous serons très nombreux au second tour », a conclu M. Le Pen, qui a présenté ce scrutin comme « une bataille d'idées ».

La première de celles que mettra en avant le Front national sera la « préférence nationale », définie par son chef de file comme l'action prioritaire parmi toutes celles qui figurent dans le programme du Front national.

OLIVIER BIFFAUD

L'un d'entre eux ayant été menacé

## Protestation des journalistes qui suivent l'extrême droite

A la suite de la diffusion par France 2, lors de l'émission « Envoyé spécial » du 5 novembre, du reportage télévisé sur le Front national, M. Jean-Marie Le Pen a fait prévenir, vendredi 6 novembre, un journaliste de RMC ayant participé à la réalisation de cette émission que « sa sécurité ne serait pas assurée » s'il se rendait à la convention nationale ou à la fête annuelle du parti d'extrême droite, qui a lieu ce week-end (le Monde du 7 novembre). Face à cette mise en garde qui constitue, en fait, une menace, les journalistes chargés de suivre ce parti ont rendu publique la déclaration suivante :

« Le Front national a-t-il d'ores et déjà commencé la mise au pas de la presse ? M. Jean-Marie Le Pen vient de décider un interdit professionnel en indiquant à Thomas Legendre, journaliste à RMC, que sa sécurité ne serait pas assurée s'il se rendait aux manifestations qu'organise le Front national au Bourget (Seine-Saint-Denis) pour son vingtième anniversaire. Il est reproché à ce journaliste d'avoir participé à la réalisation de l'émission « Envoyé spécial », diffusée le 5 novembre sur France 2. Les journalistes qui couvrent les activités du Front national dénoncent cette pratique,

qui porte atteinte à la liberté de la presse, et se retirent l'attention de l'opinion publique sur de tels procédés. »

Ce texte a été signé par François Baroin (Europe 1), Richard Babet (l'Événement du jeudi), Olivier Biffaud (le Monde), Gilles Brunson (Libération), Bernard Chémelland (le Parisien), Sophie Huet (le Figaro), Elise Karlin (France-Inter), Paul-Henri du Limbert (Associated Press), Pascal Paradou (RFI), Bruno Roger-Petit (France 2), Charles Samvini (France 3), Michel Soudais (Politis), Thierry Thuillier (TF 1), Isabelle Torre (RTL) et Sabine Wiaux (AFP).

Pour leur part, le SNJ et la CFDT de Radio-France se sont « insurgés » contre « cet acte autoritaire », qui « révèle la vraie nature du Front national ». Ils réclament « la levée immédiate » de « cette mesure inacceptable ». « Ainsi ce parti qui se donne des airs démocratiques prétendrait choisir les journalistes pour ou contre, a déclaré, de son côté, le Syndicat national des journalistes CGT, qui demande « aux pouvoirs publics de prendre toutes les mesures pour assurer la liberté d'information sur le territoire français ».

ANDRÉ LAURENS

## Le passé compliqué

« L'histoire de France nous a jusqu'à présent, écrit-elle, caché la diversité française. Mieux la comprend, comme ce livre le propose, c'est aussi le moyen de nous préparer à reconnaître que la diversité européenne, comme la française, est une richesse qui nous relie au reste du monde. » L'auteur souhaite que « l'examen critique des mythes et falsifications du passé forgés ou cautionnés par les historiens nationalistes du dix-neuvième (et du vingtième) siècle » soit repris dans d'autres pays et, en attendant, elle donne l'exemple avec la France. Laquelle, rappelle-t-elle, n'existe pas de toute éternité, pas plus qu'elle ne succède à la Gaule, cette invention de Jules César. La préhistoire nous apprend que nous sommes tous les produits de nombreux mélanges et que, comme Européens, nous avons hérité de l'interpénétration de plusieurs cultures. C'est l'occasion de noter que « l'islam n'est donc pas un fait étranger à l'histoire de l'Europe ».

Et que Charles Martel n'a pas sauvé, en 732 à Poitiers, la France chrétienne du péril arabe. D'une part parce que la France n'avait pas de véritable existence à l'époque, d'autre part, parce que les musulmans en cause n'étaient pas des Arabes et, enfin, parce que Charles Martel fut un redoutable pillard et très mal vu par l'Eglise qui le voua à l'enfer. Suzanne Citron revient ainsi sur bien des idées reçues ou des occultations de l'histoire enseignées aux futurs citoyens français pour qu'ils se fondent dans le moule national. Elle montre que le concept de

nation n'a pris son contenu politique qu'avec la Révolution jusqu'à donner naissance, après la parenthèse impériale de Napoléon, au nationalisme, cette nouvelle religion qui s'est imposée au dix-neuvième siècle.

La démarche qui inspire ce manuel n'est pas de refaire l'histoire, vaine tâche, mais de voir comment elle s'est faite, à quel prix et dans quel but. Il montre combien la diversité historique, culturelle et religieuse des Français a été non seulement niée dans les faits, au cours du processus historique, mais, en plus, chassée de la mémoire collective. Il rappelle que les principes canalisés nourrir le message humaniste de la France n'ont pas forcément guidé son histoire, et que la chronique de celle-ci n'a pas toujours jugé bon de retenir ces regrettables manœuvres. Des excès de la Révolution aux conquêtes de l'impérialisme napoléonien, des débuts à la fin de l'aventure coloniale, de la bonne conscience de la Troisième République, affairiste, anti-ouvrier, anti-féministe, à l'ordre moral du régime de Vichy, les exemples ne manquent pas qui invitent, avec Suzanne Citron, à « décrypter l'opacité historique de notre identité républicaine inséparable d'une vision nationaliste, orgueilleuse, schématisante du passé de la France ».

Il ne s'agit pas de s'adonner au masochisme mais de sortir d'une pensée hexagonale pour confronter nos représentations historiques à celles des autres peuples et, à partir de cette révision commune, établir des valeurs qui le

soient aussi. A ce sujet, on attirera aussi l'attention sur une entreprise éditoriale déjà signalée dans le Monde mais qui trouve naturellement ici un nouvel écho : il s'agit de la collection « Nations d'Europe » dirigée par Serge Bernstein et Pierre Milza. A concurrence d'un volume par pays, l'histoire de chacun des Etats membres de la CEE est présentée à la fois dans son originalité nationale propre et dans la perspective européenne. Il est revenu à Pascal Balmard de traiter de la France, ce qu'il fait dans le cadre d'une narration classique et d'un découpage privilégié des temps proches et présents de cette histoire. Il observe que la France d'aujourd'hui « résulte de l'histoire bien plus que de la géographie, qu'elle procède de l'action des hommes davantage que du poids de la nature ». C'est une première explication des pesanteurs historiques recensées par Suzanne Citron. Il y a aussi le fait que la constitution de l'identité nationale a été « étroitement associée à la guerre et à l'essor d'un Etat monarchique centralisé », avant de se reconnaître dans le moule républicain et l'expression d'un nationalisme qui, selon Pascal Balmard, a pu être « ouvert », dans la tradition de Michelet, ou « fermé », dans la conception des mouvements autoritaires, populistes, xénophobes, antisémites, dont nous vérifions encore la récurrence.

► L'Histoire de France autrement, de Suzanne Citron. Les Editions ouvrières, 245 pages, 130 F.

► Histoire de la France, coll. « Nations d'Europe », de Pascal Balmard. Hatier, 445 pages, 139 F.



## La publication du rapport sur les collectes en milieu pénitentiaire

Le rapport d'enquête sur les « collectes de sang en milieu pénitentiaire », établi conjointement par l'inspection générale des services judiciaires et l'inspection générale des affaires sociales, a été rendu public vendredi 6 novembre comme le gouvernement s'était engagé à le faire. Nous publions intégralement l'introduction sur l'objet de leur mission, rédigée par les six inspecteurs chargés de ce rapport, leur note de synthèse et les réponses de M<sup>me</sup> Myriam Ezratty, ancienne directrice de l'administration pénitentiaire, et de MM. Gaston Rimareix et Claude Weisselberg, qui étaient, à l'époque des faits, respectivement directeur du cabinet et conseiller technique de M. Edmond Hervé, secrétaire d'État à la santé.

« En novembre 1991, puis au mois d'avril 1992, le journal *Le Monde* relançait le débat sur l'affaire du sang contaminé, centré, jusque-là, sur le drame des hémophiles, en mettant en cause l'incidence des collectes de sang dans les prisons françaises sur la propagation post-transfusionnelle du virus du sida.

« En particulier, l'enquête publiée dans les numéros des 11 et 12-13 avril 1992 du quotidien, sous le titre « Contamination : le sang des prisons », sous la signature de Jean-Yves Nau et de Franck Nouchi, imputait, pour l'essentiel, le nombre élevé de sida post-transfusionnels en France, par rapport à d'autres pays européens, aux déci-

sions « de nombreuses autorités médicales, sanitaires ou judiciaires qui avaient facilité ou multiplié les collectes de sang en prison », puis en avait « décidé, de manière trop tardive », l'arrêt. Ces conclusions étaient appuyées sur un certain nombre de faits précis.

« C'est sur ces faits, ainsi que, d'une manière générale, sur la pratique des collectes de sang en milieu pénitentiaire que le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des affaires sociales et de l'intégration et le ministre de la santé et de l'action humanitaire ont confié, par lettre en date du 13 avril 1992, une mission d'enquête administrative conjointe à l'inspection générale des ser-

vices judiciaires (IGSJ) et à l'inspection générale des affaires sociales (IGAS).

« Eu égard à l'ampleur du sujet, à l'importance des enjeux, à l'urgence, surtout, de la vérité qu'il s'agit de connaître, les investigations devaient être aussi complètes que possible. Ceci explique que le délai d'un mois qui était imparti aux inspecteurs pour déposer leur rapport ait été prolongé, en fait, d'une part, de la part de la justice, le ministre des affaires sociales et de l'intégration et le ministre de la santé et de l'action humanitaire ont participé, - et, d'autre part, du concours que lui ont apportés les services et les personnes auxquels elles ont eu recours. »

## « L'administration de la santé a failli à sa mission »

« Les collectes de sang en milieu pénitentiaire - pratique ancienne qui remonte à 1954 et à laquelle avaient recouru la plupart des pays voisins de la France ont sans doute débüté à la demande des établissements de transfusion sanguine (ETS), qui ont toujours mis en avant leur nécessité pour satisfaire un besoin de sang grandissant. En fait, si l'on considère que ce type de collecte n'a représenté en onze ans - de 1980 à 1991 - de 0,22 % de l'ensemble des prélèvements de sang, on est conduit à penser que l'intérêt économique qu'elles présentaient en raison de leur facilité à constituer la motivation essentielle des prélèvements.

« Quoi qu'il en soit, les collectes carcérales étaient aussi souhaitées par les détenus pour diverses raisons (rupture de la monotonie de la vie, manifestation de solidarité...) et elles étaient admises par l'administration pénitentiaire (AP) qui voyait en elles un moyen de valoriser l'image de la prison tout en favorisant la réinsertion sociale des condamnés. Il aurait d'ailleurs été difficile pour l'AP de faire obstacle au don du sang qui est un droit attaché à la personne, alors que la privation de liberté s'analyse en une simple restriction de la liberté d'aller et de venir.

« Rien ne permet de penser que l'AP voyait dans les collectes en prison un moyen de maintenir l'ordre dans les établissements ou de fournir une distraction aux détenus et il est démontré que, contrairement à une idée largement répandue, il n'y avait pas de lien entre le don du sang et les réductions de peine.

« En réalité, les collectes constituèrent pour les établissements pénitentiaires une charge importante et une source d'insécurité. C'est sans doute pourquoi une note du 7 août 1963 de l'AP les a limitées à deux par an et par établissement (la réglementation pénitentiaire prévoit un maximum de cinq prélèvements par an pour les hommes).

## Instructions « à contre-temps »

« Fin 1982, à la demande du CTS de Marseille, l'AP a envisagé d'assouplir les restrictions. Le projet de note établi dès cette époque n'a été - pour

des raisons mal connues - signé par M<sup>me</sup> Ezratty que le 13 janvier 1984, dans une formulation qui, contrairement à l'intention initiale de ses auteurs, laissait entendre que l'objectif recherché était l'accroissement du nombre des prélèvements, et sans consultation préalable de la DGS ou de l'IGAS qui, dans le cadre du « décloisonnement » de la médecine pénitentiaire, s'était vu confier l'inspection sanitaire des prisons. Ces instructions étaient manifestement à contre-temps dans la mesure où, le 20 juin 1983, la direction générale de la santé, prenant une position « en pointe » en regard des incertitudes scientifiques sur la transmission du virus du sida avait, par circulaire, recommandé aux ETS de prendre des précautions pour identifier les donneurs à risque - toxicomanes et homosexuels notamment - et de réserver leur sang à la préparation de plasma. Mais l'AP ignorait cette circulaire qui ne lui avait pas été transmise par la DGS. Ceci peut s'expliquer en premier lieu par le fait que le lien prison-toxicomanie n'était pas encore aussi évident qu'aujourd'hui, en second lieu par le fait qu'il appartenait aux ETS responsables de la qualité des collectes d'appliquer partout les recommandations de prudence qu'ils avaient reçues et d'écarter les donneurs à risque. L'AP n'avait, par ailleurs, reçu aucune information de quiconque susceptible de la conduire à mesurer l'opportunité de son initiative. Il est donc difficile de la considérer comme fautive. En tout état de cause, il n'est pas démontré que la note ait eu un impact évident puisque l'on constate en 1984 une quasi-stabilité du nombre des collectes et du volume des prélèvements en prison par rapport à 1983.

« En revanche, il est certain que les collectes en prison, qui ont cessé globalement au cours du deuxième trimestre 1985, se sont prolongées tardivement, même jusqu'en août 1991 dans un EP à Saint-Denis de La Réunion, et ont eu un impact important sur la contamination. Pour l'année 1985, première année à partir de laquelle, les dons étant testés, on peut effectuer un calcul, il apparaît que 25 % de l'ensemble des unités

contaminées prélevées en France provenaient des prisons (qui n'ont fourni que 0,37 % du sang prélevé dans toute la population française en 1985), chiffre nettement supérieur à celui des collectes dans les rues de Paris, autre lieu à risque, qui n'était néanmoins pas négligeable puisque de l'ordre de 14 %.

« Il est indiqué que ces chiffres concernent des unités contaminées et non la proportion des personnes contaminées.

« Au cours de la journée d'étude de la Société nationale de transfusion sanguine (SNTS) du 29 février 1984, dont les travaux seront publiés en septembre 1984 dans une revue spécialisée de la transfusion sanguine, le danger des collectes carcérales du fait notamment du virus de l'hépatite, dont sont fréquemment porteurs les toxicomanes, apparaît pour la première fois. Il est également signalé que certains ETS ont cessé de collecter en prison et que la circulaire de la DGS de 1983 est mal appliquée.

« La commission consultative de transfusion sanguine (CCTS), qui joue un rôle de conseil du ministre de la santé et dans laquelle siègent des directeurs d'ETS qui prélèvent des dérivés, n'évoque cependant pas le problème des prisons au cours de sa réunion, le 22 novembre 1984, qui suit la publication de la journée d'étude de la SNTS. Les débats se portent que sur les mesures à prendre en vue de faire mieux appliquer la circulaire DGS de 1983 : ce sera l'objet d'une nouvelle circulaire de la DGS, en date du 16 janvier 1985, qui - fait exceptionnel dans les relations Etat-médecins - évoque la possible mise en jeu de la responsabilité des ETS qui n'appliqueraient pas les dispositions de la circulaire du 20 juin 1983.

« Certes, les communications présentées lors de la journée d'études de la SNTS et les connaissances scientifiques de l'époque ne fournissent pas les certitudes nécessaires pour conduire à une suspension des collectes dans les établissements pénitentiaires. Mais l'occasion a été manquée par la CCTS d'étudier le problème en vue d'avancer sa solution.

« Le danger des collectes en prison ne sera examiné sur un plan administratif que le 7 juin 1985. Ce sera à l'initiative de M<sup>me</sup> Ezratty, qui vient d'être alertée par le docteur Espinoza. Elle le fait dans le cadre d'une réunion restreinte à laquelle elle convie le docteur Brunet, de la DGS, l'IGAS et le docteur Clavel, de l'Institut Pasteur.

« Le professeur Roux, DGS, à qui le docteur Brunet propose à l'issue de la réunion d'adresser une circulaire aux ETS pour leur demander de suspendre les collectes jusqu'à la mise en œuvre du dépistage systématique, répond que les ETS sont « majeurs, compétents, responsables » ; qu'il leur appartient de décider et qu'il y a lieu de leur laisser toute liberté d'appréciation.

« La question sera débattue trois jours plus tard, le 10 juin 1985, devant le Comité santé-justice (CSJ) auquel, en dépit de l'invitation de M<sup>me</sup> Ezratty, le docteur Roux n'assiste pas. Il est décidé que les collectes en prison ne seront pas suspendus mais que les ETS seront sensibilisés téléphoniquement par la DGS sur leur danger. La DGS dit l'avoir fait.

« Le 20 juin 1985, la CCTS se réunit. Elle aborde pour la première fois, à l'initiative du docteur Brunet, le problème des collectes en prison et décide que l'ADTS et la SNTS adresseront une lettre commune aux ETS pour leur recommander plus grandes précautions lors des collectes en établissements pénitentiaires qu'il est de leur responsabilité d'éviter dans la mesure du possible.

« Le 20 juin 1985, M<sup>me</sup> Ezratty et le docteur Roux sont alertés par un rapport du docteur Espinoza sur l'importance du nombre des sujets à risque dans la population de la maison d'arrêt de Fresnes.

« Le 1<sup>er</sup> juillet le CSJ se réunit à nouveau. Le danger des collectes en prison fait l'objet d'un débat, mais il n'est pas décidé de les arrêter. Il est indiqué toutefois qu'elles doivent être entourées de précautions et que celle qui est prévue le 12 juillet au grand quartier de Fresnes n'aura lieu que dans la mesure où elle peut être accompagnée d'un dépistage systématique.

« C'est précisément ce dépistage

systématique qui fera apparaître que les collectes de sang doivent impérativement cesser, alors que l'on pouvait penser jusque-là, compte tenu des connaissances de l'époque, qu'un crible clinique sérieux joint au dépistage biologique dont la mise en œuvre systématique était imminente, était de nature à écarter les donneurs à risque même dans les prisons.

« Le deuxième rapport que le docteur Espinoza établit le 26 juillet 1985 démontre en effet que le dépistage clinique n'est pas fiable, que le dossier médical pénitentiaire ne constitue pas un filtre satisfaisant, que le dépistage biologique, enfin, ne peut être considéré comme efficace à 100 %, et que pour toutes ces raisons le CTS de Créteil a décidé de suspendre les collectes en prison et d'informer les autres ETS de l'île-de-France.

« Ce rapport a été communiqué aussitôt au docteur Roux et à M<sup>me</sup> Ezratty. Les informations qu'il contient seront consignées dans des courriers adressés par le docteur Duedari à M. Hervé et à M. Clavel, conseiller au cabinet du premier ministre, le 2 août 1985.

« M<sup>me</sup> Ezratty réagit aussitôt en téléphonant et faisant téléphoner aux DRS pour leur demander qu'ils ne puissent pas prêter aux collectes. Personne n'a souvenir de ce message, dont la mission a cependant recueilli plusieurs indices attestant l'existence.

« Le docteur Roux se prend aucune décision d'arrêt ni même aucune décision dans l'immédiat.

## Un passage « censuré »

« Au mois de septembre, la DGS établit un projet de circulaire sur l'interdiction des collectes de sang destinée aux DDASS et DRASS dans lequel elle insiste sur les précautions à prendre lors des collectes dans les prisons, dont elle n'envisage pas, par conséquent, l'interdiction.

« Ce passage est censuré par M. Weisselberg, conseiller technique, M. Rimareix, directeur du cabinet de M. Hervé, qui pensent qu'il n'ont pu le faire qu'après avoir eu un contact avec le cabinet du garde des sceaux et à la demande de celui-ci. Le cabinet du garde des sceaux le conteste en faisant observer qu'il n'aurait eu aucune raison de faire obstacle à ce qui était envisagé par la DGS.

« M. Roux indique qu'à l'automne 1985 il a proposé à M. Hervé, qui n'a pas souhaité donner suite, qu'un arrêté interministériel soit pris pour interdire les collectes en prison. M. Hervé n'a conservé aucun souvenir de cette suggestion.

« Le 7 novembre 1985, la CCTS débat à nouveau du problème des prisons. La discussion débouche sur l'envoi par l'ADTS et la SNTS aux ETS d'une lettre commune leur « recommandant très fermement » de cesser les collectes de sang dans les prisons, cette interdiction n'existe toujours pas aujourd'hui.

« Sous l'effet conjugué des mises en garde téléphoniques formulées par la DGS en exécution des décisions du CSJ du 10/6/1985, du message téléphonique de l'AP transmis par le docteur Brunet, et de la lettre commune des services pénitentiaires, des lettres communes ADTS-SNTS, enfin, du 20 juin 1985 et de novembre 1985, les ETS arrêtent massivement de collecter en prison à partir des mois de juillet et août. Certains poursuivront néanmoins, sans susciter de contestation des administrations pénitentiaires et de la santé leur activité, dont les conséquences sur la contamination seront toutefois réduites puisque le dépistage systématique, entré en vigueur le 18/8/1985, permet d'éliminer la plupart des dons séropositifs.

« L'exposé des événements qui précèdent appelle sur le rôle des intervenants concernés les appréciations suivantes :

« Les ETS ont disposé, au fil du temps, par les constatations qu'ils pouvaient faire eux-mêmes et par la diffusion de certaines connaissances scientifiques auxquelles il devaient être particulièrement attentifs, d'informations qui auraient dû les amener beaucoup plus tôt, et notamment dès la fin de l'année 1984, à cesser de collecter en prison. Certains l'ont d'ailleurs fait. Ceux qui ont poursuivi après le mois de novembre 1985 sont inexcusables. (lettre de l'ADTS/SNTS).

« Par ailleurs, la contamination

par le sang collecté dans les prisons avait sans doute été bien moindre si les prescriptions des circulaires du 20/6/1983 et du 13/1/1985 de la DGS avaient été appliquées strictement, mais certains centres ne les ont pas prises au sérieux.

« La CCTS, où siègent pourtant de hauts spécialistes de la transfusion et des directeurs d'ETS, n'a pas perçu aussi tôt qu'elle aurait pu et aurait dû les véritables dimensions du problème des collectes en prison. Les positions qu'elle a prises traduisent ses hésitations et son manque de fermeté.

« L'administration de la santé a pris en 1983 et au début de 1985 une position de pointe qui contrastait avec son retard par la suite. En particulier, en n'adressant pas, notamment aux ETS des instructions officielles pour faire cesser les collectes, mesure qui s'imposait de manière incontournable au début du mois d'août 1985, elle a failli à sa mission.

« L'administration pénitentiaire a fait preuve de rapidité pour souligner le problème des collectes en prison dès qu'elle a eu connaissance de son importance, par le docteur Espinoza. Elle n'est pas intervenue pour que les collectes se poursuivent et s'en est remise jusqu'au mois de juillet 1985 aux avis qui étaient exprimés dans le cadre du Comité santé-justice, où siégeaient des médecins. Lorsqu'elle a, fin juillet 1985, que ces collectes devaient impérativement cesser, elle a fait passer un message en ce sens aux établissements pénitentiaires en utilisant la voie téléphonique, car elle estimait qu'en donnant des instructions écrites qui seraient inamoviblement parvenues à la connaissance du personnel et des détenus, elle aurait entériné l'attention sur le niveau de séropositivité des prisons, suscité une crainte de contagion et accentué un mouvement de panique qui s'était déjà manifesté au début de l'été.

« Il lui est fait grief d'avoir choisi la voie téléphonique, qui était insuffisante au regard des enjeux en cause. Néanmoins, la mission, prenant en considération la situation à laquelle M<sup>me</sup> Ezratty devait faire face et le fait qu'un message à tout de même été délivré par elle, considère cette

## ...et celle de MM. Rimareix et Weisselberg

« Le rapport nous a été communiqué le jeudi 5 novembre avec prière de remettre nos observations le vendredi 6 novembre. Le temps très court imparti ne nous a pas permis de procéder à une analyse détaillée, ce qui affaiblit le caractère contradictoire du rapport final.

« Nous le regrettons d'autant plus vivement qu'une note d'étape dont nous n'avons pas été destinataires s'est trouvée très largement diffusée et commentée par les médias le mercredi 4 novembre.

« Cette fuite, les présentations sans appel qui ont été faites, ne font qu'ajouter au malaise qui entoure le dossier.

« Nous voulons faire quelques remarques :

« - Le Comité santé-justice n'a jamais proposé d'interdire la collecte de sang dans les prisons ; cette interdiction n'existe toujours pas aujourd'hui ;

« - Nous notons une différence de traitement selon qu'il s'agit de l'administration de la justice ou de celle de la santé. Cette différence d'attitude nous paraît d'autant plus choquante qu'elle a été toujours en entre ces deux administrations, comme le note d'ailleurs le rapport, une étroite coopération et une réelle compréhension, même si l'appartenance des débats ont été parfois vus.

« Les rapporteurs se trompent lorsqu'ils écrivent page 166 que M. Roux et M<sup>me</sup> Ezratty ont pensé que la mise en place du dépistage garantirait contre tout sida post-transfusionnel. La circulaire du 2 octobre 1985 prouve exactement le contraire : « La mise en place de la détection systématique des anticorps anti-LAV sur chaque don de sang ne se substitue en aucune façon aux mesures d'exclusion du don qui restent en vigueur... »

« Cette circulaire vise expressément celle du 20 juin 1983 (complétée par celle de janvier 1985) qui a recommandé aux établissements de

défaillance comme secondaire par rapport à celles dont la DGS est responsable.

« L'attitude du conseiller technique du premier ministre, qui n'a pas gardé souvenir du courrier du docteur Duedari et pense qu'il a dû le transmettre à la DGS, n'appelle pas de critique particulière dans la mesure où ce courrier ne concernait pas un arbitrage interministériel et faisait état d'un processus administratif en cours.

« Aucune disposition n'a été prise pour mettre en place un dispositif de contrôle de l'exécution des recommandations ou décisions qui avaient été prises concernant les collectes en prison. Les quelques informations qui sont remontées jusqu'au niveau central et dont il résultait que les collectes se poursuivaient au-delà de l'été 1985 ont été négligées.

« Les enquêtes internationales lancées par la mission n'ont obtenu que peu de réponses. On peut cependant considérer que la France n'est pas le seul pays européen à avoir poursuivi les collectes en milieu pénitentiaire, et rares sont les pays dans lesquels existent des instructions écrites officielles interdisant ou réglementant les collectes auprès des détenus.

« Les défaillances ou insuffisances qui précèdent ont été favorisées par des causes structurelles, à savoir notamment :

« - Une conception des relations Etat-médecins qui fait une place trop grande à la liberté et à l'indépendance médicale lorsque se pose un problème de santé publique ;

« - Un manque de crédibilité, de légitimité et de moyens de la DGS ;

« - Une organisation de la transfusion sanguine qui ne facilite pas la circulation de l'information entre les ETS et entre ceux-ci et la DGS, et qui est fondée sur l'indépendance des centres ;

« - Une organisation sanitaire des prisons qui n'assure l'échange d'informations ni entre les médecins des établissements ni entre ceux-ci et l'administration centrale, et un manque de moyens qui ne met pas toujours les médecins pénitentiaires en mesure de bien remplir leur mission.

transfusion sanguine d'écarter du don de sang les personnes appartenant aux populations à risque ;

« - Il n'était pas proposé dans le projet de circulaire la suppression ou la suspension des collectes de sang dans les prisons ;

« Le cabinet a corrigé les dispositions qui précèdent que des précautions devaient s'appliquer de la façon la plus stricte dans les établissements pénitentiaires ; il a en fait estimé que ce paragraphe risquait de focaliser la vigilance des établissements de transfusion sanguine sur les seules prisons qui n'étaient malheureusement pas les seuls endroits à risque. Faut-il-il par exemple aussi dresser la liste de tous les quartiers « chauds » des grandes villes ?

« - Il nous paraît nécessaire de prendre des précautions aussi strictes pour les collectes dans un certain nombre d'endroits chauds dans la mesure où, avec la majorité des experts, nous pensons que la mise en place récente du dépistage obligatoire sur les dons de sang n'a pu éviter un afflux de donneurs à risque dans un certain nombre de quartiers.

« En résumé, le rapport ferme des recommandations générales sur les précautions à prendre pour exclure du don du sang les personnes à risque que nous a paru la formule la plus efficace :

« - Enfin, nous ne pouvons accepter l'affirmation péremptoire des rapporteurs selon laquelle l'indépendance de la Santé a failli à sa mission. Nous tenons à souligner avec force qu'il y a à la Direction générale de la santé, à tout niveau de responsabilité, des hommes et des femmes compétents et responsables, tout entiers dévoués à leur mission. Dans un contexte médical et scientifique en constante et rapidement évolutive, leur action a souffert du manque de moyens, tant financiers qu'au niveau de l'expertise. »

La réponse de M<sup>me</sup> Ezratty...

« Compte tenu de la brièveté du délai qui m'a été imparti et sous réserve d'éléments nouveaux qui résulteraient d'observations formulées par d'autres personnes auxquelles le rapport a sans doute été également communiqué, je n'ai pas de contestation majeure à élever sur le déroulement des faits pendant la période où j'étais directeur de l'administration pénitentiaire, tel qu'il a été relaté avec beaucoup de précision par les inspecteurs.

« Je ne souhaite pas davantage faire de commentaires, dont le résultat serait une vaine polémique, sur l'action des services de la santé et des établissements de transfusion sanguine qui collectaient le sang en prison.

« Je me bornerai donc aux quelques observations suivantes :

« I. - Le rapport confirme (pages 15 à 24) que ni l'administration pénitentiaire ni les détenus qui s'y prélassaient ne tiraient avantage des collectes de sang ; que ces dernières étaient, pour les personnes, une charge ainsi qu'une source d'insécurité ; que, par ailleurs, le don du sang n'avait aucune incidence sur les réductions de peines accordées aux condamnés.

« L'administration pénitentiaire ne peut que se montrer satisfaite de voir ainsi établie aux yeux de tous la réalité du but qu'elle poursuivait en autorisant depuis de très nombreuses années les collectes de sang dans les prisons : participer à la mission nationale de collecte de sang et ne pas exclure les personnes incarcérées d'une action de solidarité.

« II. - Je tiens à rappeler que l'administration pénitentiaire n'était et n'a jamais été elle-même collecteur, ce rôle étant exclusivement assumé, comme dans les autres collectivités où se pratique le don du sang, par les établissements de transfusion sanguine. Ainsi la sélection sanitaire des donneurs, les opérations de collecte et, bien entendu, l'utilisa-

tion et la distribution des produits recueillis relevaient de la seule responsabilité de ces établissements.

« C'est dans ce contexte que doit être appréciée la portée de la note adressée aux directeurs d'établissements pénitentiaires, purement interne à mon administration, que j'ai signée le 13 janvier 1984 pour réduire, conformément aux souhaits exprimés par plusieurs ETS, les restrictions apportées par d'anciennes circulaires à la venue de centres collecteurs - et ce, dans les limites prévues par le code de la santé publique.

« Il va de soi que si l'administration pénitentiaire avait, à l'époque ou même postérieurement, été informée par les autorités sanitaires compétentes sur les risques nouvellement apparus, elle n'aurait pas manqué de leur poser la question du maintien des collectes de sang dans les prisons, ainsi qu'elle l'a fait en juin 1985 lorsqu'elle a été saisie du problème par l'un de ses médecins (voir rapport page 148).

« III. - Je m'élève fermement contre le grief qui m'est fait d'avoir choisi, en août 1983, la voie téléphonique - au lieu de donner des instructions écrites - pour demander aux directeurs des services pénitentiaires de ne plus se prêter aux collectes (voir rapport page 164).

« Il résulte en effet des propres constatations du rapport que la DGS, dûment informée de la situation, avait choisi de s'abstenir d'intervenir, par voie d'instructions générales, les prélèvements de sang dans les prisons.

« J'estime donc injuste, dans ce contexte, le reproche de « défaillance » même qualifiée de « secondaire » fait par les auteurs du rapport, alors même que j'ai réagi avec toute la célérité nécessaire ainsi qu'ils l'ont par ailleurs souligné, bien que n'ayant ni pouvoir ni autorité en matière de santé publique. »



## CONTAMINÉ

## Un président « indigné »

Suite de la première page

M. Mitterrand a exprimé son « indignation » au sujet de « la campagne électorale, immorale, quasiment hystérique contre les hommes politiques », déclenchée à propos de cette affaire. Il a invité les membres du gouvernement à répondre fermement à cette campagne. En second lieu, le chef de l'Etat a livré son analyse de l'affaire : à ses yeux « c'est un drame qui découle, entre autres, d'une erreur d'appréciation de la collectivité médicale et de sa lenteur de décision ». La conclusion du gouvernement a été formulée au moment des faits et sans ambiguïté : « Personne, à l'époque, n'a dit, n'aurait fait mieux ».

Les critiques de MM. Lang et Joux, adressées à M. Kouchner après la présentation par ce dernier de son projet de loi sur la réorganisation de la transfusion sanguine, portaient sur l'opportunité de l'annonce de cette réforme au moment où la polémique fait rage. En fait, les deux ministres, qui ont en commun d'avoir appartenu à l'équipe gouvernementale en place dans les années 1984-1985, reprochaient à leur collègue de la santé — qui n'est arrivé, lui, qu'en 1988 au gouvernement et qui n'a été chargé de ce secteur qu'en avril dernier — de manquer à la solidarité envers ses prédécesseurs en mettant en cause « le laxisme, l'irresponsabilité et la légèreté des responsables de l'époque » (le Monde du 3 novembre).

## Le rôle de M. Kouchner

M. Mitterrand ne partage pas cette appréciation. Il croit, au contraire, le ministre de la santé et de l'action humanitaire d'avoir été le premier à dire au monde médical qu'il a sa propre part de responsabilité dans ce drame. On ajoute, à l'Elysée, que la création de l'Agence française du sang (le Monde du 5 novembre) est une réforme qui avait été demandée en vain aux

ministres responsables de la santé dans le gouvernement de M. Edith Cresson : il avait été indiqué à M. Kouchner, en avril dernier, qu'elle devait constituer une priorité.

La personnalité du ministre de la santé et de l'action humanitaire représente à l'évidence, pour M. Mitterrand, un atout majeur pour l'effort de communication que le pouvoir doit mener afin de dissiper les ambiguïtés, d'éclaircir les zones d'ombre, d'identifier les responsabilités, bref, de rétablir un minimum de confiance. Cela ne peut suffire, néanmoins, et M. Mitterrand approuve pleinement le soulèvement notamment par MM. Laurent Fabius et Michel Rocard, de faire en sorte que les Français n'aient pas le sentiment qu'une impunité à toute épreuve est accordée aux responsables politiques. Aussi souhaite-t-il aboutir, d'une manière ou d'une autre, à ce que les anciens ministres mis en cause le soient non plus dans le seul débat alimenté par les révélations de la presse, mais dans les formes juridiques d'un procès, au terme duquel leur culpabilité ou leur innocence puisse être clairement établie.

Sur la méthode qui permettra d'y parvenir, en revanche, le président de la République ne s'est pas fait, en fin de semaine, une religion. On considérera, à l'Elysée, que plusieurs voies s'offrent pour contourner l'obstacle politique que constitue la procédure de la Haute Cour en son état actuel. Celle-ci, en effet, confiée aux parlementaires, et la mise en accusation éventuelle d'anciens ministres devant cette juridiction, et leur jugement le cas échéant. L'intérêt des anciens responsables gouvernementaux concernés, celui du monde politique dans son ensemble et l'attente des citoyens sont, comme l'a répété M. Fabius, vendredi 6 novembre, sur France-Inter, que la justice fasse rapidement son œuvre, ce que la procédure parlementaire ne garantit pas.

Dans ces conditions, il est possible soit de réviser la Constitution,

comme l'a proposé M. Fabius, afin de confier aux tribunaux ordinaires le jugement des ministres hors les cas de haute trahison ; soit, comme le propose le groupe centriste de l'Assemblée nationale, de substituer à la Haute Cour, pour les affaires « ordinaires », une juridiction composée de magistrats de la Cour de cassation ; soit — c'est l'idée de M. Rocard — de modifier, par une simple loi organique, la procédure de mise en accusation, qui serait transférée aux magistrats, tandis que le jugement resterait la tâche de la Haute Cour ; soit, enfin, comme l'avait suggéré M. Georges Vedel dans nos colonnes (le Monde du 31 octobre), de laisser à la Cour de cassation elle-même le soin d'inverser sa jurisprudence en renvoyant devant les tribunaux ordinaires les anciens ministres mis en cause.

## Une commission d'enquête parlementaire

Les suggestions de M. Fabius et des députés centristes ont en commun de nécessiter une révision constitutionnelle. L'initiative de celle-ci appartient, pour être menée à bien par la voie du Congrès et non du référendum, au président de la République sur proposition du gouvernement. M. Pierre Bérégovoy a considéré, jusqu'à maintenant, qu'il ne devait s'engager — et avec lui le chef de l'Etat — dans une telle révision qu'à condition d'être assuré d'un consensus parlementaire. Or celui-ci est loin d'être acquis.

Outre que le RPR tient au bénéfice politique, présumé durable, de voir M. Fabius, M. Georges Vedel et M. Edmond Hervé traduits devant la Haute Cour telle qu'elle existe aujourd'hui, M. René Monory, président du Sénat s'est vivement démarqué de ses amis centristes de l'Assemblée nationale en expliquant, vendredi sur Europe 1, « que de temps en temps il parait le nez au vent et qu'il s'agit de l'apercevoir qu'il y a un obstacle ». « Un pays en bonne santé ne cherche pas à changer sa Constitution quand il y a un problème », a ajouté M. Monory, précisant qu'à ses yeux « le climat politique actuel, obtenu une majorité des trois cinquièmes [au

Congrès] est presque impossible ». Il sera difficile, en tout état de cause, au président de la République, de justifier l'engagement d'une procédure de révision constitutionnelle portant sur la seule Haute Cour, et cela un an après avoir lui-même annoncé pour la fin de 1992 un « toilettage » de la Constitution beaucoup plus ambitieux, puisqu'il devait inclure la durée du mandat présidentiel, les pouvoirs du Parlement et le statut de la magistrature.

Une possibilité s'offre à M. Mitterrand. Elle lui avait été suggérée, il y a un an, par M. Edouard Balladur. Elle consiste à mettre en place un comité consultatif constitutionnel, réunissant des responsables de la majorité et de l'opposition qui travailleraient, comme cela avait été le cas pour la Constitution elle-même en 1958, à un projet de réforme consensuel, qui pourrait être soumis à un référendum, soit au Parlement réuni en Congrès, après les prochaines élections législatives. Cette solution pourrait permettre d'apurer le débat sur les institutions du contentieux politique dont il est actuellement grevé.

La perspective d'une telle démarche pourrait-elle rendre possible un règlement, également consensuel, de l'affaire du sang contaminé ? Rien n'est moins sûr, mais une initiative devrait être prise, à aussi, la semaine prochaine, afin d'établir un lien d'expression parlementaire des interrogations et des soupçons que nourrit ce drame. A l'initiative de M. Fabius, en effet, les socialistes demanderont la création à l'Assemblée nationale d'une commission d'enquête parlementaire, qui aurait tout pouvoir d'investigation, et devant laquelle l'ensemble des responsables — politiques, médicaux et fonctionnaires — seraient amenés à s'expliquer. Les auditions publiques, les déclarations autorisées pour de telles commissions, permettraient aux citoyens de s'informer le plus directement possible des déclarations et des positions des uns et des autres. La sanction, si elle doit suivre, sera alors politique, et non judiciaire.

PATRICK JARREAU

## Cherchez l'irresponsable

Suite de la première page

A cette époque il apparaît que la maladie peut être transmise par le sang. L'information prend un certain temps à se diffuser dans le milieu médical, puis est généralement admise en mai 1984 ;

2) Dès juin-juillet 1983 on relève un nombre élevé d'anomalies du système immunitaire chez des hémophiles français, et trois cas de patients probablement infectés sont signalés chez des hémophiles hétérosexuels parisiens. Certes, à l'époque, on peut penser que la séropositivité n'entraîne pas nécessairement la maladie elle-même, mais on sait qu'elle en comporte un risque ;

3) Le virus peut être inactivé par le chauffage du sang ; la démonstration est en outre à partir d'une étude réalisée en mai 1984 après qu'une vingtaine de jeunes hémophiles italiens, qui ont reçu des produits chauffés, se sont révélés tous séronégatifs ;

4) Des produits chauffés peuvent être à la disposition des hémophiles français afin de « réduire la contamination virale ». Ils sont proposés par lettres de la firme américaine Travenol-Hyland des 4 et 10 mai 1983 aux docteurs Allain et Garretta.

De plus, les services centraux de l'administration ont, à diverses reprises, reçu des informations alarmantes, notamment celles des docteurs Lebovitch (hôpital Poincaré) et Pison (hôpital Cochin), qui diffusent sans effet notable les résultats d'une enquête terminée fin 1984, puis alertent l'Assistance publique et la Direction de la santé en février 1985. L'information est connue désormais fin 1984 début 1985, mais tout se passe comme si ses conséquences étaient mises entre parenthèses jusqu'à l'été 1985. De fait, les avertissements et alarmes qui viennent tous les jours de la périphérie du système de santé, c'est-à-dire de médecins et chercheurs qui travaillent en hôpital au contact des hémophiles, ne sont arrivés au cœur du système qu'à force de se multiplier et au terme d'un temps considérable.

## Le problème moral occulté

Et bien qu'il soit possesseur de la quadruple information, le docteur Garretta donne l'ordre au début de l'été 1985 de vendre le stock de produits non chauffés jusqu'à épuisement, prenant en toute conscience une décision qui se révèle fatale pour une grande part des hémophiles encore séronégatifs qui recevront des produits non chauffés.

Il y a donc eu, d'une part, une large résistance passive à l'informa-

tion vitale, puis un acte du docteur Garretta qui prend la décision de continuer à vendre les produits non chauffés.

Les causes de la résistance passive à l'information qui dérange sont intrinsèques à l'organisation technobureaucratique, c'est-à-dire à la machine administrative médicale de la santé publique. D'une part, la bureaucratie avec ses piliers hiérarchiques et sa répartition des tâches stoppe ou freine l'arrivée de l'information aux sommets qui décident. D'autre part, la spécialisation morcelée les problèmes et en compartimentant les fragments, ce qui fait que les experts, responsables d'un seul secteur, se sentent irresponsables de l'ensemble. Enfin, les commissions, si utiles en principe pour soulever les débats, jouent dans le monde technobureaucratique un rôle qui dissout la responsabilité dans le vote collectif anonyme. Ainsi, l'univers technobureaucratique transforme les individus qui lui sont soumis en données quantifiées anonymes, et il tend à susciter des décisions anonymes.

En bref, la technobureaucratie de la santé occulte le problème moral et dissout le problème global. Ajoutons que la présence de médecins dans le complexe administratif médical fournit à l'incertitude la justification d'un « doute » scientifique. Autant, dans le cas d'une recherche scientifique, une seule expérience, une seule enquête ne suffisent pas, et demandent à être confirmées par d'autres expériences ou enquêtes, autant dans une affaire concernant vie et santé, le fait de négocier une expérience ou une enquête signalant un danger amène à différer les plus élémentaires mesures de prudence.

Le « doute scientifique », la nécessité d'avoir plusieurs rapports, confirmations, etc., sont ici de véritables anesthésiques qui diffèrent les mesures nécessaires de prudence. Le doute ici favorise l'inaction et non la précaution. La « prudence scientifique » va justifier la cécité. La collecte du sang et l'usage imprudent puis impudent des produits non chauffés vont se poursuivre.

La machine de médecins dans l'administration de la santé procure à celle-ci une immunité particulière. La solidarité entre confrères, et plus largement une solidarité de caste, feront que seuls quelques médecins isolés s'élèveront contre une administration dirigée par des confrères. Pas une tribune libre dans la presse, pas un seul article au vitriol de la part d'une de ces sommités médicales toujours vigilantes pour dénoncer l'incertitude des politiques ou un scandale extra-médical. Le Comité national d'éthique est muet devant ce problème qui apparemment ne

lui est pas soumis. En même temps l'argent va jouer son rôle dans cette affaire : l'argent d'Etat, c'est-à-dire les budgets pré-établis qu'il est si compliqué de modifier, à moins d'espérer les conseils d'auto-suffisance économique pour ce qui est devenu une industrie du sang ; l'argent de l'intérêt personnel ou social avec la création ultérieure des sociétés-bidons relevant d'Espace-Vie, avec fortes rémunérations pour les présidents, secrétaires généraux, directeurs, etc. d'administrations ; l'argent du bénéfice ou du non-bénéfice avec l'exportation des produits mortels.

Et dans ce cadre la poursuite d'une carrière honorifique et lucrative pousse le haut administrateur-médecin ambivalent et peu tourmenté par le syndrome de culpabilité — en l'occurrence le docteur Garretta — à fermer les yeux sur lui-même et sur les hémophiles pour apparaître en administrateur moderne et d'élever un top niveau de son nombrilisme.

## Criliser la bureaucratie

Tout cela est possible en 1985 sans scandale ni même remous : les victimes constituent une minorité dispersée, ne disposant d'aucun lobby politique ou autre. Les inquiétudes des malades sont apaisées par les médecins rassurants. Les familles sont calmes car les administrateurs assurent que l'administration ne peut pas imaginer que l'élite de la santé puisse être capable même de négligence. Ainsi les hémophiles peuvent mourir individuellement. Le forfait est indiscutable. Il a fallu, quelques années plus tard, alors que tout aurait dû être igné, l'irruption de la presse pour soudain le dévoiler.

## Responsabilité

Qui a décidé ? Le docteur Garretta est le ministre : il signe. Mais il signe les documents qu'on lui propose et la décision est derrière le ministre, occulte : les conseillers et, derrière, les hauts administrateurs, le directeur du Centre national de la transfusion sanguine (Michel Garretta), son collaborateur (Jean-Pierre Allain), qui ne dictent pas les consignes saluaires à tenir, mais donnent au début de l'été 1985 une consigne fatale, le directeur général de la santé Jacques Roux (qui n'empêche rien) et tant d'autres médecins, contrôleurs, administrateurs, membres des commissions, qui se gardent d'intervenir dans une affaire qui ne les concerne pas stricto sensu, mais sur laquelle ils ont ou auraient dû avoir une opinion personnelle.

Autour des docteurs Garretta et Allain, un gigantesque halo de silence, de laxisme, de cynisme, et même de complaisance contre-révolutionnaire. En ce jour de tout cela, un système technobureaucratique qui résiste à toute modification qui altérerait et perturberait les rouages de

sa machine. Une « raison d'Etat » qui ignore les rôles hémophiles, qui nécessite l'équilibre budgétaire et l'auto-suffisance nationale en sang de transfusion.

Oh est la responsabilité ? Certes le docteur Garretta est l'actif responsable pour juillet 1985, mais il est auparavant un inactif responsable et autour de lui y a une diffusion puis une dilution, une anonymisation de la responsabilité. Les passifs responsables-irresponsables font le gros dos et se font oublier. Finalement, tous les responsables-irresponsables sont heureux que le tribunal concentre la punition sur Garretta, qui des lors victime expiatoire, va se faire rentier par l'Ordre des médecins. Sacrifié par la « nomenclature » technomédicale et politique, Garretta protège ses positions et n'annule nullement aux yeux de l'opinion sa responsabilité, mais la légèreté de sa peine révèle le besoin de châtier qui surgit dans chacune des occasions où il y a eu morts en série de victimes innocentes. On veut du coupable, on veut des coupables, et au plus haut niveau, c'est-à-dire politique.

Or, il y a un profond déphasage entre le caractère anonyme et dilué de la responsabilité dans la sphère politico-technobureaucratique médicale, et le besoin d'une responsabilité personnelle et bien localisée, qui vient d'un atroce malheur vécu et d'une demande psychologique collective.

Ici, il faudrait dire courageusement à tous, y compris aux victimes et à leurs familles, qu'ils sont victimes d'une machine qui détruit la responsabilité, et qu'il faudrait trouver réparation, non pas dans le châtiment de « meurtriers », mais dans l'invention de dispositifs de protection dans et contre la machine afin qu'elle ne puisse commettre l'irréparable dans son propre fonctionnement, lequel entretient inconscience, irresponsabilité, laxisme et enfin cynisme :

a) Un dispositif de vigilance-alerte apte à capter toute information annonçant un danger nouveau ;

b) Un dispositif destiné à concevoir les problèmes globaux et à contrôler les processus dans leur ensemble.

La machine a déjà causé des souffrances innombrables (le sang contaminé n'est qu'un cas, hélas exemplaire). C'est un travail civilisationnel de longue haleine que de civiliser la bureaucratie. Mais sans doute pour cela il faudrait, au lieu de faire de la politique et du diagnostic au jour le jour, essayer de réfléchir à ces problèmes et tenter de penser : « Travailler à bien penser, voilà le principe de la morale », disait Pascal. C'est du moins ce qui éviterait à la morale d'être diouffie.

EDGAR MORIN

## SOCIÉTÉ

92 11

## SPORTS

TENNIS : le tournoi de Paris-Bercy

## Guy Forget maître du suspense

Les demi-finales du tournoi open de tennis de Paris-Bercy devaient opposer, samedi 7 novembre, l'Allemand Boris Becker, qui a éliminé le numéro un mondial Jim Courier (7-6, 6-3), au Croate Goran Ivanišević, vainqueur de l'Américain David Wheaton (6-4, 6-3). Guy Forget, qui a éliminé le Suédois Stefan Edberg (6-7, 7-6, 6-4), devait rencontrer le Suisse Jakob Hlasek, qualifié après le forfait d'Henri Leconte, victime d'une déchirure du tendon d'Achille.

Guy Forget revient de très loin. Mercredi, contre son compatriote Olivier Delaite, il a bien manqué d'être éliminé dès le premier tour de l'open de Paris, victime de trois balles de match qu'il a finalement esquives avec un sang-froid de zébu. Jeudi, le héros se reposait en disposant facilement d'Arnaud Boesch. Vendredi, Guy Forget a récidivé dans le suspense et le miracle.

Métié d'une manche à rien et quatre jeux à zéro, il a été secouru par sept fois de perdre le cinquième set du deuxième set face à un Stefan Edberg survolté. Mais Forget s'est rebiffé. Front baissé, mâchoire serrée, il a tenu bon, histoire d'éviter la correction promise et effectuer pour le moins une sortie honorable. Un ace par-ci, un retour sur la ligne par-là, des courses de sprinter pour renvoyer les traits inaccessibles. Forget a consciencieusement rematé la pente. A cinq jeux à quatre et deux balles de match contre lui, il savait la débâcle évitée. Il pourrait quitter le court le tête haute.

Mais la victoire est capricieuse. En dépit de ces deux balles de match, Stefan Edberg n'a pas conclu. Guy Forget a fini par s'adjuger la deuxième manche et a terminé en trombe une partie formidable de frissons, de terreur et d'émotion, portée par un public au bord de l'hystérie.

J'ai essayé de me déstabiliser complètement du score en jouant chaque coup comme une balle de match. Je ne pensais pas gagner cette partie. Le tennis est vraiment un jeu incroyable», commenta le vainqueur encore hébété par l'aventure. Incroyable match, effroyable guerre des nerfs. Elle promet de jouer cauchemars au vaincu. Tour à tour, parfois en duo, les deux adversaires ont joué à leur meilleur niveau. Edberg, tout d'abord, exécutant lors d'un régal sans fausse note son impeccable ser-

vice-voleur ou transparent son adversaire de fulgurants revers croisés. Un délice. Forget, ensuite, envahi par la « pégasse », seule jumelle de celle du tricolore Henri Leconte ; Forget, au talent culotté, flirtant avec les limites d'un court devenu trop grand pour le Sudois.

Il y a un an, le Français avait perdu une telle rencontre, lâché par des vers d'argile. Depuis, il a gagné à Paris son premier grand tournoi. Un mois plus tard, il a apporté le point de la victoire à la France dans la Coupe Davis en battant Pete Sampras. Ces deux exploits ont transformé ce joueur fragile en bloc de confiance. Ce grain, Guy Forget ne l'a pas encore vraiment travaillé. Il n'a gagné qu'un seul tournoi, cette année, à Toulouse. Remportant-l'Open de Paris ? Il ne sait pas. Pour l'instant, il a la tête dans les étoiles, au-delà de toute réalité, comme un miracle qui vient de frôler la mort : « Un match comme celui-ci restera à jamais gravé dans ma mémoire comme une délivrance. Une mémoire que je raconterai à mes petits-enfants ».

BÉNÉDICTE MATHIEU

## Philippe Chatrier raccroche

Après vingt ans de règne à la présidence de la Fédération française de tennis (FFT), Philippe Chatrier a annoncé, vendredi 6 novembre, qu'il ne se représenterait pas pour un seizième mandat lors de l'assemblée générale qui se tiendra les 6 et 7 février 1993.

L'ancien président de la Fédération internationale de tennis, âgé de soixante-quatre ans, invoque des « raisons personnelles ». Il n'est pourtant pas question de retraite pour le président de la FFT. Membre du Comité international olympique depuis 1980, il est chargé de la programmation pour les Jeux olympiques de l'an 2000. Cet épineux dossier sera présenté en septembre 1994 au Congrès olympique de Paris.

## La préparation de la Coupe du monde de football

## Les élus de Seine-et-Marne critiquent le projet de Grand Stade à Nanterre

En défendant vendredi 6 novembre, au cours d'une conférence de presse, leur projet de Grand Stade à Sénart, les élus de Seine-et-Marne ont vivement critiqué le dossier de Nanterre et annoncé qu'ils devaient rencontrer M. Pierre Bérégovoy la semaine prochaine.

Les élus de Sénart (Seine-et-Marne) n'apprécient pas du tout de voir la candidature de Nanterre (Hauts-de-Seine) pour l'implantation du futur Grand Stade « occulter » leur propre dossier. Vendredi 6 novembre, ils ont, une nouvelle fois, présenté leurs arguments, et vivement critiqué à cette occasion le projet défendu le 30 octobre par M. Charles Pasqua, président du conseil général des Hauts-de-Seine (le Monde du 3 novembre). « Pour que M. Bérégovoy décide de désavouer M. Rocard (1), il faudrait que le dossier de Nanterre présente des avantages objectifs par rapport à celui de Sénart, ce qui n'est pas le cas », a déclaré M. Jean-Jacques Fournier, président du Syndicat d'agglomération nouvelle (SAN) de Sénart, au nom des maires des différentes communes concernées.

## Comparaison des coûts

« Le seul argument en faveur d'une telle implantation est sa situation géographique : 12 kilomètres du Châtelet en vingt minutes, contre 30 kilomètres et dix minutes de plus de transport pour se rendre à Sénart », a reconnu M. Fournier. Pour le reste, il a dénoncé le manque de polyvalence du projet de Nanterre : absence de pistes d'athlétisme permanentes et d'équipements d'accompagnement pour les sportifs : « Nanterre a été conçu avant tout comme un parc d'exposition et une salle de spectacles. Équipements qui existent déjà en Ille-

de-France ». Les autoroutes, l'ouverture d'une liaison par RER, et la construction d'une gare TGV d'interconnexion, qui permettront de desservir l'ensemble du pays, sont, par contre, aux yeux de M. Fournier, des atouts plus importants que les « facilités d'accès à Nanterre pour les seuls habitants de l'Ouest parisien ». Il a également dénoncé « l'implantation d'un parking en bordure de Seine et à la Défense ». Enfin, M. Fournier a jugé « dangereuses » les accès prévus au stade de Nanterre.

Les élus de Sénart rappellent que le coût total de leur projet (1,4 milliard) est beaucoup moins élevé que celui de Nanterre (2,5 milliards de francs). Ils comparent leur propre demande de participation des collectivités publiques (450 millions de francs) aux « exigences » de la SEM 92 : « 500 millions de francs du département et de la région, cession d'un terrain de 40 hectares, participation de 100 millions de francs d'EPAD (Etablissement public d'aménagement de la Défense), 600 millions de francs pour la couverture de l'autoroute, prise en charge du transport héliomédical entre La Défense et le stade ».

Enfin, les élus de Sénart affirment que le groupe Spio-Baignolles-Fougolles SAE reste « toujours très intéressé » par la construction et la gestion de leur stade. Ils affirment que le concessionnaire pourrait amortir investissement et fonctionnement avec une dizaine d'événements seulement chaque année. Ils confirment que 300 000 mètres carrés de droits à construire à dominante économique seraient accordés avec la construction du Grand Stade.

CHRISTOPHE DE CHENAY

(1) En février 1991, la ville nouvelle de Sénart a officiellement été désignée par M. Michel Rocard, alors premier ministre, pour accueillir l'ensemble de 80 000 places indispensables pour organiser la Coupe du monde de football en 1998.



## SOCIÉTÉ

## JUSTICE

Le procès des membres d'Iparretarrak à la cour d'assises de Paris

## Code de l'honneur et loi d'amnistie

Après avoir examiné les charges qui pèsent sur le chef présumé du mouvement nationaliste basque, Philippe Bidart, poursuivi pour l'assassinat en 1982 de deux CRS (le Monde des 4 et 6 novembre) la cour d'assises spéciale de Paris a évoqué la spectaculaire évocation de deux membres d'Iparretarrak de la maison d'arrêt de Pau, le mitrailleur de la justice de Bayonne et un hold-up destiné à financer le mouvement. Les avocats de la défense ont demandé que la loi d'amnistie de 1980 concernant le financement des partis et groupements politiques puisse jouer pour ce dernier dossier jusqu'à ce qu'il soit établi d'un enrichissement personnel.

Au gré de leurs errances, Philippe Bidart et ses amis ont mis au point un «code de l'honneur», avec lequel ils ne transigent pas et dont ils ne souffrent pas qu'on le conteste.

Ainsi, Philippe Bidart - malgré des preuves difficilement contestables - ne souffre-t-il pas qu'on l'accuse d'avoir tué deux CRS, sous la pluie, un soir de printemps 1982. Bien sûr, il n'a pas d'alibi puisqu'il était «dans la clandestinité». Mais ce n'est pas lui qui a tué ces CRS, on ne peut pas le dire, on ne peut pas le dire.

De même, si un CRS a malencontreusement reçu un éclat de balle dans l'œil et un autre dans le

bras lors du mitrailleur, le 25 juillet 1986, du palais de justice de Bayonne, ce ne pouvait être qu'un geste délibéré. Philippe Lesgourges servait cette nuit-là de chauffeur à Philippe Bidart et à son frère mitrailleur. Il avait tenu - et il l'a expliqué - à prendre des assurances avant de participer à l'attentat. On lui avait donc promis qu'on ne prendrait pour cible qu'une façade et un symbole, pas des êtres humains. Ce n'est donc de la faute de personne si un policier, qui n'était pas prévu dans le scénario, a eu la mauvaise idée de se trouver au mauvais endroit, au mauvais moment. Et puis, dans l'esprit de Philippe Lesgourges, il ne pouvait s'agir que d'une bonne action. La France ne venait-elle pas, au tout début de la cohabitation, de passer un marché qu'il juge honteux avec l'Espagne : commencer la livraison massive de réfugiés basques espagnols expulsés en urgence absolue vers Madrid, en échange de la mise en sourdine des attentats du Groupe antiterroriste de libération (GAL) sur le territoire français ?

C'est la même chanson pour l'évasion, dans la nuit du 13 au 14 décembre 1986, de Jean-Gabriel Mosca et de Marie-France Heguy, détenus à la maison d'arrêt de Pau. L'opération a été conçue comme un geste d'une témérité insensée, commis au nom de la solidarité et d'un esprit chevaleresque certain. Ce soir-là, un commando d'Iparretarrak, après avoir pris en otage la fille et le gendre du directeur de la prison, puis le directeur lui-même, avait eu le culot, déguisé qui en inspecteur des renseignements généraux, qui

en gendarme du GIGN, de signer «IK» le registre d'écrou de la prison en libérant «les camarades». On n'avait tiré aucun coup de feu. «Ce n'est pas chaud quand même», se rappelle l'ancien directeur - rétrogradé depuis - qui a conduit le commando à l'intérieur de sa prison, le ventre ceint de six bâtons de dynamite, dont on lui avait affirmé faussement, pour l'impressionner, qu'ils étaient reliés à un détonateur déclenchable à distance.

Moins glorieux sans doute est le soubçon qui pèse sur le groupe d'extrême gauche qui se présente lors de la prise d'otages, ce qui expliquerait qu'on ait placé des bombes dans le camion où le directeur, sa fille et son gendre ont été bouclés après la réussite de l'opération.

Terroristes  
«d'honneur»

Car la gloriole, ou le panache comme on voudra, ils y tiennent, les membres d'Iparretarrak, se présentant volontiers comme des terroristes d'honneur, décalques fidèles des bandits d'honneur au cœur tendre. Des «Mandrin» de l'opération politique en somme, prompts à revendiquer leurs hauts faits, mais nettement plus discrets sur leurs mauvais côtés. Ainsi ne faut-il pas leur parler de vote à main armée, mais de «récupération de fonds», comme lors de ce hold-up commis à la Caisse d'épargne de Biarritz, le 22 avril 1987, par Jean-Gabriel Mosca - qui le revendique - et dont l'accusation charge aussi Henri Perez, qui nie. Il n'est donc pas question

d'admettre qu'on ait pu menacer de tirer dans le genou d'un employé, pas plus qu'on aurait - en lui causant le frayeur de sa vie - pu lui mettre le canon d'un revolver dans le cou. Pour Jean-Gabriel Mosca, il ne peut s'agir que de diffamation de témoins, alors que, selon le jeune homme, aucun geste de violence légitime n'a, à pas plus qu'ailleurs, jamais été commis.

Puisqu'il s'agit d'être «réguliers» jusqu'au bout, c'est avec une «éclatante» et le sourire de celui qui jubile en prenant l'autre à son propre piège, «la loi devant être la même pour tous», que M. Antoine Comte soumet à la cour des conclusions déplorables : ce hold-up - comme d'autres évoqués dans les rapports de police - a pour but exclusif le financement de l'organisation Iparretarrak. Du «groupement politique» Iparretarrak, qui n'est à l'époque pas dissous. Aussi, l'avocat demande-t-il que la loi du 6 janvier 1980 sur le financement des partis et groupements politiques soit, à l'instar des autres, scrupuleusement appliquée. Dans sa grande mansuétude, le législateur n'avait, en effet, pas songé à inclure le hold-up dans la très courte nomenclature des cas où l'amnistie ne peut s'appliquer.

Loin de balayer les arguments de la défense, la cour d'assises s'est donnée le temps de la réflexion, comme partagée entre l'embarras et la tentation de souligner, jusqu'à l'absurde, les béances d'une loi qui a irrité tant de magistrats.

AGATHE LOGEART

Après l'annulation des nominations de quatre magistrats

## A Grenoble, blocage juridique de la machine judiciaire

Le Conseil d'Etat a annulé, le 25 septembre, les nominations de quatre magistrats en poste au palais de justice de Grenoble depuis 1990. Cet arrêt a été rendu à la suite de plusieurs recours déposés, il y a deux ans, par des magistrats soutenus par le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) qui estimaient que le ministre de la justice avait violé la loi dite Roustan de 1921 qui oblige l'Etat à favoriser le regroupement des conjoints quand ceux-ci sont fonctionnaires. L'arrêt du Conseil d'Etat pose aujourd'hui de très sérieux problèmes de fonctionnement au sein des tribunaux dans lesquels exercent ces magistrats.

La nullité des actes effectués par ce magistrat «qui ne pouvait pas valablement instruire». «Nous en tirerons les conséquences au cas par cas», affirme M. Bernard Ripert. Comme tous ses confrères du barreau, M. Ripert a décidé de s'engouffrer dans la brèche ouverte par le Conseil d'Etat : il n'écrite pas la possibilité de demander la réouverture des dossiers d'assises pour lesquels, dans le passé, ce magistrat avait siégé. Plusieurs procès instruits par le juge grenoblois aujourd'hui sans affectation - l'un d'eux concerne le meurtre d'un enfant - pourraient en outre être gravement compromis. Trois autres magistrats sont concernés par l'arrêt du Conseil d'Etat : un juge d'instance, un juge d'application des peines et un substitut du procureur général. Un décret de nomination vient d'être publié.

Un projet de loi  
au Parlement ?

Le parquet général de la cour d'appel de Grenoble confirme que «tous les actes judiciaires auxquels ont participé les juges incriminés peuvent être remis en cause» et qu'il faut donc au plus vite sortir de «l'impasse juridique» devant laquelle se trouvent places les tribunaux grenoblois. Le gouvernement devrait donc saisir dans les prochains jours le Parlement. Une loi devrait donner rétroactivement compétence aux juges sans affectation, qui seront par ailleurs renommés prochainement à Grenoble par décret. Cette procédure, qui consiste finalement à faire valider, par la voie législative, des actes judiciaires, est dénoncée par certains magistrats et plusieurs avocats grenoblois. «Si on nous magouille quelque chose de ce type, le Conseil constitutionnel devra être saisi», affirme le bâtonnier de l'Ordre des avocats, M. Michel Prud'Homme.

GRENOBLE  
de notre correspondant

Au cours de son audience du 4 novembre, le tribunal correctionnel de Grenoble a remis en liberté deux promoteurs poursuivis pour escroquerie qui étaient détenus depuis huit mois à la prison de Varces (Isère). Leurs avocats, qui se fondaient sur un arrêt du Conseil d'Etat annulant la nomination du juge ayant instruit le dossier des deux personnes inculpées, estimaient que le tribunal n'était pas juridiquement saisi de cette affaire et que tous les actes, notamment ceux ayant placé en détention les promoteurs, étaient nuls. Prudemment le tribunal a mis en délibéré l'affaire jusqu'au 12 janvier. Il espère que ce délai permettra au ministre de la justice et au gouvernement de régler, probablement par la voie législative, un problème particulièrement délicat.

M. Michel Dautun, un juge d'instruction dont l'affectation, il y a deux ans, au palais de justice de Grenoble a été annulée, a ainsi traité depuis lors plus de deux cents dossiers. Les avocats invoquent désormais systématiquement

«Le Palais vit des moments très difficiles, regrette un juge. Si une solution n'est pas trouvée très rapidement, notre univers sera divisé en deux camps : celui de Kafka qu'a celui de Courteline».

CLAUDE FRANÇILLON

## Un livre sur «l'affaire Trager»

## Les mémoires d'un collecteur de fonds

Au rayon des pavés d'édition jetés dans la mare aux «affaires», il y avait déjà l'enquête de l'inspecteur Gaudino dans l'affaire Urba. Depuis le 6 novembre, on a désormais les confessions d'un collecteur de fonds, René Trager, qui révèle au public plus qu'il n'en a encore raconté à ses juges. Et cela, sans avoir pris le conseil de ses avocats.

Dans un livre intitulé *L'affaire Trager*, l'industriel nantais René Trager dévoile sa version des dessous de plusieurs «affaires» dans lesquelles il a joué un rôle-clé. Au passage, il met notamment en cause une dizaine d'élus socialistes de l'agglomération nantaise, plusieurs anciens ministres, quelques hauts fonctionnaires et une brochette d'entrepreneurs. Au fil des deux cent pages, René Trager, qui se trouve inculpé dans deux dossiers de fraude fiscale, expose certaines pratiques mises en place pour répondre à ses besoins grandissants de financement des élus. Il le fait sans circonlocutions et sans s'embarrasser de précautions.

Les affirmations de René Trager portent, pour l'essentiel, sur trois grands dossiers dont certains éléments ont été évoqués, à plusieurs reprises, dans ces colonnes. Le plus fourni, qui concerne Nantes et ses banlieues, traite d'une forme de corruption aussi répandue que banale : celle qui consiste pour un élu à abuser de son influence pour favoriser l'attribution d'un marché à une entreprise en échange d'une commission. Ici, Trager n'a, semble-t-il, que l'embarras du choix. Les noms des principaux élus socialistes de l'agglomération nantaise dans les années 80 reviennent sans arrêt au premier plan de sa confession en forme de réquisitoire.

Le deuxième dossier a trait au rôle que Trager affirme avoir joué, à la demande du ministre des affaires sociales et de la solidarité, dans l'achat d'un appareil de radiologie à résonance magnétique nucléaire (RMN) en 1984-1985. L'industriel nantais aurait touché, en Suisse, une commission de 2 millions de francs versée en contrepartie de l'achat par le ministère d'un appareil de ce type importé des Etats-Unis. Deux hauts fonctionnaires seraient au cœur de

cette affaire. Trager parle également d'une filière scanner. Et aussi de deux autres affaires dans lesquelles le ministre des affaires sociales semble avoir joué un rôle (le Monde du 10 octobre).

La troisième affirmation porte sur les tracasseries qui auraient présidé à l'attribution d'un hypermarché Continent à Saint-Sébastien-sur-Loire à la veille des législatives de 1986. Cette affaire, dans laquelle Trager aurait joué les intermédiaires, porterait sur une commission de plusieurs millions. Elle mettrait en cause, outre le maire de Saint-Sébastien, qui s'était donné la mort en septembre 1991, un ancien ministre et un haut fonctionnaire.

## Accablé

ou, au mieux, ignoré

René Trager se défend dans son livre de vouloir «régler des comptes personnels». Il ne s'en livre pas moins à un exercice qui y ressemble fort. Certes, Trager doit rendre compte à la justice et au fisc de l'origine et de la destination des fonds qui ont transité par les comptes de ses sociétés. Mais, cela, il le fait déjà, plus discrètement et sur procès-verbal, dans le cabinet du juge rennais Renaud Van Ruymbek.

Trager a passé plus d'un an en prison pour son rôle dans ces affaires. Il est clair qu'il n'a pas pardonné à ses anciens amis et «clients» politiques de l'avoir accablé ou, au mieux, ignoré, pendant cette épreuve. Aujourd'hui il ne veut plus être le seul livré en pâture à la justice et l'opinion publique alors que les acteurs politiques seraient protégés.

M. François Chéron, avocat de René Trager, admet que si son client l'avait consulté avant de publier son livre, il lui aurait sans doute conseillé de «rien faire par «prudence procédurale». Il estime néanmoins que cette démarche, avec tous les risques qu'elle comporte, «pourrait sembler nécessaire à René Trager pour provoquer une nouvelle dynamique judiciaire et pour restituer à tous ceux qu'il met en cause le rôle exact qu'ils ont effectivement joué dans ces affaires».

ROLAND-PIERRE PARINGAUX  
► *L'affaire Trager*, éditions du Rocher, 230 pages, 120 francs.

## DÉFENSE

## Publication en librairie du rapport Boucheron sur la programmation militaire

Pour la première fois, le rapport de la commission de la défense à l'Assemblée sur la programmation militaire va paraître en librairie. Rédigé par M. Jean-Michel Boucheron, le président de la commission et député (PS) d'Ille-et-Vilaine, ce rapport particulièrement exhaustif se présente comme une vraie encyclopédie des questions de défense, avec notamment une analyse prospective de la conjoncture internationale et avec les réponses - de nature militaire - du gouvernement français.

Aux Etats-Unis, il est fréquent que les publications du Congrès soient aussi l'objet d'une diffusion grand public. En France, le phénomène est nouveau. Par rapport au document de source parlementaire, qui peut être acquis auprès des services du Palais-Bourbon, le livre de M. Boucheron, intitulé *Paix et défense*, est agrémenté de considérations complémentaires, à commencer par une analyse sur la planification militaire (qui court jusqu'à la fin de ce siècle, quand la programmation ne concerne que

les années 1992 à 1994) et par des tableaux (qui reflètent les engagements financiers prévisibles de l'Etat).

Le budget 1993 de la défense est examiné par les députés le 9 novembre. Le débat sur la programmation militaire est prévu, lui, pour la fin novembre ou le début décembre.

M. Boucheron est, d'autre part, l'instigateur d'un nouveau club de réflexion, créé le jeudi 5 novembre, qui regroupe des responsables politiques (de la majorité présidentielle et de l'opposition), des industriels et des spécialistes civils ou militaires de la stratégie, et dont le but est de chercher, par le moyen de rencontres publiques ou discrètes, à maintenir «un consensus aussi solide sur la défense que par le passé».

► *Paix et défense*, par Jean-Michel Boucheron, 756 p., Dunod éd., 248 F. Le rapport parlementaire stricto sensu (deux tomes) est disponible au Palais-Bourbon, 115 F.

Sur la base de Colmar

## L'armée de l'air reçoit ses premiers Mirage F1 d'attaque au sol

Sur la base de Colmar (Haut-Rhin), l'armée de l'air a pris officiellement livraison, vendredi 6 novembre, de ses premiers Mirage F1 CT (combat tactique) lors d'une cérémonie présidée par le général Bernard Norlain, commandant la Force aérienne tactique (FATAC). Un premier lot de quinze appareils d'appareils, sur la cinquantaine qui seront commandés à terme, vient ainsi d'être livré et une quinzaine d'autres, du même modèle, le seront l'année prochaine. Après la base de Reims, où sont formés les pilotes français sur Mirage F1, la base de Colmar sera constituée selon les nouvelles normes - ce qui signifie dans l'armée de l'air - qui prévoient des escadrons de vingt avions (au lieu de quinze actuellement) pour vingt-cinq pilotes (au lieu de dix-huit à vingt). Cette organisation, qui doit être généralisée progressivement, a pour conséquence de réduire le nombre des bases aériennes installées sur le sol national, ce qui entraînera des fermetures comme celle de Strasbourg.

En attendant la mise en service du Rafale après 1998 et à côté de celle du Mirage 2000 D, l'armée de l'air française, qui doit remplacer ses Mirage III et Jaguar aux performances limitées, a choisi de tirer parti du potentiel vieillissant de ses intercepteurs de défense aérienne Mirage F1 en tentant de les adapter à des missions d'attaque au sol. A l'imitation de ce que les Irakiens avaient fait avant la guerre du Golfe, les Français ont donc transformé des Mirage F1, dont la cellule pouvait encore tenir une dizaine d'années, en y embarquant le système moderne de navigation et d'armement (télémetre-

## FAITS DIVERS

► *Drame de la séparation* : six morts à Aubagne. - Un mécanicien de trente ans, Stéphane Bohain, a tué son épouse Sabine, âgée de vingt-sept ans, ses deux fillettes Stéphanie et Jennifer, trois ans et vingt mois, et ses beaux-parents avant de mettre fin à ses jours, vendredi 6 novembre à Aubagne. Le drame s'est déroulé vers 21 heures dans le pavillon des beaux-parents, où leur fille s'était installée l'été dernier avec ses enfants après avoir quitté son mari, avec lequel elle était en instance de divorce, en raison, d'après des témoignages, du caractère violent de Stéphane Bohain.

## ÉTVDDES

Opinion publique en Russie

Leonid SEDOV

Walter Benjamin

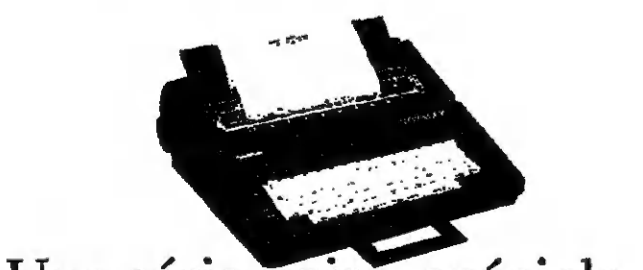
Guy PRITTMANGE - Michael LOWY

novembre 1992

Le numéro : 50 F

14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. (1) 46 79 40 40

Ou taper sur minitél : 36 15 51



Une série noire, spéciale,

...et limitée.

999

Offre valable jusqu'à épuisement du stock.

C'est la Voyager de Brother. Une machine à écrire électronique très intelligente qui corrige automatiquement, aligne à droite et imprime en gras.

brother

BROTHER FRANCE - 8, RUE NICOLAS ROBERT 93223 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX - TEL. (1) 48 79 40 40

BROTHER INDUSTRIES (U.K.) LTD. WINDHAM WALES



*En Rhône-Alpes, comme dans les vingt-deux régions de l'Hexagone, l'adoption d'un schéma prévisionnel respectant les équilibres internes et les fonctions européennes est un exercice périlleux*

Pour le conseil régional, « le défi complexe de l'équilibre interne », tout document de perspective, doit se conjuguer entre « les fonctions européennes », les grandes villes et la volonté de « réinventer la proximité ». Le Rhône n'aurait pas à être divisé en espaces : espaces à projets, espaces à enjeux, et espaces du quotidien. Les deux premiers n'apportent guère de neuf par rapport à la carte actuelle du développement économique de la région.

Si cette approche des zones ~~ne peut pas~~ susciter une approbation générale, il reste juste à savoir comment les départements ~~peuvent~~ de jouer un jeu ~~qui~~

Cette crainte, quelque **fon-**  
dée, souligne que **la** meilleure **la**  
volonté d'aménagement équilibré  
de la région peut disparaître dans le  
triangle des grandes cités, Lyon,  
Grenoble, **la** **la**. Ou encore  
dans la volonté de villes plus  
modestes, comme Valence, Annecy  
ou Chambéry, qui plaident d'impe-  
tience d'être reconnues. Or le docu-  
ment du **la** régional évacue  
trop rapidement **la** question, sur-

légion. Beaucoup de conseillers régionaux ont fait observer que le rôle de l'État, qui a marqué et marque encore les esprits nationaux, ne doit pas se reproduire à l'échelle régionale, autour de Lyon. Dans ce débat,

Cette prévention contre un type d'aménagement semble assez éloignée de la situation.

Pour ces raisons opposées, le décentralisme en province, le jacobinisme à Paris, l'organisation rationnelle, ou simplement raisonnable, les agglomérations françaises sont bien compromises.

**MARC AMBOISE-RENDU**

Les municipalités, comme les entreprises, font appel à des spécialistes pour réaliser des toiles peintes capables d'habiller des façades ou des pignons d'immeuble

Mais le marché est limité. Les  
murs, les livres, sont  
rapidement occupés. La concurrence  
est vive. Nous avons réalisé  
qu'une entreprise ne pouvait plus  
vivre uniquement sur un point de  
vue. M. Christophe Bourgois,  
commercial associé  
d'Athem. L'occasion d'une diversification  
apparaît lorsqu'un promoteur  
voit une société de peinture monumentale,  
M. Bourgois, a  
cherché un système de bache  
qui offre une qualité

Entreprises ■ **Contratements** au point, le structure en toile permettra de renouveler un message de communication », note M. Bourgeois. La toile de 400 mètres carrés que Carrière a contracté au sein de son siège, en bordure du périphérique parisien, sera changée quatre

La catégorie des clients, les collectivités locales continuent à préférer le ton peint, qui paraît plus solide, pour essayer squares, écoles ou pignons. Dans la ville de Gonnevilliers, le commandé à l'entreprise un grand panneau de toile à apposer sur le façade de la mairie pour le 14 Juillet. Une utilisation ponctuelle. Mais à un événement, qui nécessitait un panneau de grande taille.

En général, les clients de la peinture sont imposés par le client ou le besoin de publicité. « Mais il nous reste une grande quantité de peinture indi-

(1) \_\_\_\_\_ municipalités exigent un paiement d'une \_\_\_\_\_ taxe, considérant qu'il s'agit de \_\_\_\_\_ publicité ; d'autres, au contraire, encouragent ces pratiques, assimilées à \_\_\_\_\_ association \_\_\_\_\_ pour le bien-être.

Le Monde  
1944

L'HISTOIRE AU  
1944

EN VENTE E

Un demi-siècle  
d'histoire dans  
les archives du  
*Monde*

Une encyclopédie  
pratique de  
1004 pages (avec  
chronologies, carte  
index). 395 F

L'HISTOIRE  
AU JOUR  
LE JOUR

Le Monde  
2010

## L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR 1944-1991

EN VENTE EN LIBRAIRIE



## HEURES LOCALES

## REPÈRES

## AQUITAINE

Le Festival du film archéologique reconnu par l'Europe

LES organisateurs du Festival bordelais du film archéologique, baptisé Ieroneo, sont désormais chargés d'une mission européenne. Il leur appartient d'établir des propositions qui seront examinées par la Commission de Bruxelles pour promouvoir la diffusion du patrimoine archéologique. Si elles sont prises en compte, des propositions pourraient aboutir à la création d'un réseau européen de films archéologiques.

Créé à Bordeaux en 1988 par la Fédération archéologique et historique de Gironde, le festival figure désormais parmi les quatre événements européens traitant du film archéologique. La troisième édition, qui a lieu à Bordeaux du 30 au 31 octobre, a réuni 14 films de quatre pays. Soixante-sept spectateurs ont été présentés sur le thème des civilisations européennes.

## POITOU-CHARENTES

La Vienne accueille des écoliers étrangers

LE conseil général du département de la Vienne, qui préside M. René Monory (UDF), vient d'accueillir plus de deux mille jeunes étrangers, âgés de sept à vingt ans, pendant une dizaine de jours. La majeure partie d'entre eux provient de Grande-Bretagne, d'Irlande, d'Allemagne, d'Italie, du Portugal, de Belgique, de Hongrie, de Pologne et de Tchécoslovaquie. Ces jeunes gens ont participé à un concours organisé à l'automne 1991 dans des lycées de la région et des lycées étrangers.

Devant l'assemblée des présidents des conseils généraux, réunie en congrès le 14 octobre à Colmar, M. Monory a déclaré que les départements avaient un rôle à jouer dans la construction de l'Europe, et que celle-ci devait, à son tour, leur être bénéfique.

## Des rails dans le haut Poitou

LE tracé de la future ligne de train à grande vitesse reliant Tours à Bordeaux est actuellement à l'étude dans le département de la Vienne. Les tracés proposés par la SNCF passent à l'ouest de l'agglomération poitevine et contournent Châtellerault. Ils traversent le « seuil du Poitou », couloir entre le massif vendéen et les contreforts du Limousin, pour aller s'insérer sur un tracé parallèle à l'autoroute A10.

La petite région de Marigny-Briay, située au vignoble du haut Poitou, serait concernée par l'une des variantes du tracé de la TGV. Les élus du « seuil du Poitou », regroupés en syndicat intercommunal, ont été invités à se prononcer, au cours d'un débat largement ouvert au public, sur le tracé de leur choix, en liaison avec l'Etat et les autres collectivités.

## HAUTE-NORMANDIE

Coopération aérienne interrégionale

LES cinq chambres de commerce de Rouen, Evreux, Caen, Elbeuf et Lisieux, situées dans quatre départements différents, ont inauguré, mercredi 10 octobre, une nouvelle ligne aérienne quotidienne Rouen-Francfort, assurée par la compagnie Régional Airlines. L'initiative s'explique par la coopération entre les aéroports de Rouen, Caen, Evreux et Lisieux, par les chambres de commerce (CCI) conscientes qu'aucune n'avait, à elle seule, la dimension suffisante. Les diverses collectivités locales apportent leur soutien à l'initiative et au déficit d'exploitation des premières années.

Les CCI d'Elbeuf et d'Evreux ont profité de la création de la ligne avec Francfort pour lancer une coopération avec celle de Rouen dans le domaine aéroportuaire. « Alimentée » par une clientèle de provenance de Rouen, la ligne sera pré-financée par avion, la ligne sera la première entre le grand ouest de la France et la capitale allemande. Théoriquement 7 000 à 8 000 passagers par an peuvent emprunter cette ligne au départ de Rouen, auxquels s'ajouteront les flux de Caen et de Rennes.

Ce supplément a été réalisé en collaboration de Raphaële Rivais et de nos correspondants : Étienne Bauxet (Rouen), Michel Levêque (Poitiers) et Ginette Matha (Bordeaux).

## Modane au milieu du tunnel

Alors que l'ouverture des frontières va supprimer quelques centaines d'emplois, la cité savoyarde doit aussi payer la faillite d'une station de ski

## MODANE

de notre envoyé spécial

AU pied du tunnel transalpin de Fréjus, dans une vallée de la Savoie, la Maurienne, le député Jacques Geneletti (RPR), maire de Modane, a cédé. Depuis le 8 octobre, le budget de la commune frontalière de 4 400 habitants est administré par le préfet de la Savoie, M. Francis Beck. Ce dernier, qui a refusé de signer le « projet de gestion manifeste » et « d'état de dépôt » de la commune, a constaté un « trou » de 13 millions de francs, pour l'essentiel constitué par la faillite de la station de sports d'hiver de Val-Fréjus. Il a aussi relevé un endettement record de 134 millions de francs.

Physiquement tout est rond, M. Jacques Geneletti n'a pu être surpris par cette décision. Il s'y attendait. Au printemps dernier, il a voté un budget à l'équilibre artificiel, en prévoyant le règlement de onze à douze millions de francs de dettes d'emprunts, faute de ressources correspondantes, sa commune est bien en peine

d'honorer (1). Par deux fois, il a refusé de plier aux recommandations de la Chambre régionale des comptes. Pour le maire, ces mesures d'économie, surtout d'augmentations d'impôts, portant sur moins d'un million de francs, semblent dérisoires au regard du déficit cumulé.

« Les mesures prises produisant les mêmes effets, la commune a pu se permettre de s'améliorer en 1993 », concède-t-il avec une résignation feinte. Pour éviter l'effondrement de la commune, il faudrait, selon lui, une aide de l'Etat, sous la forme d'une subvention d'équilibre, tout récemment refusée, le ministre des finances s'est bien gardé de lui accorder.

## Un domaine skiable surdimensionné

Il était aussi la contribution des banques. Mais, depuis longtemps déjà, elles ont cessé de financer les emprunts contractés à des taux élevés. A Modane, la réalité, proche de celle de Briançon, paraît désespérée.

À la fin des années 80, l'Etat révoquait sa reconversion dans le

risque. Pour sauver un stade de neige en péril, M. Pierre Schnebelen, promoteur de Tignes, lui fit miroiter un grand projet de station franco-italienne. Séduté, la commune investit 80 millions de francs dans des remontées mécaniques, des hôtels, des lieux d'accueil et un domaine skiable, largement surdimensionné aux quelque 3 500 lits actuels. Mais la crise de l'immobilier de montagne, suivie de la chute de la fréquentation, a fini d'ébranler un édifice construit sur des bases fragiles.

Avant d'être déclaré en règlement judiciaire, le budget de la commune de Val-Fréjus, voté par M. Schnebelen puis repris par M. Henri Morrel, avait cessé de verser sa redevance d'affermage, correspondant à la charge des emprunts contractés par la ville. Cette dette-là, évaluée à 53 millions de francs, s'ajoutait d'année en année, malgré le versement de 6 à 7 millions de francs supportés par le conseil général de la Savoie.

Certes, la station a pu de chaque côté fermer son hiver. En contrepartie de la cession de son domaine d'eau potable, le conseil municipal a trouvé, auprès de la société Lyonnaise des Eaux et de la filiale Transmontagne,

un nouveau gestionnaire pour la station. Mais l'entreprise a refusé d'aller au-delà. Pour le préfet, la solution réside dans la vente de quelques actifs communaux. A condition toutefois de trouver un repreneur, mais pour l'instant l'oiseau rare ne s'est pas encore manifesté.

## Des aides européennes

Modane n'est certes pas la seule commune, support de station, à traverser une telle crise. En Savoie, sept d'entre elles, dont trois sites d'accueil des derniers Jeux olympiques d'hiver, ont fait l'objet d'une aide de la Chambre régionale des comptes. Au total, le conseil général a déjà versé 150 millions de francs de garanties, « à fonds perdus », considère son directeur général, M. Claude Faure.

Mais, la cité de la Maurienne, de tradition ferroviaire et douanière, doit aussi se préparer à subir les effets de l'ouverture des frontières. Aux premiers jours de 1993, cinq à six cents emplois, agents de l'Etat et salariés des transitaires, devront disparaître.

Un plan de conversion est, certes, engagé, assorti d'aides gouvernementales, départementales et euro-

péennes... Des mesures que M. Geneletti juge insuffisantes, même si elles l'ont aidé à accueillir deux entreprises, autrichienne et italienne. L'administration a toutefois refusé d'organiser des départs par des subventions dérisoires in fine, à combler le déficit de Val-Fréjus.

Face à l'absence de soutien, Modane se prend une nouvelle fois à rêver de la sortie du tunnel. En attendant l'ouverture de grands chantiers de la ligne TGV, il place ses derniers espoirs dans une alternance politique de mars prochain. Son adversaire local, M. Jean-Louis Gauthier (PS), conseiller général, parvient d'une solution intercommunale jusqu'alors introuvable, rêve, lui, d'un changement, celui du maire actuel.

MICHEL DELBERGHE

(1) Le budget « réel » de Modane s'élève à 60 millions de francs, mais 11 millions pour le fonctionnement et 22 millions pour l'investissement.

## La Pologne à l'heure des économies

Confrontées aux problèmes de déperdition d'énergie les collectivités locales font appel à la technologie française

## SZCZECIN

de notre envoyé spécial

DANS le pays de Szczecin, sur l'estuaire de l'Oder, le conseil municipal attend d'être embarqué. Une première pour la Pologne, une première aussi pour la France, car c'est la première fois qu'une collectivité locale française est invitée à participer aux premiers efforts d'économie d'énergie.

La commune est si nouvelle qu'elle est encore loin d'être peuplée par ses habitants. Mais la ville, en témoignage des nombreuses années de construction, est en pleine croissance. Les campagnes de sensibilisation ne sont pas à l'ordre du jour, c'est le contexte actuel.

consommer moins d'énergie que les autres collectivités locales. A l'inverse, les collectivités locales, auxquelles sont progressivement transférées des compétences, doivent à mesure de leur développement une gestion rigoureuse, des services communaux en particulier. C'est ainsi que la commune française Thion (1) a pu confier la modernisation du chauffage urbain de Szczecin.

A partir des chaudières existantes, d'ancienneté variable, a été installée une série de régulateurs électroniques, des systèmes de ramonage, une surveillance informatisée. Outre une combustion du charbon plus rentable, une meilleure répartition à

l'intérieur du bâtiment devrait permettre de ne plus avoir à chauffer de locaux vides, bureaux, appartements, hôtels que les plus mal situés ont à peine tièdes.

Objectif : réduire la consommation d'énergie d'au moins 20 %. Parallèlement, il a été pris soin de sensibiliser les habitants à l'économie d'énergie, avec justesse. Les habitants, qui ont accepté la hausse des loyers, qui englobent le coût du chauffage, ne se plaignent pas.

## Le marché est ouvert

Sur les trois sites pilotes choisis par le gouvernement polonais en novembre 1991, les membres de la municipalité de Szczecin, appuyés avec justesse par l'Etat, ont pu constater la « réussite » de la municipalité de Thion (1) qui se lance dans l'aventure, comme le souligne M. Thierry Merle, l'un des gérants de la société Thion.

Le chantier n'a pas duré plus de deux mois. Fin novembre, le jour de l'inauguration, la mesure de l'événement. L'aboutissement de ce genre de contrat reste peu ordinaire. Surtout lorsqu'il s'agit de 30 millions de francs et qu'il est signé par une collectivité locale d'un pays d'Europe de l'Est avec une entreprise privée étrangère du secteur public et tertiaire des services aux entreprises.

« Avec la délégation française, nous sommes en nombre. Trois ministères sont représentés, à côté d'organismes du secteur de l'environnement, des services du patronat, des institutions financières, notamment la Banque européenne de reconstruction et de développement. Celle-ci participe avec le Banque mondiale à un programme de financement de 315 millions de dollars, dont 100 millions d'opérations en Pologne.

C'est français, la mission internationale pour l'Europe centrale et orientale (MICECO) pouvait, elle, constater sur place que son don de 11 millions de francs n'est pas inutile. Les sites pilotes ont été choisis pour profiter pour consolider son réseau d'implantation en Pologne. Optimiste, il souhaite maintenant proposer des modernisations de réseaux à d'autres villes, mais, pour quoi pas, se charger lui-même de la gestion, pour prendre des participations dans les sociétés de chauffage urbain, le jour où les Polonais seront prêts à accepter la privatisation de leurs services municipaux.

MARTINE VALO

(1) Négociant en combustibles depuis sa fondation en 1843, le groupe Thion est concessionnaire de l'exploitation et de la maintenance du chauffage urbain de vingtaine de communes françaises.

## BLOC-NOTES

## Rencontres de l'intercommunalité

M. MARC CENSI (UDF-PR), président de l'Assemblée des élus de la France, a promu de « l'intercommunalité progressive », organisant les « Rencontres de l'intercommunalité », jeudi 12 et vendredi 13 novembre à Toulouse. A cette occasion, son mouvement a organisé une Assemblée des élus de la commune de l'Est de la France, M. Censi a en effet l'ouvrage aux nouvelles structures de coopération intercommunale par la loi sur l'administration territoriale de la République.

Il existe actuellement 11 communes de communes, quelques projets, aucune communauté de villes. L'échec de cette dernière formule n'étonne pas M. Censi. Pour lui, la nouvelle structure reste la mieux adaptée au milieu urbain. Elle constitue « une première étape » vers la coopération pour ceux qui

ont à mettre en commun toute leur compétence, et préfèrent partager des pouvoirs à exercer des prérogatives limitées.

A l'occasion des rencontres de Toulouse, des élus présenteront leurs expériences en matière d'aménagement du territoire et de développement économique. M. Censi, président du district de Rouen, a également l'intercommunalité comme la réponse territoriale et politique la mieux adaptée aux « bassins de convivialité quotidienne », regroupent une vingtaine de communes maximum autour d'un chef-lieu de commune.

En revanche, elle ne conviendrait pas aux bassins de « bassins d'emploi » regroupant environ 150 000 habitants autour d'une ville moyenne.

► Renseignements au (16-1) 40-20-05-65.

## AGENDA

o Environnement. — L'Entente nationale de l'environnement (ENEE), que préside M. Robert Fident, adjoint au maire PS d'Avignon, organise un colloque pour thème « l'organisation des services de l'environnement dans les collectivités locales ». Cette rencontre a lieu à Angers le 12 et 13 novembre.

► Renseignements au (16-1) 48-05-20-21.

o Euro Disney et Marne-la-Vallée. — La réflexion et le développement du parc à loisirs Euro Disney ont une influence sur la zone d'attraction de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée ? Le groupe « Développement régional » de l'Association des élus de la zone d'attraction de Marne-la-Vallée, organise ce thème pour son prochain séminaire, organisé samedi 14 novembre. Pour évoquer « Mickey dans la ville nouvelle », M. Alain Peyrefitte, maire de Provins, et M. Michel Girard, président du conseil général d'Ile-de-France, seront présents.

► Renseignements : Association des élus de la zone d'attraction de Marne-la-Vallée, 224 boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

Tél : (16-1) 45-48-91-62.

o Qualité dans la ville. — La Fédération des maires de villes moyennes (FMVM) et la municipalité d'Aurillac organisent, à Aurillac, un colloque sur le thème « Cercle de qualité dans la ville ». Le 26 et 27 novembre. Il faut entendre, par là, la qualité des relations sociales, de la formation au développement économique, de l'environnement et... la qualité

de la vie, un élément que nous ne devons pas négliger.

► Renseignements : au (16-1) 40-20-05-65.

## PUBLICATIONS

o Nouvel état pour la revue du corps préfectoral. — La revue « Administration », publiée par l'Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, fait peu de bruit et renouvelle sa présentation. Le dernier numéro, paru juillet-septembre, est consacré à « L'Etat et l'entreprise ».

On relèvera notamment une rubrique intitulée « Documents et témoignages » qui comporte des scènes présentées au sein de la vie préfectorale et de l'activité des sous-préfets.

► Administration, 1 bis, place de la République, 75008 Paris.

Tél : 46-27-27-27.

o Communes et culture. — Le ministère de la culture et de la communication vient d'établir un annuaire statistique des dépenses culturelles des communes.

Cet ouvrage met en évidence l'importance des dépenses de financement de la vie culturelle, entre 1978 et 1987, mais il relève aussi les grandes disparités existant entre villes-centres des grandes agglomérations et villes moyennes et petites banlieues (montant des dépenses, types d'investissements).

► 256 pages, 180 francs. La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75344 Paris cedex 07.

طريقه المصطفى

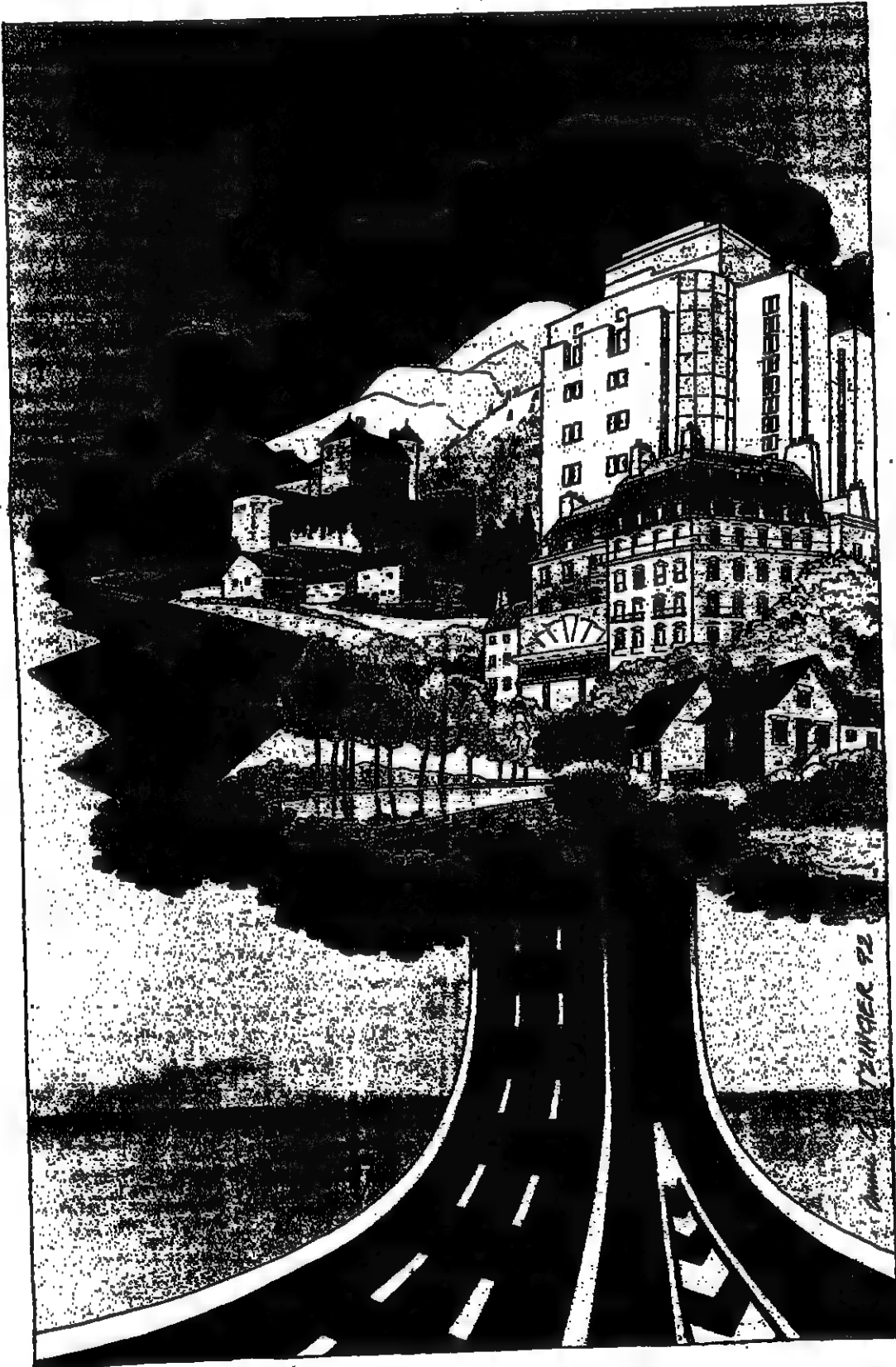


# Désormais chaque semaine

## Le Monde

### HEURES LOCALES

consacre 8 pages  
à la vie régionale



L'actualité des collectivités territoriales  
Un tour de France des cités  
Le dossier de la semaine  
L'Ile-de-France...

*Avec les informations pratiques,  
les débats, les livres.*

Chaque week-end, un cahier séparé  
avec des pages couleur,  
pour mieux connaître la vie locale

**RENDEZ-VOUS LE SAMEDI 14 NOVEMBRE**  
(numéro d'été dimanche 15-lundi 16 novembre)

se, les  
blème  
sida,  
spect

clusion  
nation,  
façon  
santé  
abouti  
nation  
S en  
ai des  
les de  
e pro-  
écure  
globa-  
(...),  
viale-  
vail

1985  
neur  
sion  
état  
vado  
jou-  
nirre  
les  
site

AU  
HI

éu-  
ion  
sur  
rev  
ut

is-  
to-  
le  
S.







*Rencontre entre un auteur, Michel Vinaver, et un jeune metteur en scène, Michel Didym*

*Joan Baez renoue avec le monde moderne*

ÉDITION

## Le fantôme de la visite miraculeuse

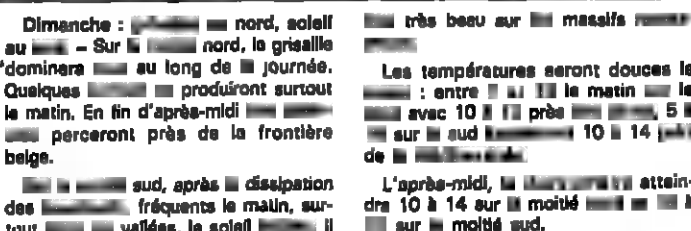
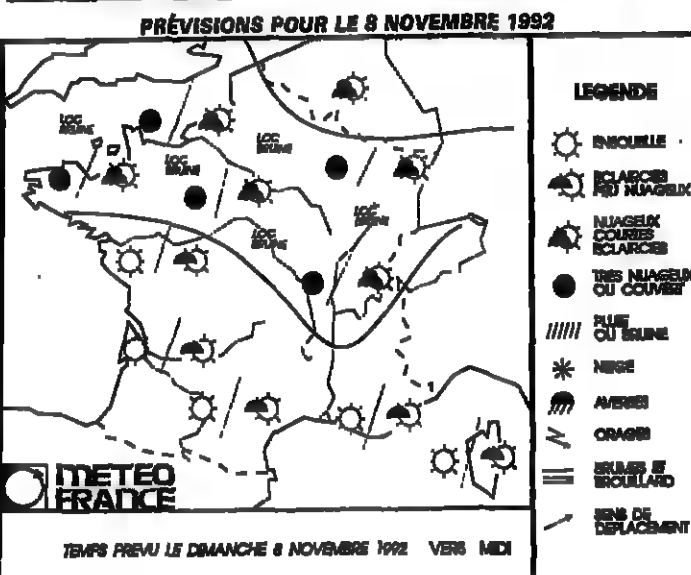
## L'air raréfié des cimes

DANIELE HEYMANN

# PICARD

Envoi sur simple demande





TEMPÉRATURES maxima - minima ■ temps observé			
■ heures d'arrivée relatives entre			
le 06-11-1992 à		le 07-11-1992 à 8 heures TUC	
<b>FRANCE</b>			
AJACCIO	20	9	1
BIARRITZ	21	11	6
BORDEAUX	19	8	5
BRESCIA	19	8	5
BREST	18	8	4
CARIN	17	6	3
CHERBOURG	19	7	4
CHERBOURG-FER	19	7	4
DININ	17	7	3
GRANDIÈRE	18	8	4
LANGUES	21	8	6
LYON	18	7	3
MARSEILLE	21	7	3
NANTES	19	8	4
NANTES	19	8	4
NICE	21	11	6
PARIS-MONTY	19	8	4
PARIS	19	8	4
PERPIGNAN	19	8	4
PORT-AU-PRINCE	21	11	6
RENNES	18	7	3
STRASBOURG	18	7	3
<b>ÉTRANGER</b>			
STRESSBOURG	18	7	3
TOULOUSE	20	8	5
TOURS	18	7	3
ALGER	21	14	N
AMSTERDAM	18	10	P
ATHÈNES	19	11	G
BARCELONE	19	10	N
BELGRADE	16	7	2
BERLIN	19	11	G
BRUXELLES	18	7	C
LE CAIRE	18	8	D
COPENHAGUE	12	10	P
DAKAR	19	11	G
DELHI	20	11	G
GENÈVE	19	8	C
HONGKONG	19	8	C
STANBUL	19	8	C
TERESAULEN	19	8	C
LIBERONNE	14	8	D
PARIS	18	7	3
LOS ANGELES	14	8	D
LUXEMBOURG	19	8	4
MADRID	21	6	D
MARRAKECH	27	12	P
MEXICO	20	11	G
MONTREAL	18	7	3
MOSCOW	2	2	N
NABOMB	19	8	C
NEW YORK	9	6	G
OSLO	-	-	-
PALMA-DE-MAJ	-	-	13
PERIN	-	-	1
PORT-AU-PRINCE	-	-	1
BOONE	-	-	9
SEVILLE	24	11	G
SINGAPOUR	23	25	P
STOCKHOLM	7	6	C
STUTTGART	19	8	C
TOKYO	17	15	C
TUNIS	22	10	P
VARSOVIE	19	8	C
VENISE	18	7	3
VIENNE	18	7	3

<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>	<b>N</b>	<b>O</b>	<b>P</b>	<b>T</b>	<b>*</b>
averse	brume	ciel couvert	ciel déjaillé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour le France : heures moins 1 heure ; heures légale : heures hiver.

REMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

# Le Monde

## L'ÉCONOMIE

# RADIO-TÉLÉVISION

**TF 1**

0.45 **Vieillesse :** Toute la ville en parie.

2.40 **Côté enfants,** Magazine : Ushusûn.  
[ ] (1<sup>e</sup> partie).

8.45 **Magazine :**  
**Formule sport.** Football.  
**F1 Magazine.**  
Grand Prix de formule 1 d'Australie, [ ].

**FRANCE 2**

[ ] **Magazine :**  
**La Nuit des héros.**  
[ ], [ ], [ ] et [ ].

[ ] **Magazine :** [ ] jeu.  
Invités : Les Nuis.

0.16 **Journal, Météo, Open du tennis** de Pierre-Bercy et Visages d'Europe.

0.35 **Magazine :** La 25<sup>e</sup> Heure.  
Italian American, de [ ].

**FRANCE 3**

0.45 **Série :** Police secrets.  
Régis dans le Midi.

1.19 **Journal :** Météo.

7.00 **Sport :** Tennis. Roland Garros. Le Grand Slam.

2.45 **Magazine :** Repères.  
Tous les jours nous parlons.

8.40 **Magazine :** [ ] Manu.  
Invités : [ ] Tenik,  
N'Dour, [ ] Caumont.

0.28 **Continentales Club.**

**CANAL PLUS**

0.30 **Téléfilm :**  
Wend Woodward.

ange ou démon ?

22.05 **Flash d'informations.**

22.05 **Sport :** Basse, Championnat de Luxembourg ; déroutement d'Europe aux [ ]-lègers.

23.00 **Magazine :** Jour de foot.  
Sats et extraits des matchs de la 14<sup>e</sup> journée de championnat de France de D1.

0.00 **Le Journal du hard.**

0.05 **Cinéma :** Barbara.  
Film français, [ ] X.

**ARTE**

20.40 **Documentaire :**  
Hélène Deutschland.  
[ ] Paul.

[ ] **Cinéma d'animation :**  
Question d'optiques.  
[ ] Luyet.

22.16 **Cinéma d'animation :**  
A Simple Case of Violence.  
[ ] Bastry.

23.30 **Magazine :** Macedon.  
[ ] Marston.

23.35 **Rare Charley à Bourges.**

0.08 **Mix :** Monty Python's Flying Circus.

**M 6**

20.40 **Feuilleton :** Holocauste.  
De Marie Caimmy (1<sup>re</sup> partie).

23.16 **Téléfilm :**  
La Deuxième Jeunesse  
de Mike Moran.  
Le Robert Connard.

**Informations :**  
[ ] minutes première heure.

0.58 **Musique :**  
Boulevard des offices.

	<b>TF 1</b>	Film américain de Philip Kan- man (1980).
0.40	Cinéma : Natcheviev de retour. ■ Film de Jacques Derry (1976)	■ 45 Films d'Informations.
2.40	Magazine : Ciné dimanche.	22.50 Magazine : L'Équipe du dimanche. Présenté par Pierre St. Football ; Boxe.
2.50	Variétés : Montand International. ■ Film de Guy Job.	1.20 Cinéma : La Valse des pigeons. ■ Film français de Michel P. rimal (1991).
0.35	Journal et Météo.	
■ 1	Magazine : La Vidéo Week.	<b>ARTE</b>
	<b>FRANCE 2</b>	■ 17.15 Téléfilm : L'Homme aux oranges. De Jonas Lornel.
0.50	Cinéma : Bons baisers du Russie. ■■ Film britannique de Terence Young (1955).	22.10 Documentaire : Paesi e Paesi zig-zag. De Giovanni Columbu (1- p- te).
2.50	Magazine : Bouillon de culture.	22.30 Documentaire : La Télévision en Europe d'Angelika Kettulaek Angela ■■■■■■
0.10	Journal, Météo, Open de Paris de Paris-Bervy ■ Visages d'Europe.	23.30 Documentaire : Prix Europe 1992, la compétition. De Barbara ■■■■■■
	<b>FRANCE 3</b>	■ 1.15 Soirée spéciale : Le ■■■■■■ du prix Europe 1992.
0.45	Spectacle : Le Café de la presse. ■ Film par Julien Lepers.	0.35 Documentaire : Paesi e Paesi zig-zag. De Giovanni Columbu (2- p- te).
2.05	Magazine : Le Divan. Présenté par Henry Chapier. ■ Film de ■■■■ Bazin.	<b>M 6</b>
2.30	Journal et Météo.	20.45 Cinéma : Le Fureur du Dragon. ■ Film chinois (Hongkong). ■ Film Lee (1973).
2.50	Sport : Tennis. ■■■■■■ du 7° Open de la Ville de Paris.	22.25 Magazine : Culture pub- liques : La ménagerie manger.
3.00	Dessins animés. Ventilquist ■■ (1950), Tintin's Travels (1947), ■ Tax Avery (v.o.).	23.00 Cinéma : Miranda, ■ Film italien de Timoteo B. (1989).
3.15	Documentaire : Stars in my Crown. ■ Film américain de Jacques Tourner (1971) (v.o.).	0.40 Six minutes premiè- re heure.
0.45	Musique : Marche de nuit.	■ 1.15 Magazine : Musical express.
	<b>CANAL PLUS</b>	
■ 1	Cinéma : Henry et June. ■	

# CARNET DU Monde

- Gilles et Gilbert  
HAUSER-CARON

ont ■■■■■■■■■■ la ■■■■■■■■■■  
leur fille ■■■■■■■■■■

Mithilde,  
■ novembre 1992.

58, rue Charlot,  
75003 Paris.

**Anniversaires de naissance**

- Il y a quatre-vingts ■■■■■■■■■■

Mamyrotte.

Merci pour l'infinité tendresse et pour  
le profond amour dont tu nous  
chèque jour.

Alléluia!

Alain (M. Suzy, Joëlle,  
Mayane et ■■■■■■■■■■, Yves,  
Jean-Louis ■■■■■■■■■■ Frank,  
Nico, ■■■■■■■■■■ Manu,  
Christel, Laurianne,  
Guillou ■■■■■■■■■■ Papy.

**Décès**

La cérémonie religieuse sera célébrée  
à l'église Saint-Jean-Baptiste de  
■■■■■ ■■■■■■■■■■ lundi ■■■■■■■■■■ novembre, à 10 h ■■■■■■■■■■

- M<sup>me</sup> [REDACTED],  
 son épouse,  
 M. M<sup>me</sup> Jacques Fleury,  
 ses enfants, ses petits-enfants et arrière-  
 petits-enfants,  
 la grande tristesse de [REDACTED] part du

docteur **Hubert BENOÎT**,  
 chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 28 octobre 1991, [REDACTED]  
 quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-  
 mité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

à [REDACTED] [REDACTED]  
 en l'église Saint-Étienne, [REDACTED]  
 le lundi 5 novembre, à 10 h

à [REDACTED] [REDACTED]  
 à [REDACTED] [REDACTED]  
 45 rue Carnot,  
 93111 Saint-Froid,  
 9 rue Jean-Froidart,  
 80000 Amiens.

**Anniversaire**  
 - il y a un an disparaisait  
**Françoise BERQUE.**  
 Nous qui l'avons rencontré et  
 aimé, au cours de son trop bref séjour  
 formons de doux et chaleureux sou-  
 venirs pour elle, plus particulièrement

survenu le 28 octobre 1981. ■ ■ ■ ■ ■  
quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu ■ faire-part.

- Il y a un an disparaissait  
**Françoise BERQUE.**

Nous qui l'avons rencontrée et aimée, au cours de son trop bref séjour, formons de douces et chaleureuses pensées pour elle, plus particulièrement

**75015 Paris.**  
**Le Priouré,**  
16, rue de l'Eglise.  
28410 Bu.

— M<sup>e</sup> Raphaël Epstein,  
not. époux.  
Henri et Evelynne Epstein.  
M. Epstein.  
M. Aaron Babok.  
son neveu.

est décédé le 11 novembre 1988.

Mais par-delà la mort la vi-  
dameurs, pour tous ceux qui l'ont  
connu et aimé, dans la fidélité du sou-  
venir.

— Pour ce jour anniversaire de sa  
prématurée disparition, l'Institut  
Weizmann des ■■■■■■ et ■■■■■■

survenu le 6 [redacted] 1942 dans sa cent [redacted] année, en son [redacted]

Les obsèques [redacted] lieu de lundi

- L'association [redacted] d'enfants SOS de France se souvient qu'il y a vingt ans, le 8 novembre 1972, disparaissait notre président

avis dans le faire-part.

- M. Marie-Pierre Guinaudeau,  
Guinaudeau,  
ses enfants,  
M. Vincent Guinaudeau,  
son petit-fils,  
M<sup>me</sup> Guinaudeau,

dans ce souvenir épousa,

Claire MORANDAT,  
née Wallebaum,

le 30 mars 1983 qui sera  
notre présidente.

**M. GUINAUDEAU.**

## CARNET DU MONDE

**Renseignements :**  
**Tarif :** la ligne H.T.

Toutes rubriques .....	96
Abonnés et actionnaires ...	85
Communications diverses ....	100
Thèses étudiants .....	55

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en italique sont obligatoires et facturées sur la base de deux lignes.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

**Renseignements :**  
**16 62 74 12**

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 5908

#### HORIZONTALEMENT

[illegible]

l'eau suffisent pour le nourrir. — XI. Dans le nom d'un roi légendaire de Rome. Gorgie avant de crever. En — XII. Grave accident. — XIII. Couvert. — XIII. Est est horizontale. Mot d'enfant. Eau qui disparaît dans un grand bassin. — XIV. Un certain froid — sépare. Empoisonnement causé par le — pris au « lancer ». — XV. Carmagnole. —

### VERTICAL ELEMENT

**VERTICALEMENT**

1. I prend l'air avant qu'il pleuve.  
Devise. - 2. Une femme en... cars.  
Un quart ou un millième. - 3. Le  
petit coin. Offrent à boire et à  
manger. - 4. Espèce de bûche. Palmier  
ou choux. Abréviation. - 5. Bronze  
au cuivre. Haies dignitaires. Abré-  
viation. - 6. Habitude du passé indé-  
fini. Ses formations ont leur métier  
dans la peau. - 7. Enveloppe un  
jambonneau. Il va doucement. Lettres  
de service. Préfixion. - 8. En  
entier. Sèpere Groux de Pouchkine.  
*A. ne pas confondre*

**HORISONTALEMENT**

I. Mâchoues. II. Acheteuse.  
III. Jao. A. III. Or. IV. Or. Anes.  
V. Régal. VI. Trouasse.  
VII. Bère. Tien. VIII. Messe.  
IX. Tiers. Ste. X. Orne. Or.  
XI. Net Fions.

**Verticalement**

1. Major. Bâton. - 2. Acéré. Ire.  
- 3. Chuintement. - 4. Hê. Narrare.  
- 5. Ota. Loessa. - 6. Mina. Pl.  
- 7. Ruinistes. - 8. Esse. Si. Ton.  
9. Sees. Enfers.

[illegible]



## BILLET

## « Une grève irresponsable »

Air France est au plus mal. Les pertes consolidées du groupe devraient atteindre 3 milliards de francs en 1992, a annoncé son directeur général, M. Jean-Dickier Blanchet, aux représentants du personnel réunis vendredi 7 novembre pour le comité central d'entreprise. Le déficit consolidé est estimé à 1,8 milliard de francs au 30 septembre.

Pour lutter contre ces pertes abyssales, le président d'Air France a entamé un traitement de choc visant à économiser 3 milliards de francs de francs par an afin de préserver la capacité d'autofinancement du groupe. L'an prochain, 1 500 suppressions d'emplois au sol viendront s'ajouter aux 2 500 déjà prévus pour la période 1992-1993.

Ce remède de cheval fait nœud dans les brancards d'une entreprise publique habituée à plus d'égards, et les quatorze organisations syndicales d'Air France ont appelé à une grève générale de vingt-quatre heures, lundi 23 novembre, pour protester contre ce plan de rigueur. La direction d'Air France s'inscrit dans cette réaction. « Je ne peux que regretter l'attitude de ceux qui n'ont pas su trouver d'autres réponses au grave problème de leur entreprise qu'un appel à la grève, note le directeur général du groupe. Il en résulte une aggravation de nos pertes et une détérioration de nos positions commerciales sur les marchés (...). Cette grève, je vous le dis tout net, est irresponsable. »

Dans un communiqué publié vendredi, trois syndicats de pilotes et de mécaniciens navigants d'Air France (SNPL, SPAC, SNOMASAC) estiment « que ce n'est pas au personnel de renflouer des opérations financières catastrophiques » et réclament une recapitalisation de l'entreprise par son actionnaire principal. En 1991, l'Etat a déjà apporté une dotation de capital de 2 milliards de francs. En juillet, la commission européenne a donné son feu vert à l'entrée de la BNP à hauteur de 8,8 % dans le capital d'Air France dans un délai maximum de huit ans, ce qui équivaut à un apport de 1,25 milliard de francs. Aujourd'hui, l'Etat n'a pas d'argent à apporter au groupe en difficulté. Pour le seul secteur de l'aéronautique, d'autres entreprises comme Aérospatiale ou la SNECMA frappent à la porte de leur actionnaire. Enfin, la privatisation d'Air France proposée par certains députés de l'opposition suppose un redressement de l'entreprise qui serait lui aussi douloureux. Il ne semble pas que le groupe puisse faire l'économie des mesures sociales en cours.

MARTINE LARONCHE

## A l'occasion des Etats généraux des voyageurs

## La RATP affronte les critiques des usagers

La RATP a organisé les 6 et 7 novembre les premiers Etats généraux des voyageurs. Les effets de la modernisation de la Régie lancée par son PDG, M. Christian Blanc, ne sont pas encore suffisamment perceptibles par l'usager.

L'entreprise est risquée. Pour la première fois, la RATP accorde une tribune libre à ses voyageurs les 6 et 7 novembre. Par le biais d'une vingtaine d'associations, l'usager, hissé au rang de « client », peut exprimer toutes les insatisfactions qu'il rencontre dans l'usage au quotidien du métro et du RER. Il ne s'en prive pas, et il ne suffit pas d'écouter les critiques pour énumérer les mille et une traverses subies par l'usager des transports publics en Ile-de-France.

Le grand remue-ménage entrepris à la RATP par son président, M. Christian Blanc, ne profite pas encore suffisamment à l'usager et ses effets se font encore désirer sur les quais, dans les voitures ou les couloirs du métropolitain parisien. Les agents sont-ils en cause? « Le président de la Régie ferait sans doute fausse route s'il voulait mener sa réforme contre ses propres salariés, proteste un responsable de l'association de défense des consommateurs de la CGT (INDECOSA-CGT). Un bras de fer s'installe entre l'ensemble des salariés à aller dans le sens de l'entreprise. »

Le personnel de la RATP était cependant concerné au premier chef vendredi après-midi par les revendications des associations. La réforme lancée par le PDG de la RATP à son arrivée visait à décentraliser les responsabilités en supprimant des niveaux hiérarchiques et en se concentrant sur les unités fonctionnelles. « Pour l'instant, le consommateur ne reçoit pas les fruits de cette modernisation, nous nous souvenons que les employés de la Régie sont formés au dialogue, alors qu'ils restent cloisonnés derrière leur guichet. On a l'impression qu'ils ont peur, explique M. Jeanne Argudo, de la Fédération Léo-Lagrange. Les voyageurs sont toujours transportés comme du bétail et le consommateur est encore considéré comme quelqu'un qu'il faut amener d'un point à un autre sans qu'il y ait une véritable recherche de qualité. » Les tentatives montées sur deux lignes de métro pour faire quitter leur guichet à des agents occupés jusqu'ici à la vente de billets sont encore trop timides.

Si les associations de consommateurs se félicitent de la tenue des Etats généraux, leur constat est sans concession. Les tags continuent de décourager les voyageurs même si l'objectif est de les nettoyer dans les vingt-quatre heures. L'insécurité est encore sensible, même si les résultats de la RATP font état d'une diminution des agressions des voyageurs. Les problèmes d'accessibilité figurent également en bonne place parmi les préoccupations des usagers : difficultés pour les personnes à mobilité réduite de monter dans les bus, de faire face à une panne d'escalier mécanique ou d'accès, ou tout simplement casse-tête du passager chargé de valises pour passer les barrières de péage.

Par ailleurs, des associations se plaignent que les chômeurs, les étudiants ou encore les RMIstes ne bénéficient pas de l'entar des tarifs, de tarifs préférentiels. La RATP a annoncé qu'elle avait mis à l'étude une tarification moins chère pour les jeunes de dix à vingt-cinq ans mais qu'elle se heurtait à un problème de financement pour la mettre en place.

Enfin, les avaries techniques continuent de perturber le service

et d'être à l'origine de retards multiples, selon l'INDECOSA-CGT. « Les voitures sont surchargées aux heures de pointe et le nombre de places offertes ne répond pas à l'attente des voyageurs, reproche M. Gabriel Marzay, de l'Organisation générale des consommateurs (ORGECO). Le sentiment d'insécurité lié à la saleté et au défaut d'entretien du matériel est renforcé par le manque de personnel dans les stations. »

## Les dérivés corporatistes

A l'ouverture des Etats généraux des voyageurs, huit syndicats de la RATP et quatre associations de consommateurs ont apporté au président de l'entreprise publique une pétition signée par près de dix mille usagers réclamant notamment l'arrêt des « restrictions budgétaires au service public », « l'attribution immédiate d'effectifs, de bus, de métros, de RER et d'investissements supplémentaires. »

Insistant sur la notion de service public, M. Christian Blanc a rappelé que plusieurs syndicats avaient déposé des préavis de grève pour le mardi 10 novembre destiné à protester contre un projet de réforme concernant les conducteurs du métro et du RER. « Les dérivés corporatistes seront un jour systématiquement jugés, a-t-il déclaré. Les syndicats doivent en avoir conscience. » Il a rappelé ses tentatives pour limiter l'impact des grèves sur les usagers du transport, du dernier en date est l'installation d'une instance de conciliation chargée d'éviter le recours à la grève en essayant de rapprocher les points de vue de la direction et des syndicats. « Si, par malheur, nous ne parvenons pas à régler cette question au sein de l'entreprise, a-t-il rappelé, le législateur prendra sa responsabilité. »

MARTINE LARONCHE

## Alors que les actionnaires décident une augmentation du capital

Le Crédit lyonnais et M<sup>me</sup> Beaux prennent le pouvoir chez Adidas

Adidas devrait recevoir de l'argent frais. En difficulté depuis plusieurs années, le groupe devrait bénéficier d'une augmentation de capital et d'un prêt de ses actionnaires pour 200 millions de deutschemarks au total (880 millions de francs). Le principe a été arrêté, vendredi 6 novembre, par le conseil de surveillance. M<sup>me</sup> Gilberte Beaux a été portée à la présidence du conseil de la société en remplacement de M. René Jaggi, démissionnaire. Les grandes manœuvres de l'après-Bernard Tapie ont commencé.

« C'est irréversible! » Interrogé par Libération au début du mois de novembre, M. Bernard Tapie ne laissait aucun doute sur son départ. Son rôle de se retirer des affaires était intact, malgré l'échec de la vente d'Adidas à Pentland (le Monde du 17 octobre). La défection du groupe britannique rendait pourtant l'opération singulièrement plus compliquée. « Quand on a loupé à grand renfort de publicité une négociation comme celle-ci, il vaut mieux se faire oublier et restaurer ses résultats. M. Jaggi, ainsi, en privé, un banquier proche du dossier. Comment céder dans de bonnes conditions une société dont le britannique a laissé entendre plus que penser? Adidas n'est plus à vendre, sauf entre ses actionnaires. »

Mais à défaut de remettre Adidas sur le marché, ses responsables devaient la recapitaliser et lui apporter enfin l'argent frais promis par M. Tapie à son arrivée en juillet 1990. La firme aux trois bandes, qui perd régulièrement des parts de marché face à Nike et Reebok, doit à la fois réunir son

marketing et restructurer son outil de production. Le conseil de surveillance en a pris acte, vendredi 6 novembre, et décidé d'une augmentation de capital devant rapporter 150 millions de deutschemarks (1), complétée par un prêt d'actionnaires de 50 millions de marks.

## Des modalités non arrêtées

Décision de principe puisque cette augmentation de capital doit être souscrite par la société Bernard Tapie Finance GmbH, actionnaire à hauteur de 95 % d'Adidas. La holding allemande du groupe Tapie s'est déclarée prête à faire usage de son droit de souscription et même à se substituer aux héritiers Dasser, propriétaires des 5 % restants. Mais BT Finance n'a donné aucun élément sur la façon dont elle réunira les fonds. « Les modalités de l'opération ne sont pas encore arrêtées, explique à Paris M. Elie Fellous, PDG de Bernard Tapie Finance (BTFF). Nous procédons étape par étape. Nous allons regarder ce qui va se passer chez BTFF GmbH, puis nous verrons quelles en seront les implications pour BTFF. »

Curieuse démarche qui veut que l'on commence par la fin sans rien connaître du début! Mais démarche qui s'explique sans doute par la mauvaise passe financière traversée par le groupe Tapie (294,9 millions de francs de pertes en 1991), par la cascade de holdings qui permettent le contrôle d'Adidas, par le souci, enfin, de son propriétaire de se désengager. Que va faire, par exemple, le groupe Pentland, toujours actionnaire de BTFF GmbH (à hauteur de 20,95 %)? Que vont décider les

banques et les établissements financiers présents à tous les étages de l'organigramme?

« J'ai cru comprendre que M<sup>me</sup> Beaux avait consulté le Crédit lyonnais et les AGF lors de la rupture des négociations avec Pentland, dit un responsable d'un grand établissement financier. Il paraît peu probable que ces deux établissements ne se soient pas alors assurés d'une solution de rechange viable. » De tout temps le plus impliqué, le Crédit lyonnais y travaille, la filiale Clinvest préparant le montage financier. Les AGF, traditionnellement plus réservés, attendent d'en connaître les modalités pour se prononcer. La banque Worms adopte une conduite similaire, tandis que la BNP, petit actionnaire de BTFF (3,5 %), n'ira pas plus loin.

D'ici quelques semaines, les contours du groupe Tapie devraient donc être radicalement bouleversés. « Il y a deux solutions, explique encore à Libération M. Tapie. Soit le sort de BTFF, soit BTFF sort de Adidas. De toute façon, nous allons retirer BTFF de la Bourse et trouver un autre nom pour que cette entreprise puisse avoir une vie normale, sans être constamment soumise à une décharge affective démesurée. » L'entrée en première ligne du Crédit lyonnais et la nomination de M<sup>me</sup> Beaux à la tête d'Adidas constituent les premières étapes de ce désengagement annoncé.

PIERRE-ANGEL GAY et CAROLINE MONNOT

(1) L'augmentation de capital porte sur 34 millions de deutschemarks de nominal (émission de 480 000 actions de 50 deutschemarks vendus au prix unitaire de 312,5 deutschemarks).

## Après les menaces américaines contre des produits européens

## Les « bons offices » de Londres

Suite de la première page

C'est parce qu'ils en sont bien conscients que le premier ministre britannique et le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, qui se sont retrouvés pour un déjeuner vendredi 6 novembre à Londres, ont plaidé en faveur d'une reprise immédiate des discussions, afin d'éviter le spectre d'une guerre commerciale globale entre l'Europe et l'Amérique.

Les effets d'une escalade des sanctions américaines sont difficilement calculables, estime M. Delors, « contrairement à un accord général au GATT serait en mesure de générer un surplus de quelque 200 milliards de dollars (environ 1 070 milliards de francs) du commerce international. On sait, en revanche, qu'en-dehors du sort des pays industrialisés dont les économies en pleine récession seraient particulièrement touchées par l'augmentation de leurs factures d'importation et leur baisse de recettes d'exportations, la situation des pays en développement (notamment parmi les 106 pays membres) - pour un accord dans le cadre du GATT signifie un indispensable appel d'air vers la croissance, par l'augmentation des prix de leurs exportations agricoles et textiles - serait encore plus gravement compromise. Que faire pour éviter le pire? D'abord, on l'a vu, reprendre ses esprits: les sanctions commerciales décrétées par les Etats-Unis ne prendront effet qu'à partir du 5 décembre. D'ici là, la diplomatie peut agir. Les discussions entre M. Major et M. Delors font partie d'un ensemble d'initiatives tendant à rétablir un processus de négociations. M. Arthur Dunkel, le directeur général du GATT, a convoqué, pour mardi 10 novembre, une réunion d'urgence du comité qui supervise l'Uruguay Round.

## Les raisons de M. Major

Les ministres du commerce des Douze, qui étaient réunis vendredi à Brookfield Hall, dans le nord-est de Londres, sont tombés d'accord pour éviter - du moins dans l'immédiat - le piège des mesures de représailles contre les exportations américaines, et c'est probablement dans ce sens que s'exprime le conseil des ministres de la Communauté, qui se réunit dès lundi. En tant que président - jusqu'en décembre prochain - de la Communauté européenne, M. John Major entend jouer un rôle actif pour tenter de convaincre la France, avec l'aide du chancelier Kohl,

d'adopter une ligne de défense plus souple. On déplore ainsi, à Londres, les redondances des ministres français (MM. Jean-Pierre Soisson et Dominique Strauss-Kahn, respectivement chargés de l'agriculture et du commerce extérieur) à propos de mesures de « contre-rétorsion », qui le premier ministre est gravement irrité de l'huile sur le feu. On souligne aussi que le différend de Chicago ne portait, au moment de l'échec des pourparlers, que sur 500 000 tonnes d'oléagineux (soja, tournesol, etc.), les Etats-Unis souhaitant réduire le volume de la production subventionnée européenne à 9 millions de tonnes, la CEE fixant à 9,5 millions de tonnes la limite extrême de ses concessions.

Un accord ne semble donc pas à priori hors de portée, a même M. Ray MacSharry, le commissaire et négociateur européen pour les questions agricoles, est probablement un peu optimiste en affirmant que tout peut être réglé « en cinq minutes ». Mais d'autres raisons militent en faveur des initiatives britanniques: le premier ministre est gravement irrité par une succession d'échecs « domestiques », et la Grande-Bretagne confirme son attitude de « mauvais élève » de la classe européenne s'agissant de la ratification du traité de Maastricht (le Monde du 7 novembre). M. Major a donc doublement besoin d'apparaître comme le « sauveur » de l'Uruguay

Round, si possible au moment du sommet européen d'Edimbourg, les 11 et 12 décembre.

Malade chronique de l'Europe, l'économie de la Grande-Bretagne craint plus encore que celles de ses partenaires une escalade de la guerre commerciale. Epargnés par les premières sanctions américaines par Washington (seulement 1,3 million de dollars sur le total de 300 millions de dollars de volume d'échanges visés) et moins menacés que la France, en raison de la faiblesse de leur agriculture, les Britanniques savent qu'ils n'échapperont pas à la deuxième « fourmilière » de mesures de rétorsion américaines, notamment l'ajustement de leur industrie automobile. On touche là un autre aspect de la partie de bras de fer qui semble s'engager de part et d'autre de l'Atlantique, qui est celui des menaces pesant sur la cohésion communautaire.

## Le « coup d'Etat » de M. Delors

Les Britanniques, par intérêt économique et aussi en raison de cette relation spéciale qui lie la Grande-Bretagne aux Etats-Unis, ne veulent surtout pas d'une guerre commerciale qui les obligerait à choisir entre deux solidarités. Ce dilemme, qui concerne dans une moindre mesure l'Allemagne (le pas du tout la France), pèse en grande urgence communautaire grave, qui ne pourrait qu'entraîner définitivement un traité de Maastricht déjà mal en point. Reste, bien sûr, le « cas Delors ». La presse populaire britannique s'est régalée de la visite londonienne du président de la Communauté, laquelle ne pouvait tomber à un moment plus opportun.

Comme d'habitude, les tabloïds (et, dans une moindre mesure, les journaux dits « de qualité ») en rajoutent, affirmant qu'un « coup d'Etat » est en train de se dérouler pour obliger M. Delors - leur « bébé politique » - à renoncer à ses fonctions. Celui-ci est accusé, pélo-mêle, d'hypocrisie, de « duplicité » et de « perfidie » (le Albion), pour avoir « saboté » les discussions de Chicago en faisant pression sur M. MacSharry pour obliger celui-ci à repousser les propositions américaines. M. Delors, poursuivi par une menteuse journaliste, alors qu'il défilait, vendredi, un discours d'un grand classicisme sur les avantages de la coopération monétaire européenne, devant la London School of Economics, a affirmé qu'il n'avait jamais « interféré dans les négociations » de Chicago, ajoutant: « Si une majorité de la Commission ne partage pas mes avis, j'exprime alors ma totale solidarité avec le commissaire en charge du dossier. »

Les Britanniques, tout en prenant manifestement la défense de la thèse présentée par M. MacSharry, lequel semble désormais soucieux de dépasser cette querelle de personnes, suggèrent que les négociations puissent reprendre sous la houlette de M. Frans Andriessen, le commissaire européen pour les affaires extérieures. Ce passage de témoin pourrait s'effectuer en souplesse: outre que M. MacSharry doit quitter ses fonctions bruxelloises en décembre, ne parle-t-on pas de lui comme un possible « homme providentiel » du parti irlandais au pouvoir, le Fianna Fail, au moment où celui-ci affronte des élections générales, le 26 novembre prochain?

LAURENT ZECCHINI

## La France réaffirme sa volonté de négocier avec « fermeté » sur le GATT

Le premier ministre français, M. Pierre Bérégovoy, a estimé, vendredi 6 novembre, à Nevers, que les mesures de représailles annoncées par les Etats-Unis à la suite de l'échec des négociations du GATT étaient « plus qu'une faute, une erreur ». « L'administration américaine se fâche (...), a précisé M. Bérégovoy, je trouve cela inadmissible. » « L'Amérique, comme l'Europe, a tout à perdre à cette guerre commerciale », a ajouté le premier ministre. « Il faut se mettre autour d'une table, il faut discuter et j'espère que nous pourrions le faire avec la nouvelle administration américaine », a poursuivi M. Bérégovoy, après avoir insisté sur le fait que « cette affaire n'est pas une affaire qui concerne la France, mais une affaire qui concerne l'Europe ». « C'est l'Europe qui a négocié, ce n'est pas la France », a-t-il rappelé.

La France demandera la mise en place de mesures de contre-rétorsion

commerciales à l'égard des Etats-Unis dans un mois si les négociations du GATT « n'ont pas avancé » et n'ont pas été reprises « immédiatement » des discussions, a déclaré pour sa part le ministre français de l'Industrie et du Commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn, interrogé vendredi 6 novembre sur TF1. Le ministre a indiqué que la France cherchait « l'unité européenne », [à] éviter des voix discordantes, mais « reprendre immédiatement la discussion et espérer de la part des Américains un geste », a-t-il poursuivi.

De son côté, le commissaire européen à l'Agriculture, M. Ray MacSharry, a estimé, vendredi 6 novembre à Dublin, qu'un accord américano-européen « pourrait être conclu en cinq minutes » sur le GATT. A son arrivée à l'hôtel de Dublin, M. MacSharry, qui a renoncé jeudi 5 novembre à conduire les négociations agricoles

avec les Etats-Unis (le Monde du 7 novembre), a déclaré que « l'économie mondiale traverse une sévère récession et tous les pays concernés savent qu'ils ne s'en sortiront pas sans un accord sur le GATT. »

Enfin, les Etats-Unis souhaitent reprendre les négociations agricoles avec la CEE dès que possible pour parvenir à un accord avant la fin de l'année, a déclaré, vendredi 6 novembre à Bruxelles, M. James Dobbins, ambassadeur américain auprès de la CEE. « Nous avons l'occasion à partir de maintenant et jusqu'à la fin de l'année de conclure les négociations et de donner un coup de fouet à l'économie mondiale, a-t-il souligné. Si nous ne le faisons pas, nous perdrons une occasion de croissance économique et nous risquerons d'entraîner des conflits commerciaux. » O.P.

## INDICATEURS

## DANEMARK

• Taux de chômage: 11,3 % en septembre. - Le taux de chômage danois s'est établi en septembre à 11,3 % de la population active (315 800 personnes) en données corrigées des variations saisonnières, selon les chiffres publiés par l'institut national de la statistique à Copenhague. Le taux de chômage reste identique à celui du mois d'août mais est en hausse par rapport à septembre 1991 (10,7 % de la population active).

## FRANCE

• Production industrielle: + 0,4 % au deuxième trimestre. - L'indice de production industrielle française hors bâtiment et travaux publics (BTP) a connu une très légère hausse de 0,4 % au deuxième trimestre 1992 selon les données corrigées des variations saisonnières publiées vendredi 6 novembre par l'INSEE. Cette progression de l'indice, qui se situe à 113,2 au second trimestre contre 112,7 au premier (base 100 en 1985), s'explique par une hausse de la production dans la construction aéronautique et navale (+ 13 %). Les biens d'équipement (+ 2,8 %), les industries agroalimentaires (+ 0,8 %) et les biens de consommation (+ 0,8 %) enregistrent eux aussi une hausse. En revanche, l'automobile (- 1,4 %), les matériaux de construction (- 5,2 %) et le secteur du BTP (- 1,6 %) sont en baisse.



## NEW-YORK

## Attentisme

DOMINIQUE GALLOIS

**TOKYO**

## Introducción

**pliòro**

	COUNT out.	COUNT in mov.
Alcoa	89 5/8	86 3/4
ATT	44 5/8	44 1/2
Chase Man. Bank	38	35 7/8
De Pont de Nemours	48 3/4	47 7/8
General Foods	41 1/2	41 5/8
Exxon	48 1/8	48 3/8
Ford	38 1/2	38 3/4
General Electric	77 1/2	77 1/2
General Motors	30 3/4	30 5/8
Goodyear	58 1/2	58 1/4
IBM	66 7/8	66 1/4
ITT	66 7/8	66 1/4
Mobil Oil	63	62
Pfizer	76 1/2	74
Schlumberger	63	62
Tesaco	91 1/2	89 1/2
UAL Corp. (ex-Allegiant)	120	127 3/4
Union Carbide	45 1/2	45 1/2
United	45 1/2	45 7/8
Westinghouse	12 7/8	13

## Irrégulière

**inlever**

10.22	10.40
11.79	12.45
8.32	8.45
5.32	5.26
10.98	10.85

Veruschepark	853,70	854
Hoechst	233,70	236
Karstadt	518	518
Mannesmann	204,80	210,50
Siemens	555,60	546,70
Volkswagen	270	268,60

	Cours 30 oct.	Cours 6 nov.
Ajinomoto.....	1 270	1 310
Cardstone.....	1 130	1 190
Cargill.....	1 380	1 290
Fuji Bank.....	1 780	1 820
Honda Motors.....	1 270	1 240
Matsushita Electric.....	1 110	1 110
Mitsubishi Heavy.....	528	615
Sony Corp.....	4 030	3 920
Toyota Motors.....	1 410	1 370

## hell in here

5.32	5.26
10.98	10.85

Siemens	668
Volkswagen	270

\_\_\_\_\_

	Cours 30 oct.	Cours 6 nov.
AEG	155,30	156,50
BASF	209,70	211,90
Bayer	283	280,50
Commerzbank	240,70	241,70
Deutschebank	653,70	654
Hoechst	233,70	236
Karstadt	518	518
Münchmeyer	204,80	210,50
Siemens	556,60	546,70
Volkswagen	270	268,50

	Cours 30 oct.	Cours 6 nov.
AGF.....	155,30	156,50
BASF.....	209,70	211,90
Bayer.....	283	280,50
Commerzbank.....	240,70	241,70
Deutsche Bank.....	653,70	654
Hoechst.....	233,70	236
Karstadt.....	518	518
Messegering.....	204,80	210,50
Siemens.....	656,60	546,70
Volkswagen.....	270	266,50



Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.



# Le Monde

Le transport de plutonium de Cherbourg au Japon

## Chargement de l'« Akatsuki-Maru » sous haute surveillance

Haute Cour

### Demande de mise en accusation de M<sup>me</sup> Dufoux et M. Hervé au Sénat

M. Claude Huriet, sénateur centriste de Meurthe-et-Moselle, vient de saisir les présidents de groupe de la majorité sénatoriale RPR-UDF d'une proposition de résolution visant à traduire devant la Haute-Cour de Justice, dans l'affaire du sang contaminé, les anciens ministres M<sup>me</sup> Georgina Dufoux et M. Edmond Hervé.

A la suite du vote de la Communauté urbaine

### Polémique autour du VAL de Bordeaux

BORDEAUX

de notre correspondant

La révision du tracé du projet de métro automatique léger VAL de l'agglomération bordelaise suscite une polémique entre M. Jacques Chaban-Delmas, président de la Communauté urbaine, d'une part, et les élus socialistes et Génération Ecologie de cette assemblée d'autre part. Ces derniers vont engager un recours devant le tribunal administratif après le vote consacré à la révision du tracé qui s'est déroulé le 6 novembre.

Proclamant les résultats, Jacques Chaban-Delmas a comptabilisé 58 suffrages favorables au métro, 56 suffrages contre ainsi que 1 bulletin blanc et 5 bulletins nuls. Ces cinq bulletins comportaient en fait la mention « non ». Selon M. Chaban-Delmas, seuls les bulletins marqués « contre » doivent être considérés comme valables. Ce n'est évidemment pas l'avis des adversaires du projet qui estiment que 61 des 120 conseillers se sont prononcés contre le métro VAL, ce qui devrait conduire à l'abandon du projet.

Depuis six ans que le dossier est ouvert, chacun s'accorde à Bordeaux sur la nécessité de doter l'agglomération d'un transport en commun en site propre. Mais le projet de métro VAL est évalué à 6 milliards de francs. Les élus socialistes qui y étaient initialement favorables émettent désormais de sérieuses réserves sur la capacité de la Communauté urbaine à faire face à un tel investissement. C'est la raison pour laquelle ils se sont prononcés contre le projet, rejoignant ainsi les élus de Génération Ecologie, des Verts, du Front national et du Parti communiste.

GINETTE DE MATHA

CHERBOURG

de notre envoyé spécial

Il est cinq heures, Cherbourg s'éveille. L'« Akatsuki-Maru » entre enfin en scène. Tous feux allumés, au ralenti. Comme pour mieux s'offrir à la douce mitraille des flashs et des caméras. Le cargo japonais, longtemps qualifié de vaisseau-fantôme, est bien là, coque noire et cabine blanche, drapé dans un voile de brume.

A l'heure où les pêcheurs filent vers le large, il pénètre dans le port de l'arsenal de Cherbourg pour engouffrer la cargaison la plus controversée de l'histoire des transports maritimes : une tonne et demie de plutonium, issue de l'usine de retraitement de la Hague et destinée au Japon (le *Monde* du 31 octobre et du 4 novembre).

Des commandos de marine greouillent dans les eaux du port. Deux mille gendarmes mobiles et militaires, qui viennent de surveiller le convoi des quinze camions transportant les conteneurs de plutonium de la Hague au port de l'arsenal (20 kilomètres), demeurent sur le pied de guerre.

Face à un tel déploiement de force, la poignée de militants écologistes encore présents même un combat inégal, presque dérisoire, et perdu d'avance. Vers 4 h 30, le *Moby-Dick*, l'un des deux bateaux de Greenpeace avec le *Solo*, a tenté une sortie en mer, mais il a été énergiquement arraisonné par des commandos. Dix membres d'équipage et sept journalistes se trouvant à bord ont été interpellés et relâchés quelques heures plus tard. Une petite manifestation

organisée non loin de l'arsenal a été dispersée. Plus tard, sur le port, des militants de Greenpeace sont montés sur une grue pour y déployer une banderole. En fin de matinée, même si les écologistes promettaient des « actions surprises », rien, ni personne, ne semblait pouvoir perturber un seul instant une opération qui laissait les Cherbourgeois pour le moins indifférents.

Toute la semaine, différentes organisations écologistes - les Verts, Greenpeace, Robin des Bois - avaient bien appelé à de « grandes manifestations » au port de plaisance. Elles n'avaient guère été entendues. En fin d'après-midi, seules quelques dizaines de personnes se regroupaient, en un rituel bien rodé, au bout d'une jetée offerte au vent.

Vivre

avec le nucléaire

Des militants de la minuscule association Robin des Bois, posaient aux côtés d'une barque chargée de ferraille et d'une machine à laver évacuant les fûts de matière radioactive. Plus loin, des responsables des Verts dénonçaient la « plutonium connection », répertoriaient les « risques encourus » sur la route du Japon : « naufrage », « incendie », « acte terroriste », « attaques de pirates ». Ils évoquaient l'éventualité d'une « utilisation militaire » et rappelaient les « 80 000 morts de Nagasaki » pour réclamer la prolongation, nécessaire selon eux, du séjour du plutonium à la Hague.

Un tel discours, bien que justifié sur certains points (les risques d'incendie), ne fait plus frémir Cherbourg. Il y a bien longtemps que la ville et sa région ne sortent plus leurs banderoles contre le nucléaire. Les pères de famille qui se souviennent des « manifs » de la fin des années 70 font figure d'anciens combattants.

Le nord du Cotentin a appris à vivre avec le nucléaire. Les enfants naissent, conviennent que l'usine de la Hague a toujours fait partie du paysage, sorte de Beauport d'origine avachi entre mer et lande. C'est en curieux sortant de discothèque, et non en militants, que les jeunes ont rallié le port de plaisance, dans la nuit de vendredi à samedi, pour tenter d'apercevoir, au loin, les premières lueurs de l'« Akatsuki-Maru ».

En leurs fermes de pierres grises qui abritaient jadis des contrebandiers et des pilliers d'épaves, les paysans eux-mêmes ne s'étonnent plus que des employés de la COGEMA (1) s'emparent parfois, à l'aube, de ramasser les bidons de lait « par mesure de sécurité ». Tous se sont habitués aux rumeurs de fuite et

d'accident, qui courent les chemins comme les légendes d'antan. Ils ont fini par ne plus prêter attention aux innombrables - et toujours discrets - départs de plutonium (en petite quantité, quelques dizaines de kilos), par la route, à destination de pays européens clients de la COGEMA.

L'argent de la COGEMA

En fait, le nucléaire s'est imposé comme un voisin gênant pour le paysage mais indispensable pour le porte-monnaie. Il est devenu une source essentielle de travail et de rentrées financières pour cette agglomération de 97 000 habitants où le taux de chômage avoisine 14 %. L'usine de la Hague emploie, directement ou en sous-traitance, 7 000 personnes. A l'arsenal, dans l'attente des suppressions de postes liées au « plan Joxe », ce sont encore 6 000 personnes qui travaillent à la fabrication ou à l'entretien des sous-marins.

Tout le monde profite donc de « l'argent radioactif ». A commencer par les communes voisines de la « petite folie de De Gaulle », surmontée du dôme de l'usine de la Hague. Il n'est pas un village qui ne dispose d'installations publiques (salle de sports, terrains de tennis...) financées, plus ou moins directement, par la COGEMA. Des lycéens ont même pu se rendre en voyage d'études au Japon.

Enfin, la COGEMA entretient l'espoir en prévoyant 15 milliards de francs d'investissement dans les dix années à venir. Les seuls contrats signés dans les années 70 avec une dizaine de compagnies d'électricité japonaises portent sur plus de 20 milliards de francs.

« Sans le nucléaire, le nord du Cotentin serait un désert économique », reconnaît un employé de l'arsenal qui se souvient pourtant être « monté en première ligne » : « Ce temps-là est fini. Nous sommes la poule du monde mais nous devons faire avec, même si nos idées restent identiques. » Cette résignation, qui

n'exclut pas la persistance d'une crainte des risques liés au nucléaire, explique en partie la faible mobilisation contre l'« Akatsuki-Maru ».

Un mois durant, dans l'attente de ce bateau spécialement équipé pour ce type de transport, Cherbourg s'est davantage amusé de la patience des dizaines de journalistes japonais, présents sur place jour et nuit, que des manifestations organisées par des écologistes pourtant bien implantés dans l'agglomération (entre 12 % et 20 % des voix aux élections municipales de 1989, selon les secteurs).

Il en sera probablement de même dans les années à venir. Les 20 tonnes de plutonium qui rejoindront le Japon par la mer d'ici à l'an 2000 ne devraient pas davantage déclencher les passions. Les Normands se rejouissent plutôt de ces « retours à l'envoyeur ».

Samedi matin, tandis que le chargement se poursuivait (il devait durer toute la journée), c'est en famille qu'ils ralliaient tranquillement la digue pour voir le cargo, et applaudir à un rodéo aquatique offert par une demi-douzaine de Zodiac de Greenpeace poursuivis dans la rade par ceux de la gendarmerie. Les journalistes, eux, assistaient au chargement sur des écrans vidéo installés dans un centre de presse.

Les responsables de la COGEMA, soudain obsédés par la « transparence », leur assuraient que cette date du 7 novembre était connue « depuis des semaines ». Sans incident, l'« Akatsuki-Maru » s'apprêtait à repartir, dans la nuit de samedi à dimanche, pour un péripète de plusieurs mois dont l'itinéraire a été gardé secret mais que Cherbourg suivra sans doute de très loin.

PHILIPPE BROUSSARD.

(1) Compagnie générale des matières nucléaires, filiale du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), qui gère l'usine de la Hague.

## Un produit créé par l'homme

Le plutonium d'origine naturelle est présent en quantités infimes sur Terre. Cette rareté tient au fait que les différentes espèces de plutonium, les isotopes comme disent les scientifiques, ont des demi-vies relativement courtes.

C'est ainsi que le Pu 238, émetteur de particules alpha, n'a qu'une demi-vie de quarante-deux ans, ce qui signifie qu'au bout de dix périodes, soit 900 ans, il a pratiquement disparu par décroissance radioactive. Même phénomène pour d'autres émetteurs de rayons alpha comme le Pu 239 (24 000 ans), le Pu 240 (6 600 ans), le Pu 242 (0,4 million d'années) et le Pu 241 (14 ans), émetteur de rayons bêta.

Ces durées de vie ne sont en effet rien en comparaison d'autres matières radioactives qui, comme l'uranium, par exemple, ont des périodes de 0,7 milliard d'années pour l'uranium 235, de 4,5 milliards d'années pour l'uranium 238 ou de 14 milliards d'années pour le thorium 232. Mais ces matières-là sont présentes de façon naturelle dans le sol de la planète, alors que l'essentiel du plutonium existant sur Terre est d'origine artificielle.

Militaire ou civil ?

Bien qu'une quinzaine d'isotopes de cet élément chimique soient connus, la majeure partie du plutonium répertorié vient de trois isotopes produits en quantités notables dans les réacteurs nucléaires : le Pu 239, le plus recherché, car capable de subir la fission et de se briser sous l'impact d'un neutron en libérant une importante quantité d'énergie ; le Pu 241, également fissionable mais moins abondant ; et le Pu 242.

Le reste n'est plus alors qu'affaire de cuisine, et chacun, militaire ou civil, milite son

cocktail en fonction de ses intérêts dans des réacteurs adaptés. Réacteurs militaires plutonigènes ou réacteurs civils à eau lourde (Candu) où l'on peut, en continu, extraire les combustibles faiblement irradiés qui contiennent le Pu 239 tant recherché pour les armes.

Sort alors des usines de retraitement une soupe de cinq isotopes du plutonium riche à plus de 90 % en Pu 239, mais fort pauvre en Pu 240, qui a le désagréable inconvénient d'absorber les neutrons nécessaires aux réactions de fission. Réacteurs civils à eau légère enfin, BWR ou PWR, qui produisent le plutonium par centaines de kilos, mais qui, du fait de leurs arrêts espacés d'un an ou plus pour rechargement de combustible, fournissent un mélange de plutonium plus pauvre en Pu 239 (moins de 70 %) et plus riche (plus de 20 %) en Pu 240.

Ce sont ces petites différences qui font dire aux spécialistes que le plutonium d'origine civile est, en cas de détournement ou de vol par des terroristes, de peu d'intérêt pour fabriquer un engin nucléaire et que, tant qu'à s'engager dans la production de ces armes atomiques, il vaut mieux, comme l'Irak, choisir la voie plus simple de l'uranium enrichi. D'autant que le plutonium de qualité militaire a l'inconvénient, lorsqu'il est « stocké sur étagère », de s'empoisonner et de devenir ainsi moins performant.

Reste que, malgré tout, les Américains ont affirmé, en 1977, qu'il était quand même possible, pour des équipes bénéficiant d'un très bon savoir-faire, de fabriquer avec ce plutonium civil quelque peu dénature, un engin nucléaire moins performant toutefois qu'une arme véritable.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

A Détroit

### Un automobiliste noir battu à mort par des policiers

Sept policiers ont été suspendus, vendredi 6 novembre à Détroit, après avoir, la veille au soir, battu à mort un automobiliste noir âgé de trente-cinq ans qui avait été arrêté à un feu tricolore par deux policiers en civil, pour des raisons qui restent indéterminées.

Selon le chef de la police de la ville, M. Stanley Knox, la victime, M. Melvin Wayne Green, avait refusé de déclarer son identité et les deux agents ont appelé cinq autres policiers en renfort, des Blancs et des Noirs. M. Knox a ajouté qu'il ne savait pas quand ni pour quoi les brutalités avaient commencé et continué, ce qu'une enquête sera chargée d'éclaircir. M. Green est décédé peu après son arrivée à l'hôpital.

« Je pense que cet incident est une honte pour tous les policiers » du département, a dit M. Knox. Le maire noir de la ville, M. Coleman Young, s'est déclaré « choqué et dégoûté ». En mars 1991, un autre automobiliste noir, M. Rodney King, avait été battu par des policiers blancs à Los Angeles. Leur acquittement, un an plus tard, avait déclenché les émeutes les plus meurtrières de l'histoire des Etats-Unis. (AFP)

La crise de l'immobilier

### 280 000 logements seulement seraient mis en chantier en 1992

Abandonnant leur optimisme de début d'année, les services du ministère de l'équipement tablent désormais sur un bas niveau des mises en chantier de logements en 1992 : elles seraient comprises entre 270 000 et 280 000, en raison de la baisse combinée du secteur des prêts conventionnés (-15 000) et du secteur libre (de 10 000 à 20 000 logements). En 1991, les mises en chantier s'élevaient à 305 000. Au cours des neuf premiers mois, elles ont atteint 201 800. Il s'agit du niveau le plus bas depuis 1955.

Changement à la présidence du Crédit agricole

### M. Marc Bué remplacera M. Yves Barsalou à la tête de la fédération

M. Yves Barsalou, le président de la Fédération nationale du Crédit agricole (FNCA), a annoncé sans surprise, vendredi 6 novembre l'assemblée générale de la FNCA réunie pour trois jours à Bruxelles, son intention de ne pas solliciter un nouveau mandat. Il devrait être remplacé par M. Marc Bué, cinquante-trois ans, vice-président de la fédération depuis trois ans et président de la Caisse régionale du Pas-de-Calais.

Depuis plusieurs mois, M. Barsalou avait laissé entendre son intention d'abandonner un des deux postes dirigeants qu'il occupait au sein du Crédit agricole. Il assurait à la fois la direction de la FNCA, l'instance politique, et celle de la Caisse nationale, organe financier et banque centrale du réseau. En assurant vendredi M. Bué de son appui, M. Barsalou a confirmé qu'il conserverait la présidence de la Caisse nationale. Il prendra ensuite le poste actuel de M. Bué, pour devenir vice-président de la fédération.

RAYONNAGES BIBLIOTHÉCAIRES A VOS MESURES



PREX TRÈS COMPÉTITIFS 25 années d'expérience R.M. LEROY, éditeur - 20, av. de la République - 75011 Paris - Tél. : 45-45-51-45

## SOMMAIRE

### DATES

Il y a soixante-dix ans : la découverte du tombeau de Toutankhamon... 2

### ÉTRANGER

Le président de la nouvelle Yougoslavie se démarque de la politique de M. Milan Panic... 3  
Russie : les guerres dans le Caucase... 4  
Turquie : un rebelle trahi par les siens... 5  
Etats-Unis : M. Warren Christopher présidera l'équipe de transition de M. Bill Clinton... 6  
Lois des capitales : petites gens de la baie d'Along... 6

### POLITIQUE

Les travaux parlementaires... 7  
La convention du Front national... 7  
Livres politiques : « Le passé compliqué », par André Laurens... 7

### SOCIÉTÉ

L'affaire du sang contaminé. 8 et 9  
Sports : le tournoi de tennis de Paris-Bercy ; les élus de Seine-et-Marne critiquent le projet de Grand Stade à Nanterre... 9  
Justice : le procès des membres d'« Ippocrate » à la cour d'assises de Paris ; l'annulation des nominations de quatre magistrats à Grenoble bloquée par la machine judiciaire... 10  
Défense : l'armée de l'air reçoit ses premiers Mirage F1 d'attaque au sol... 10

### HEURES LOCALES

■ Les difficiles équations de l'aménagement ■ Schéma directeur pour

l'Ile-de-France ■ Cinq siècles géants pour tableaux de ville ■ Moderne au milieu du tunnel ■ La Pologne à l'heure des économies ■ Petit écran départemental en difficulté 11 et 12

### CULTURE

Musiques : Vrai disque pour vraie chanteuse ; entourée de jeunes musiciens, Joan Baez renoue avec le monde moderne... 15  
Théâtre : Rencontre entre un auteur, Michel Vinaver, et un jeune metteur en scène, Michel Didym ; « L'aide-mémoire » à la Comédie des Champs Elysées... 15

### ÉCONOMIE

La RATP affronte les critiques des usagers... 17  
Le Crédit lyonnais et M<sup>me</sup> Beaux prennent le pouvoir chez Adidas... 17  
Revue des valeurs... 18  
Crédits, changes, grands marchés... 19

### Services

Abonnements... 2  
Cartes... 16  
Météorologie... 16  
Mots croisés... 16  
Télévision... 16  
Spectacles... 14

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 7 novembre 1992 a été tiré à 511 725 exemplaires.

## EN BREF

■ Les Verts rejoignent la majorité de gauche à Saint-Brieuc. - Les quatre élus Verts du conseil municipal de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor) ont rejoint, vendredi 6 novembre, la majorité de gauche du sénateur et maire socialiste M. Claude Saunier. Cet accord se traduit notamment par la nomination au poste d'adjoint à l'écologie urbaine de M. Jacques Mangold, un enseignant de 41 ans, chef de file des Verts lors des municipales de 1989, dont la liste avait obtenu 22,20 % des voix au second tour.

■ Le rapprochement Havas-RMC examiné par le Conseil de la concurrence. - Le Conseil de la concurrence devrait rendre prochainement son avis sur la validité d'un rapprochement entre Havas et Radio-Monte-Carlo (RMC), étudié depuis des mois (le *Monde* des 11 juillet et 2 octobre). Ce rapprochement est contesté par Europe 1 (concurrent de RMC) et surtout de l'IP, régie de RTL qui fait partie du groupe Havas, qui a écrit au conseil en dénonçant une possible position dominante sur le marché publicitaire.

■ TCHAD : les fonctionnaires en grève menacés d'une suspension de salaire. - Le gouvernement a décidé de suspendre pour trois mois la paye des fonctionnaires, en grève depuis début octobre à l'appel de l'Union des syndicats du Tchad (UST). Les grévistes réclament, notamment, le relèvement du salaire minimum et le paiement de plusieurs mois d'arriérés. Cette grève intervient alors que le gouvernement a décidé, le 11 octobre, de suspendre toutes les activités de l'UST. (AFP)

مكة أمّ القيوين